



MENTIONS LEGALES

Baromètre des générations 2025

Client : Berner Generationenhaus, eine Institution der Burgergemeinde Bern

Mandataire : Sotomo, Dolderstrasse 24, 8032 Zurich.

Auteurs/autrices : Lisa Frisch, Michael Hermann, Virginia Wenger

1	Éditorial	4
----------	------------------	----------

2	Baromètre des générations 2025	6
2.1	À propos de cette étude	6
2.2	Principaux résultats en bref	7

3	Société et évolution	12
3.1	Satisfaction générale, fort pessimisme quant à l'avenir	12
3.2	Lignes de fracture et cohésion	22
3.3	Réformes dans le dialogue intergénérationnel	29

4	Les générations au travail	38
4.1	La signification du travail et de la réussite	38
4.2	Discrimination liée à l'âge	48
4.3	Travailler à un âge avancé	52

5	Héritage et répartition du patrimoine	57
5.1	Transfert de patrimoine	57
5.2	Le droit successoral en évolution	67
5.3	Aspects psychologiques de l'héritage	83

6	Collecte de données et méthode	95
----------	---------------------------------------	-----------

Éditorial

La Maison des générations de Berne, une institution de la bourgeoisie de Berne, est un lieu de rencontre et de dialogue. Par ses activités, elle vise à renforcer la cohésion sociale et les relations intergénérationnelles. Avec le baromètre des générations 2025, nous poursuivons cette mission : pour la quatrième fois, nous avons mandaté l'institut de recherche Sotomo afin de réaliser une étude qui examine le ressenti, les attentes et les défis du vivre-ensemble entre les jeunes et les personnes âgées en Suisse. Notre objectif est de mettre en lumière les éléments qui unissent et qui divisent les générations, d'identifier les évolutions sociétales à un stade précoce et de proposer des pistes de solution pour une coexistence harmonieuse.

Cette année encore, le baromètre des générations présente une image contrastée : D'une part, un pessimisme marqué quant à l'avenir se répand, en particulier parmi les jeunes générations. Le baromètre des générations reflète ainsi non seulement les tensions internes de la société suisse, mais aussi les incertitudes liées à la situation politique mondiale. D'autre part, le niveau actuel de satisfaction de vie demeure très élevé : 87 % des Suisses et des Suissesses se disent plutôt ou très satisfaits de leur propre vie, et ce chiffre atteint même 94 % chez les personnes âgées.

Le baromètre des générations 2025 met particulièrement l'accent sur la question de l'héritage. En Suisse, un franc sur deux du patrimoine est hérité. Les héritages représentent souvent le plus grand jalon financier dans la vie d'une personne. Pourtant, le transfert de patrimoine d'une génération à l'autre reste empreint d'ambiguïtés : si l'héritage est perçu comme un levier essentiel pour atteindre des objectifs de vie majeurs, tels que l'acquisition d'un bien immobilier, il survient souvent tard dans la

Baromètre des générations 2025

vie. En outre, la répartition des héritages fait à nouveau beaucoup débat dans la société et la politique : est-il juste que certains reçoivent énormément tandis que d'autres peu, voire rien? Un coup d'œil au baromètre des générations montre qu'une redistribution des richesses par le biais d'un impôt national sur les successions ne recueille toujours pas la majorité des suffrages.

L'héritage familial est le lien invisible qui unit les générations et va bien au-delà des valeurs financières. Il est grand temps d'en parler : que fait l'héritage de nous? Et plus important encore : que faisons-nous de notre héritage? Ce débat est lancé non seulement par le baromètre des générations, mais aussi par l'exposition «AU SECOURS, J'HÉRITE!», qui se tiendra jusqu'à fin octobre 2025 à la Maison des générations de Berne et qui invite chacun à explorer ses propres racines.

L'exposition illustre concrètement ce que le baromètre des générations étudie de manière représentative : les relations entre les générations, que ce soit au sein de la famille ou dans la société, ne sont pas gravées dans le marbre, mais peuvent être façonnées. Il nous appartient à tous de bâtir des ponts entre les générations et de chercher ensemble des solutions pour un avenir digne d'être vécu.

Till Grünewald (direction générale) et Michael Fässler (codirection du programme)

Maison des générations de Berne, février 2025

Baromètre des générations 2025

2.1. À PROPOS DE CETTE ÉTUDE

Le pacte intergénérationnel tient-il en Suisse? Alors que de nombreuses personnes âgées se disent satisfaites de leur vie, la jeune génération est tiraillée entre ses attentes et la perspective d'un avenir incertain. Le baromètre des générations 2025 met en lumière une rupture du pacte intergénérationnel, selon lequel chaque nouvelle génération doit vivre mieux que la précédente - du moins sur le plan immatériel. De plus en plus de jeunes ont le sentiment de ne pas pouvoir façonner et améliorer leur avenir.

Un changement s'observe également dans le monde du travail : le travail est un moyen d'assurer sa sécurité financière, mais il doit aussi être porteur de sens. Toutes les générations s'accordent à dire que la réussite professionnelle ne se définit plus principalement par le statut et le pouvoir, mais plutôt par un travail passionnant et une reconnaissance. Cependant, le monde du travail révèle aussi certains défis intergénérationnels : la discrimination liée à l'âge touche aussi bien les jeunes que les plus âgés, bien que sous différentes formes. Les jeunes se sentent souvent peu pris au sérieux, tandis que les plus âgés se plaignent d'un manque d'estime et d'une baisse des opportunités de carrière.

Un autre chapitre de cette édition du baromètre des générations se penche sur l'héritage - et plus précisément sur la transmission entre les générations. Cela inclut la répartition des richesses, la mobilité sociale et un dilemme fondamental : d'un côté, l'héritage est perçu comme nécessaire pour atteindre des objectifs de vie essentiels, tels que l'acquisition d'un logement. D'un autre côté, le transfert du patrimoine intervient souvent tard dans la vie. Par ailleurs, à cela s'ajoute l'héritage psychologique : il comprend notamment les valeurs, les traditions et la cohésion familiale qui marquent les relations entre les générations.

Le baromètre des générations 2025 expose avec précision ces évolutions et tensions : qu'est-ce qui unit les générations ? Où se situent les lignes de fracture ? Et quelles réponses la Suisse doit-elle apporter pour l'avenir ? Sotomo a mené cette étude sur mandat de la Maison des générations de Berne, une institution de la bourgeoisie de Berne. Au total, 2'754 personnes ont été sondées entre le 18 septembre et 7 octobre 2024. Les résultats sont représentatifs de la population suisse germanophone et francophone âgée de 18 ans et plus.

2.2. PRINCIPAUX RÉSULTATS EN BREF

Société et évolution

Satisfaction générale, fort pessimisme quant à l'avenir : La population suisse conjugue une grande satisfaction avec un pessimisme marqué concernant l'avenir. La bonne nouvelle pour commencer - la satisfaction de la population suisse à l'égard de la vie reste élevée (→fig. 1). 87 % des Suisses se disent plutôt ou très satisfaits de leur vie, un taux qui atteint même 94 % chez les personnes âgées. Ce qui est moins réjouissant, c'est que chez les plus jeunes, l'insatisfaction a tendance à augmenter (21 %). En outre, la situation politique et les événements mondiaux pèsent sur le bonheur personnel de toutes les générations (74 %, →fig. 4).

71 % des personnes interrogées voient l'année 2055 avec pessimisme, un chiffre qui grimpe jusqu'à 79 % chez les jeunes (79 %, →fig. 6). Un sentiment croissant d'impuissance se fait ressen-

tir (88 %, →fig. 7), les jeunes ayant de moins en moins l'impression de pouvoir façonner et améliorer l'avenir de la société. En outre, pour de nombreuses personnes, un risque de guerre paraît de plus en plus probable; 37 % redoutent même une attaque contre un pays de l'Union européenne(→fig. 8).

Lignes de fracture et cohésion : Deux tiers de la population perçoivent un clivage politique et social en Suisse, notamment entre la gauche et la droite ainsi qu'entre les riches et les pauvres. La moitié des personnes sondées constate aussi un clivage entre les zones urbaines et rurales. (→fig. 9). Les jeunes remarquent davantage ces divisions, notamment entre la ville et la campagne ainsi qu'entre les jeunes et les personnes âgées. (→fig. 11). Cependant, la cohésion sociale en Suisse est jugée meilleure que dans d'autres pays européens, notamment entre les régions et les courants politiques (→fig. 12).

Réformes dans le dialogue intergénérationnel : Les propositions de réforme visant à renforcer la solidarité intergénérationnelle suscitent des réactions partagées : Alors que 76 % rejettent le droit de vote à partir de 16 ans, dont beaucoup de jeunes (→fig. 15); deux tiers sont favorables à un service d'intérêt général pour tous à partir de 18 ans, même si le soutien diminue chez les plus jeunes (→fig. 16). En ce qui concerne les propositions de réforme de la prévoyance vieillesse, il existe un favori clair; l'idée d'une durée de travail adaptée reste majoritaire (62 %, →fig. 17), tandis que la réduction de du temps de travail normal combinée à une augmentation de l'âge de la retraite est rejetée par toutes les générations. (64 %, →fig. 17). Les questions technologiques rencontrent également des préférences marquées. Parmi toutes les générations, l'interdiction du TikTok obtient le soutien de la majorité, tandis que l'interdiction du téléphone portable à l'école est même approuvée par 82 % (→fig. 19, →fig. 20).

Les différentes générations au travail

L'importance du travail et de la réussite : Environ la moitié des Suisses considèrent le travail avant tout comme un moyen d'assurer leur sécurité financière (44 %). Pour l'autre moitié, dont notamment les 18-25 ans, ce sont les aspects immatériels, tels que

l'épanouissement personnel et le sentiment d'efficacité personnelle qui priment. En revanche, pour toutes les générations les critères qui définissent un bon emploi sont en majorité immatériels : un bon esprit d'équipe (53 %), un travail porteur de sens (49 %) et de la reconnaissance (46 %). Un bon salaire n'est cité que par 32 % des personnes interrogées (→fig. 23). La conciliation de la vie professionnelle et de la vie privée reste un défi : environ un tiers des 26-45 ans se disent insatisfaits de leur équilibre de vie professionnelle et vie privée (→fig. 25). La réussite professionnelle est importante pour beaucoup (57 %), mais elle est de plus en plus définie par le sens, la responsabilité et l'indépendance - les symboles traditionnels comme le pouvoir et le statut perdent de leur importance (→fig. 27).

Discrimination liée à l'âge : 43 % des Suisses et des Suissesses ont été victimes de discrimination liée à l'âge au cours des cinq dernières années, le plus souvent au travail (72 %, →fig. 29). Alors que les plus jeunes ont souvent l'impression de ne pas être pris au sérieux (96 %), les plus âgés déplorent un manque de valorisation et reçoivent de nombreux refus lors de candidatures (→fig. 31). L'influence de l'âge sur les opportunités de carrière est perçue de manière ambivalente : Les jeunes y voient plutôt un avantage (51 %), tandis que les plus âgés perçoivent plus fréquemment des inconvénients (57 %, →fig. 32).

Travailler à un âge avancé : Le vieillissement de la société pose des défis au marché du travail et aux systèmes de retraite. Une majorité de la population estime qu'il existe de bonnes raisons de continuer à travailler après l'âge de la retraite, notamment le plaisir d'exercer son métier (54 %) et le maintien de la forme physique et mentale (46 %, →fig. 33). Il convient de noter que les plus de 46 ans sont beaucoup plus ouverts à l'idée de travailler après l'âge de la retraite que les moins de 46 ans. Les jeunes mentionnent des problèmes de santé (> 67 %) et un manque d'énergie (> 41 %) comme raisons de ne pas prolonger leur activité professionnelle.

(→fig. 35). En revanche, ceux qui approchent l'âge de la retraite se sentent beaucoup moins freinés par ces facteurs.

Héritage et répartition du patrimoine

Transmission du patrimoine : En Suisse, l'héritage constitue souvent l'événement financier le plus important d'une vie. Pourtant, près de deux tiers de la population ne possèdent ni testament ni pacte successoral. (→fig. 36). La plupart du temps, la fortune personnelle doit revenir aux descendants (66 %) ou à leur partenaire (61 %) (→fig. 37). L'héritage anticipé est rare : seuls 17 % prévoient concrètement de le faire, mais la moitié s'y oppose. (→fig. 41). De plus, les personnes interrogées ignorent souvent les détails de la succession de leurs propres parents. (→fig. 42). Malgré des attentes optimistes, l'absence de communication sur ces questions d'héritage augmente le risque de conflits potentiels : 16 % estiment que des conflits d'héritage pourraient survenir et 9 % des personnes interrogées en ont déjà eu (→fig. 43).

L'évolution du droit successoral : 58 % des personnes interrogées estiment que posséder un logement en Suisse est devenu accessible uniquement aux héritiers et une petite majorité (54 %) doutent que les personnes issues de milieux modestes puissent constituer un patrimoine en Suisse. Cela soulève des inquiétudes quant à la mobilité sociale

(→fig. 45). Malgré cela, l'introduction d'un impôt sur les successions reste controversée : 57 % de la population y est opposée. Un impôt sur les successions assorti d'un abattement (montant non imposable) pour protéger les petites fortunes est plus largement accepté. Toutefois, les avis divergent sur le montant de cet abattement (→fig. 48). Selon une partie des personnes interrogées, certains types de patrimoine, tels que les résidences principales (55 %) ou les biens transmis aux héritiers directs, devraient être exemptés d'un éventuel impôt sur les successions (→fig. 50).

Aspects psychologiques de l'héritage : Outre les biens matériels, les valeurs, les traditions et les comportements sont également transmis de génération en génération. 72 % considèrent leur mère et 64 % leur père comme les principaux transmetteurs de valeurs (→fig. 58). L'indépendance (34 %) et l'honnêteté (33 %) sont les valeurs les plus importantes transmises (→fig. 60). Les manières de vivre en famille et les repas partagés sont au cœur des traditions familiales (→fig. 64). De plus, 55 % se sentent également obligés de préserver la réputation de leur famille

Baromètre des générations 2025

(→fig. 66). Dans l'ensemble, les deux tiers perçoivent l'héritage familial comme une richesse – une forte expression de l'identité intergénérationnelle (→fig. 67).

Société et évolution

Les crises mondiales et les tensions politiques pèsent sur le bien-être personnel et attisent les craintes pour l'avenir. Nous nous penchons sur la question de la satisfaction des Suisses, jeunes et moins jeunes, et de leur optimisme quant à leur avenir. Nombreux sont ceux qui considèrent que la société est de plus en plus divisée - par exemple entre les partis politiques, mais aussi entre les jeunes et les personnes âgées. Cela se reflète également dans les opinions divergentes sur les réformes susceptibles de mener la Suisse vers l'avenir

3.1. SATISFACTION GÉNÉRALE, FORT PESSIMISME QUANT À L'AVENIR

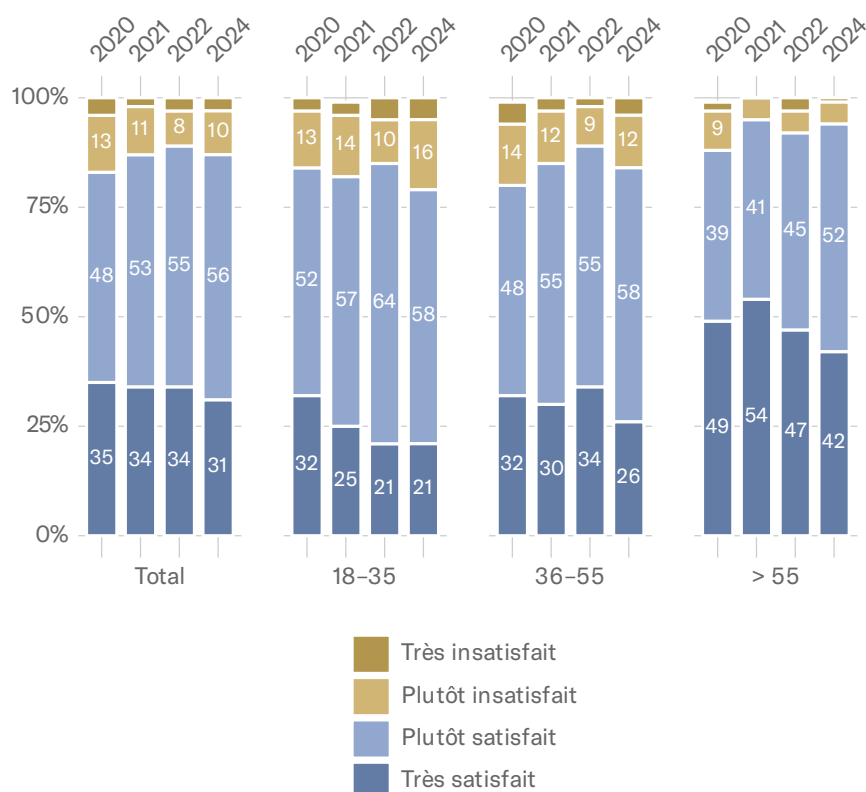
La satisfaction de la population suisse à l'égard de la vie reste élevée (fig. 1). 87 % sont plutôt ou très satisfaits de leur propre vie. La proportion des personnes très satisfaites a légèrement baissé depuis la première enquête en 2020. La proportion des insatisfaits a également diminué – du moins jusqu'en 2022. Maintenant, la proportion des personnes insatisfaites est passée de 11 à 13 %. Cela est dû à une augmentation de l'insatisfaction chez les jeunes adultes et les adultes d'âge moyen. Ceux qui ont plus de 55 ans sont nettement plus satisfaits. 94 % se considèrent comme plutôt

satisfaits. En revanche, 16 % des 36-55 ans et 21 % des 18-35 ans sont actuellement insatisfaits. Globalement, c'est chez les jeunes adultes que l'on trouve le moins de personnes très satisfaites.

87 % des Suisses et Suissesses se disent satisfaits de leur vie.

Niveau de satisfaction de la vie (fig. 1)

«A quel point êtes-vous actuellement satisfait de votre vie?»



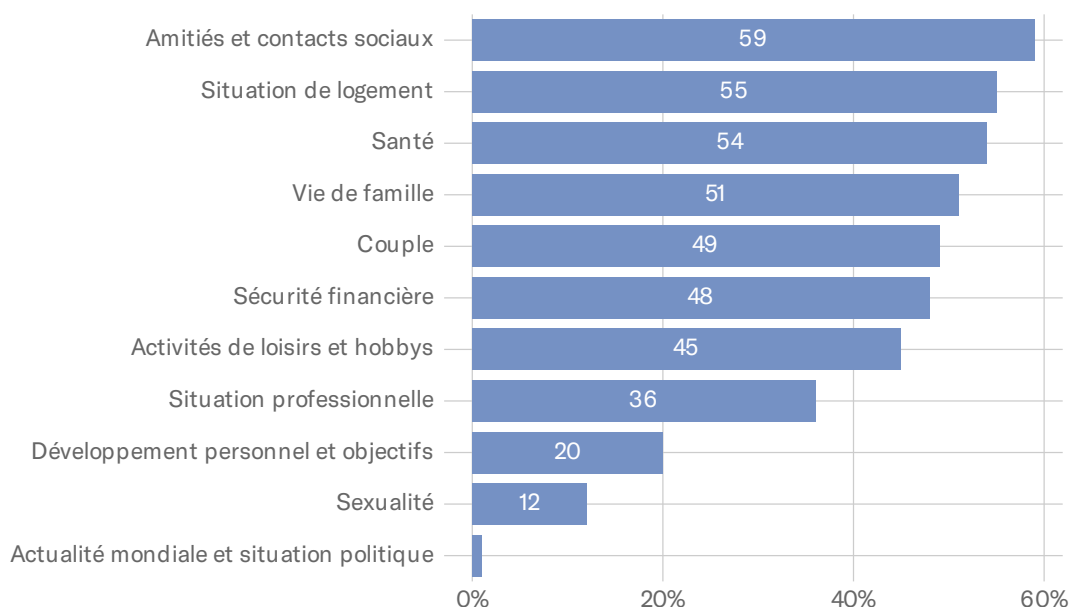
Regardons d'abord ce qui rend les gens satisfaits. L'illustration 2 montre que les amitiés et les contacts sociaux ont un effet particulièrement positif. Près de deux personnes sur trois dé-

Baromètre des générations 2025

clarent que leur cercle d'amis contribue actuellement le plus à leur propre satisfaction. Environ une personne sur deux cite également la valeur de la santé, la sécurité financière, ainsi que la possibilité de s'adonner à des activités de loisirs et des hobbies. En bas de la liste, on trouve le développement personnel et les objectifs personnels, mentionnés seulement par une personne sur cinq. La situation professionnelle ne contribue à la satisfaction que pour environ une personne sur trois. C'est une proportion remarquablement faible pour un pays comme la Suisse où la culture du travail prévoit que chacun ait la chance de transformer sa passion en métier.

Raisons de la satisfaction (fig. 2)

«Qu'est-ce qui contribue le plus actuellement à votre satisfaction?»



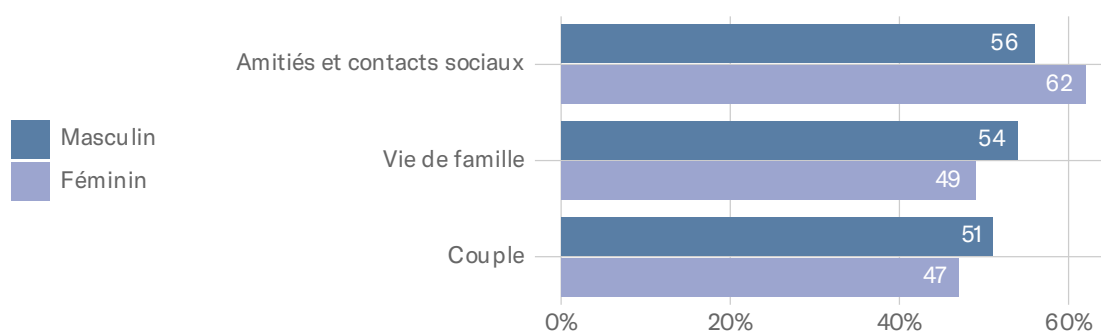
Pour beaucoup, une relation de couple et la fondation d'une famille font naturellement partie d'une vie épanouie. Mais la mesure dans laquelle ces aspects contribuent réellement à notre satisfaction varie entre les femmes et les hommes (fig. 4). Ainsi, deux tiers des femmes considèrent les amitiés comme la principale raison de leur satisfaction, alors qu'elles sont nettement moins nombreuses à citer la vie de famille (49 %) ou le couple (47 %). En revanche, pour les hommes, les amitiés (56 %), la famille (54 %) et le couple (51 %) jouent un rôle similaire. Les résultats

s'inscrivent donc dans les conclusions de la recherche sociale, selon lesquelles le bonheur des hommes provient particulièrement du couple et de la famille. Les femmes les plus heureuses, en revanche, sont celles qui n'ont jamais été mariées ni n'ont eu d'enfants, mais qui ont un large cercle d'amis¹.

Le couple et la famille contribuent davantage à la satisfaction des hommes qu'à celle des femmes

Raisons de la satisfaction (fig. 3)

«Qu'est-ce qui contribue le plus à votre satisfaction actuellement?»



Lorsqu'on demande ce qui génère de l'insatisfaction dans la population suisse, trois personnes sur quatre répondent que les événements mondiaux et la situation politique en sont la cause (fig. 4). Une personne sur quatre indique également que l'absence de sécurité financière fait obstacle à sa satisfaction. Environ une personne sur cinq cite la situation profession-

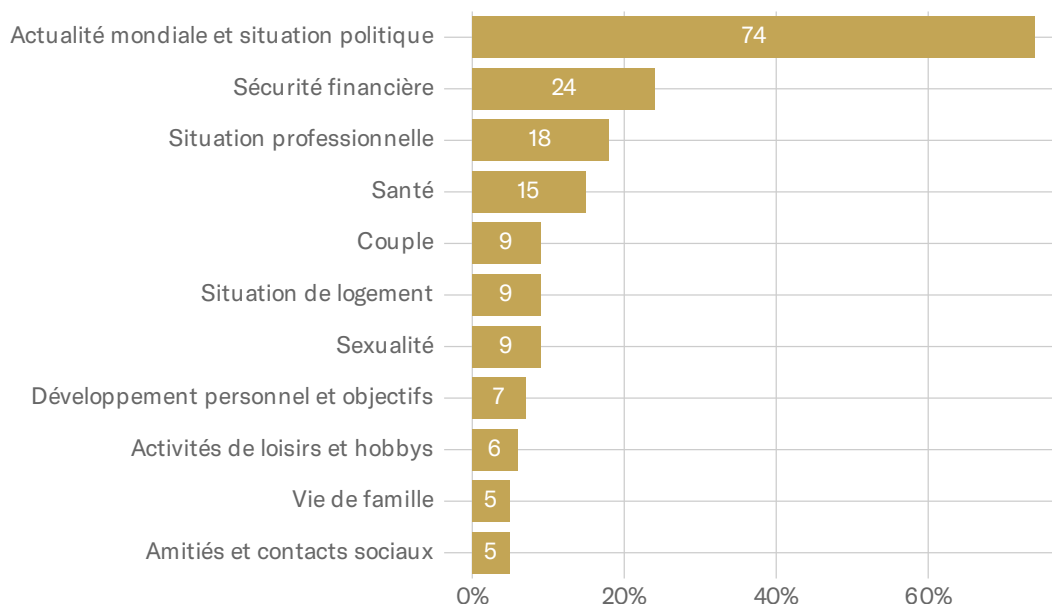
¹The Guardian, 2019

Baromètre des générations 2025

nelle comme étant une source d'insatisfaction. Tous les autres facteurs sont mentionnés beaucoup plus rarement.

Raisons de l'insatisfaction (fig. 4)

«Qu'est-ce qui vous rend actuellement le plus insatisfait ?»



Si l'on répartit les causes de satisfaction et d'insatisfaction de la population suisse en fonction de l'âge, on constate que les priorités diffèrent fortement d'un groupe d'âge à l'autre (fig. 5). Tant les plus âgés que les plus jeunes tirent particulièrement de la satisfaction de leurs amitiés et de leurs contacts sociaux (environ 67 %). Seuls les 36 à 55 ans considèrent la famille comme une ressource plus importante que les amitiés pour leur satisfaction personnelle. Cette tranche d'âge coïncide souvent avec la phase familiale intense, où l'on a souvent moins de temps pour les amitiés.

La situation financière et les conditions de logement sont également des facteurs importants pour la satisfaction personnelle. Chez les moins de 36 ans, la situation financière personnelle est presque aussi souvent un motif d'insatisfaction que de satisfaction. La situation est comparable, bien qu'un peu moins extrême, en ce qui concerne le logement. Avec l'âge, la situation financière et les conditions de logement deviennent des sources de plus en

plus importantes pour la satisfaction. Pour les jeunes, les activités de loisirs et les possibilités de développement personnel sont davantage importantes - du moins par rapport à la population plus âgée.

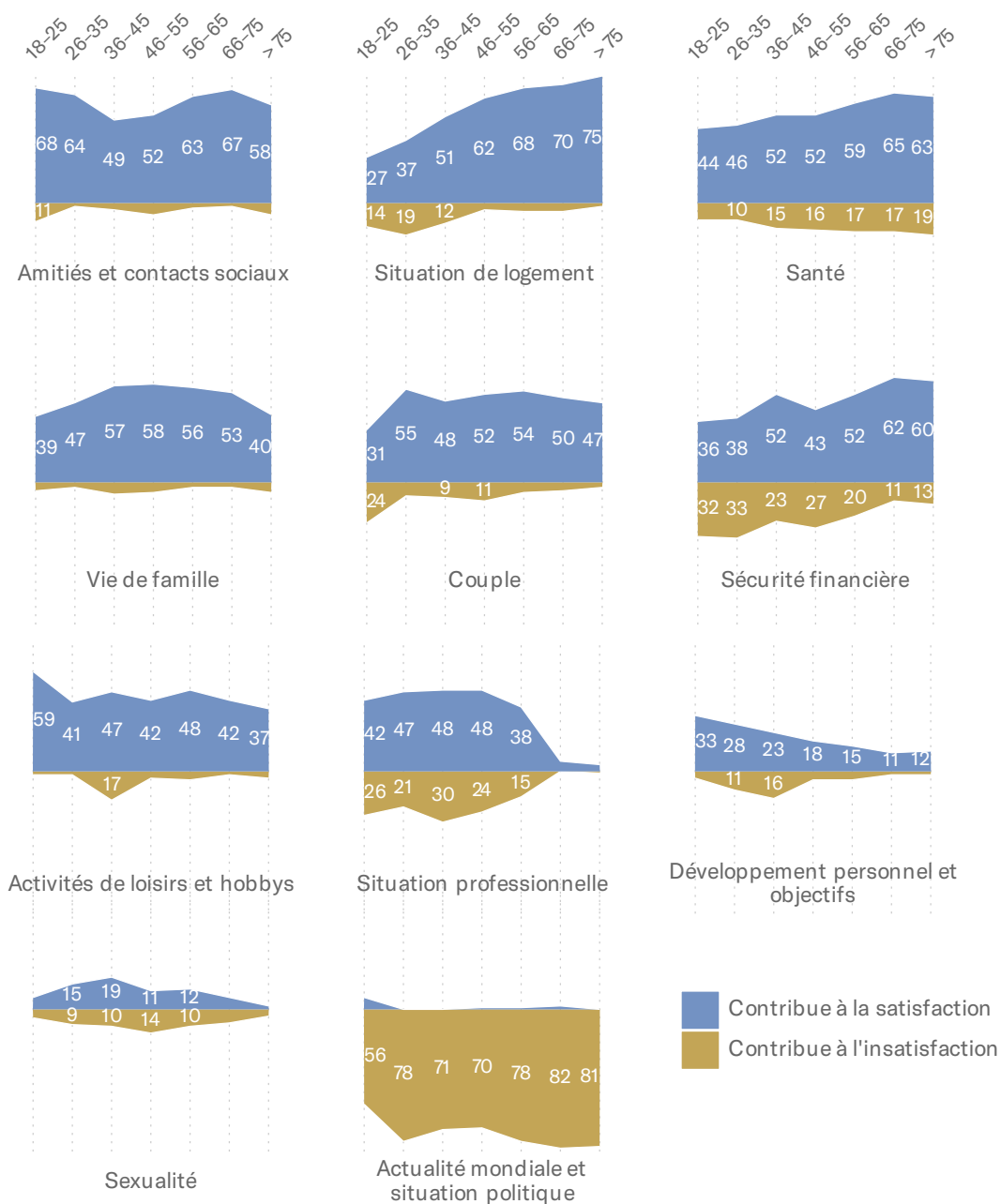
L'actualité mondiale rend trois personnes sur quatre insatisfaites.

Les événements mondiaux et la situation politique sont la principale cause d'insatisfaction parmi toutes les tranches d'âge. Toutefois, cela vaut tout particulièrement pour les personnes sondées plus âgées. Alors que 56 % des moins de 25 ans déclarent que la situation mondiale les rend malheureux, c'est le cas d'environ 80 % des plus de 56 ans. La situation politique incertaine et les multiples crises mondiales ne préoccupent donc pas seulement les jeunes.

Baromètre des générations 2025

Raisons de la satisfaction – par tranche d'âge (fig. 5)

«Qu'est-ce qui contribue le plus à votre satisfaction actuelle ?» et «Qu'est-ce qui vous rend actuellement le plus insatisfait ?»



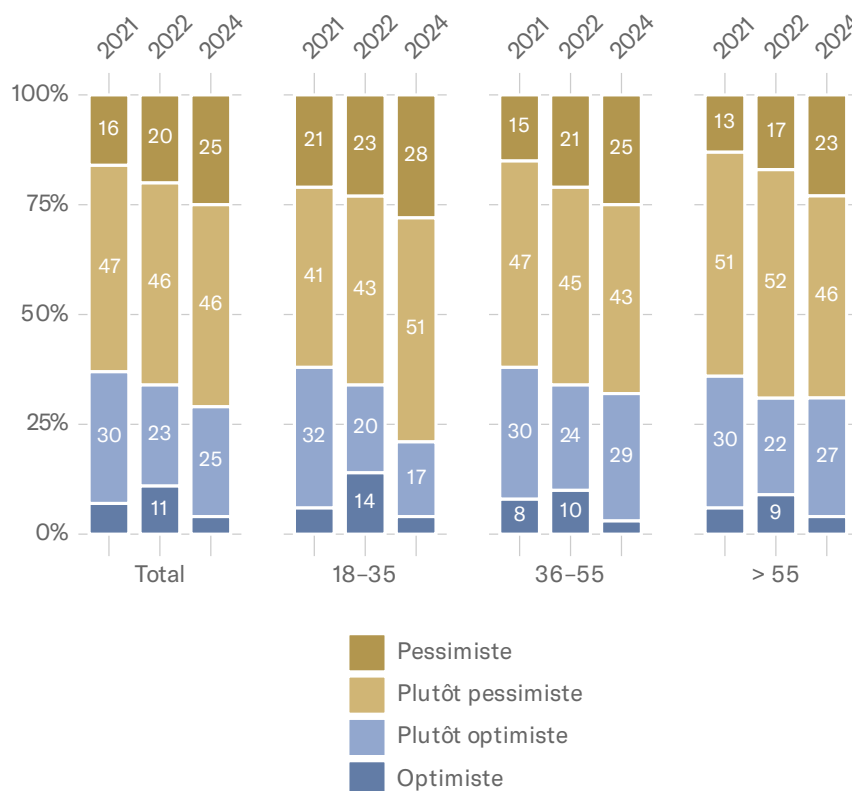
Le fait que les événements mondiaux pèsent sur l'état d'esprit de la population suisse s'inscrit dans un pessimisme croissant face à l'avenir. 71 % des personnes sondées envisagent l'année 2055 avec pessimisme (fig. 6). Chez les moins de 36 ans, cette proportion est nettement plus élevée (79 %) que chez les plus

de 36 ans (69 %). Une comparaison avec les études précédentes montre clairement que le pessimisme augmente parmi toutes les générations depuis 2021. En 2022, 34 % des personnes se projetaient positivement à 30 ans dans l'avenir, contre seulement 29 % aujourd'hui. Les moins de 36 ans, en particulier, sont devenus nettement plus pessimistes qu'en 2022.

Le climat en Suisse allie satisfaction et pessimisme pour l'avenir.

Perspectives d'avenir – par tranche d'âge (fig. 6)

«De manière générale : êtes-vous optimiste ou pessimiste quant à l'année 2055 et dans quelle mesure ?»

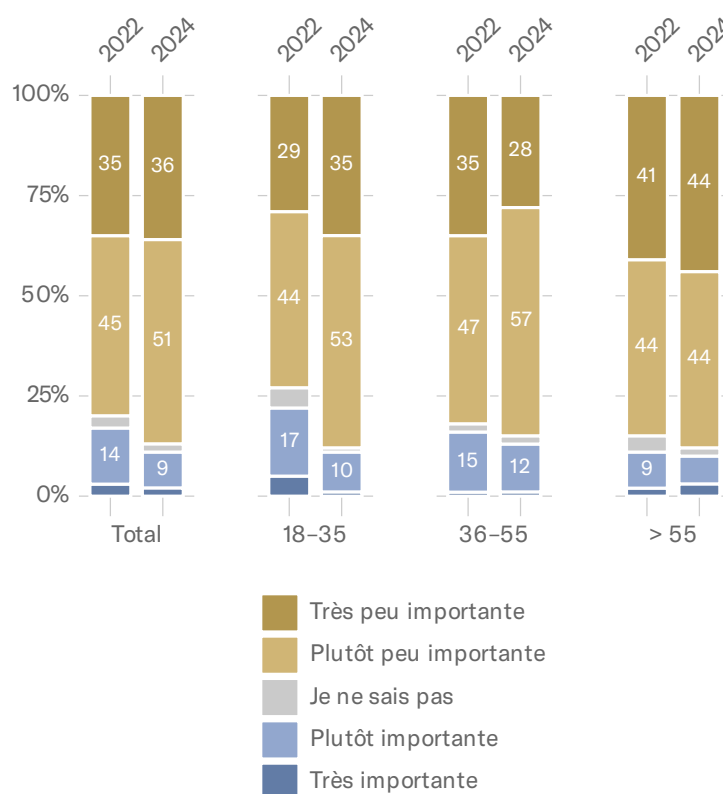


Baromètre des générations 2025

Le manque d'optimisme quant à l'avenir s'accompagne de l'impression de n'exercer aucune influence personnelle sur sa construction. Seule une minorité de 12 % des personnes interrogées pensent pouvoir contribuer à façonner l'avenir de notre société (fig. 7). Il est surprenant de constater que ce sont surtout les moins de 35 ans qui perdent de plus en plus l'impression de pouvoir participer à la construction politique et sociétale. En 2022, 73 % disaient n'exercer qu'une faible influence sur l'organisation future de la société, alors que ce chiffre est monté à 88 % cette année. Le sentiment de pouvoir influencer les choses est une base importante pour la satisfaction personnelle. Ce sentiment d'efficacité personnelle fait défaut chez les jeunes adultes, du moins en ce qui concerne la société.

Estimation de l'influence personnelle sur l'avenir (fig. 7)

«D'après vous, quelle est votre influence personnelle sur l'organisation de l'avenir de notre société ?»



Il y a un sentiment que les conflits mondiaux actuels pourraient s'aggraver dans un avenir proche (fig. 8). Quatre personnes sur cinq estiment qu'une guerre ouverte entre Israël et l'Iran est pro-

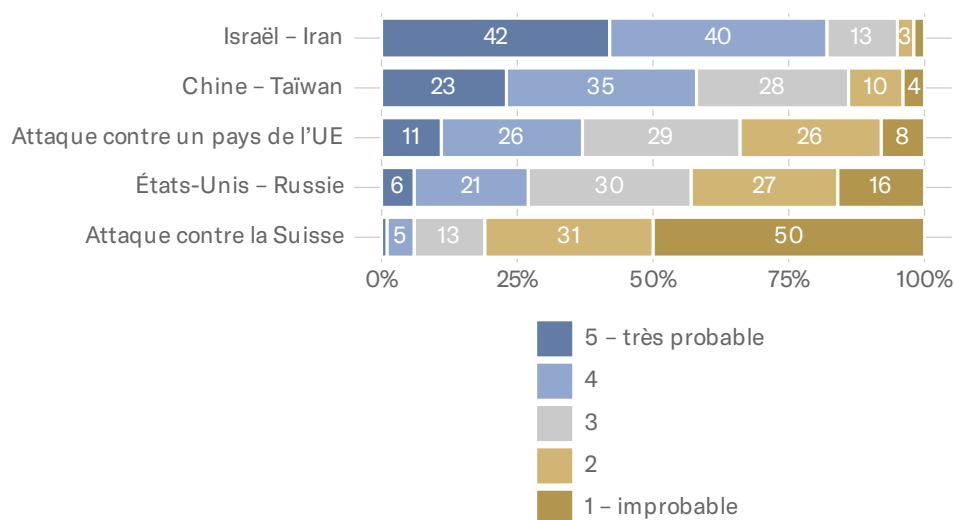
bable - des attaques militaires ont eu lieu entre les deux pays pendant le sondage. Plus de la moitié des personnes interrogées pensent qu'il y aura un conflit entre la Chine et Taïwan. Une attaque contre un pays de l'UE est également considérée comme probable par 37 % des personnes interrogées. Même une guerre entre les États-Unis et la Russie est jugée comme probable par 28 % des personnes interrogées. En d'autres termes : environ un tiers pense qu'une intervention militaire de l'OTAN se produira dans un avenir proche. Cela concerne l'accord selon lequel chaque membre de l'OTAN peut compter sur le soutien de tous les autres partenaires de l'OTAN s'il entre en guerre. En Suisse, cependant, les gens se sentent en sécurité : 81 % des personnes interrogées estiment qu'une attaque armée contre la Suisse est peu probable.

**Un tiers estime qu'une
attaque armée contre un pays
de l'UE est probable.**

Baromètre des générations 2025

Probabilité de conflits futurs (fig. 8)

«Selon vous, quelle est la probabilité des conflits armés (guerres) suivants dans un avenir proche ?»



3.2. LIGNES DE FRACTURE ET COHÉSION

L'aspect personnel est perçu de manière positive, l'aspect politique mondial de manière négative; voilà qui décrit brièvement le climat en Suisse. Cependant, ici aussi, des doutes apparaissent quant à savoir si ce qui unit ou ce qui divise prédomine au sein de la population. Deux tiers des personnes interrogées sont convaincus que la Suisse se divise politiquement et socialement, notamment entre la gauche et la droite politiques (66 %) et entre les riches et les pauvres (65 %, fig. 9). La moitié des personnes interrogées perçoit en outre un écart croissant entre la ville et la campagne.

Division de la Suisse (fig. 9)

«Où la Suisse se divise-t-elle? Entre...»

La gauche et la droite politique (66%)

Les riches et les pauvres (65%)

La ville et la campagne (51%)

Les nationaux et les étrangers (43%)

Les jeunes et les personnes âgées (31%)

La Suisse alémanique et la Suisse romande (22%)

Les femmes et les hommes (18%)

Le Tessin et le reste de la Suisse (5%)

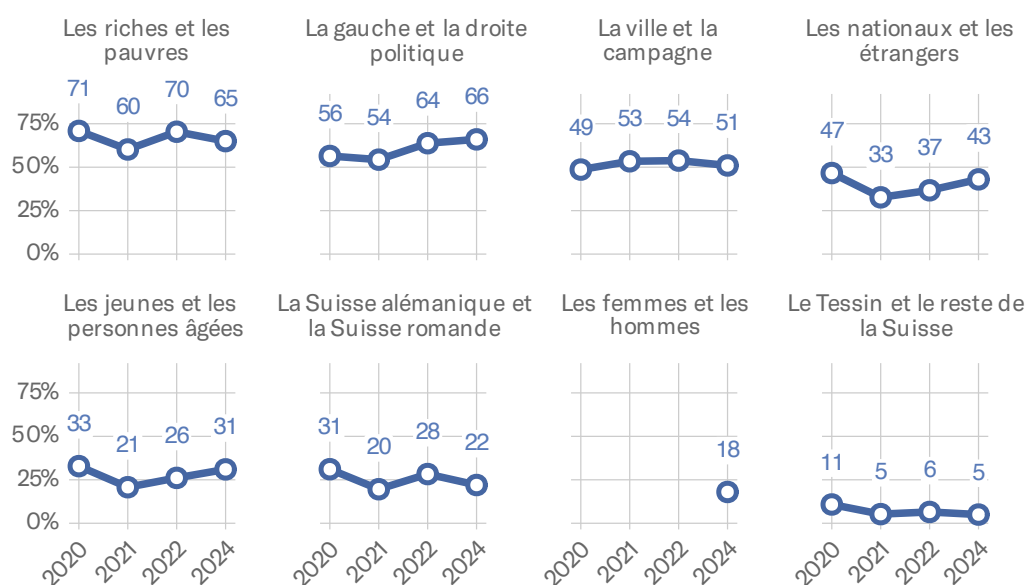
Rien de tout cela (2%)

La comparaison dans le temps révèle que l'écart entre riches et pauvres est souvent évoqué depuis 2020, tandis que la perception d'une division politique croissante en Suisse semble se renforcer (fig. 10). La polarisation affective dont on parle beaucoup, c'est-à-dire la sympathie envers son propre parti et l'antipathie envers le parti étranger, est manifestement aussi perçue de manière accrue par la population. Depuis 2021, la perception que la Suisse se divise entre les locaux et les immigrés ainsi qu'entre les jeunes et les personnes âgées a également augmenté. Cette dernière est aujourd'hui perçue de la même manière qu'en 2020, la première année de la pandémie de COVID-19. En revanche, le fossé entre les régions linguistiques a tendance à être perçu comme de moins en moins problématique.

Baromètre des générations 2025

Division de la Suisse (fig. 10)

«Où la Suisse se divise-t-elle? Entre...»



L'illustration 11 montre que les jeunes générations perçoivent une division plus marquée de la société que les générations plus âgées dans presque tous les domaines. Près de deux tiers des 18 à 35 ans voient une division entre la ville et la campagne. Chez les plus âgés, c'est moins de la moitié. La perception d'un fossé entre les générations est particulièrement unilatérale. Environ la moitié des moins de 26 ans pensent qu'il y a une division entre les jeunes et les personnes âgées en Suisse. Chez les plus de 75 ans, ce chiffre n'est que de 15 %. Aucune autre ligne de fracture, comme celle entre les générations, n'est jugée de manière aussi unilatérale.

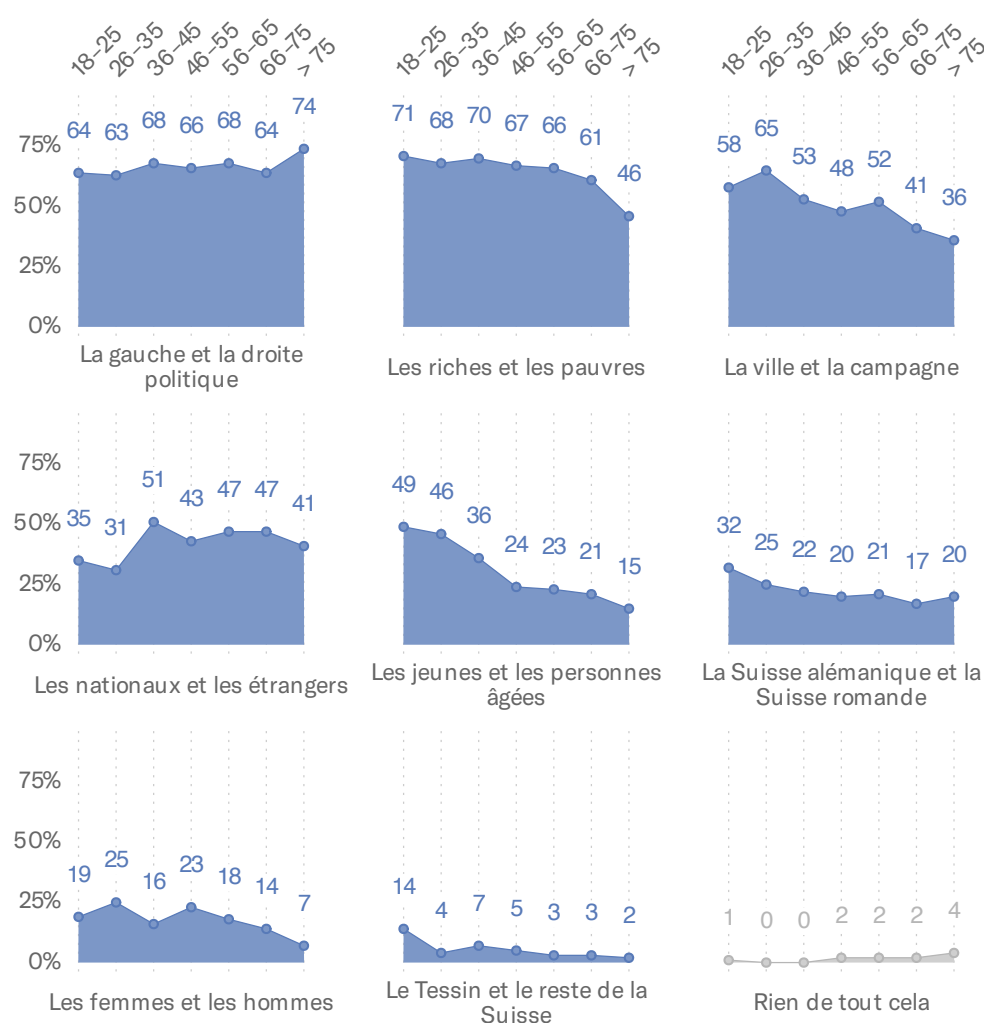
Les jeunes générations en particulier voient de fortes divisions en Suisse.

Baromètre des générations 2025

Seule la distinction entre les locaux et les immigrés est perçue différemment par les jeunes adultes, qui identifient moins de potentiel de division que les plus âgés. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les jeunes ont grandi dans une Suisse où les discussions sur l'immigration et l'intégration étaient omniprésentes. Pour eux, il ne s'agit pas d'une rupture, mais d'un état normal de la société – le «clivage» est moins perçu comme une dynamique que comme une réalité vécue.

Division de la Suisse (fig. 11)

«Où la Suisse se divise-t-elle? Entre...»



Bien que les personnes interrogées identifient une division de la société dans de nombreux domaines, les Suissesses et Suisses jugent la cohésion dans leur pays aussi bonne, voire légèrement

meilleure, que dans d'autres pays européens (fig. 12). En particulier, la cohésion entre les différentes régions est perçue comme meilleure en Suisse. Il en va de même pour la cohésion entre la gauche et la droite politiques, bien que les partis suisses se situent aux extrêmes gauche et droite par rapport à la comparaison européenne². Il est possible que la culture de milice à petite échelle, dans laquelle il n'est pas facile de s'éviter, soit néanmoins perçue comme moins polarisée. Il convient de noter que la cohésion entre hommes et femmes est également perçue comme légèrement meilleure en Suisse qu'à l'étranger. Seule la cohésion entre les immigrés et les locaux est jugée légèrement meilleure dans les autres pays européens qu'en Suisse.

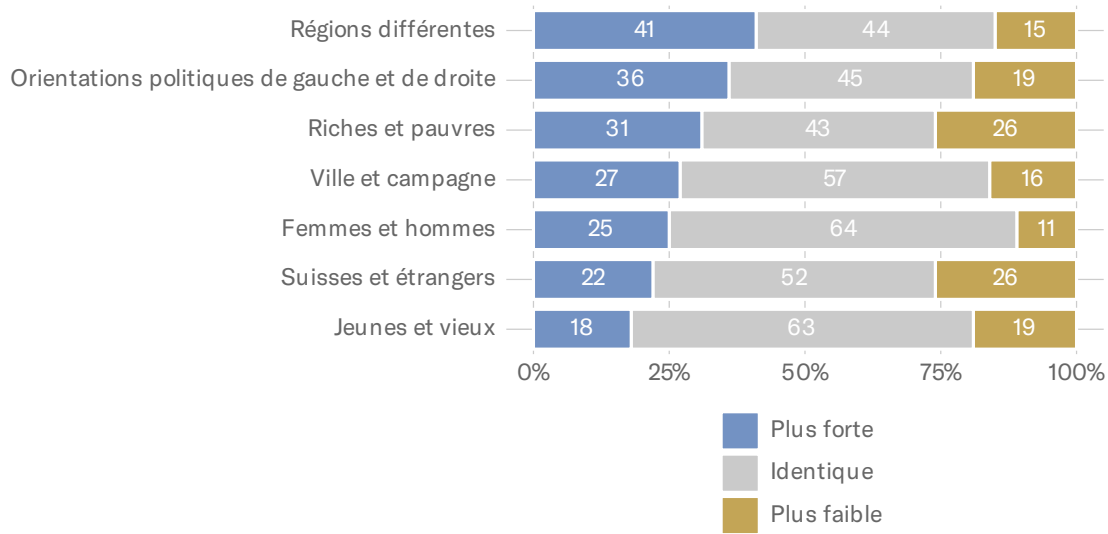
La cohésion entre la gauche
et la droite politiques en
Suisse est plus forte que dans
les autres pays européens.

²Chapel Hill Expert Survey, 2019

Baromètre des générations 2025

Cohésion en Suisse vs. en Europe (fig. 12)

«Si vous comparez la Suisse avec le reste de l'Europe, où la cohésion est-elle plus forte ou plus faible ?»

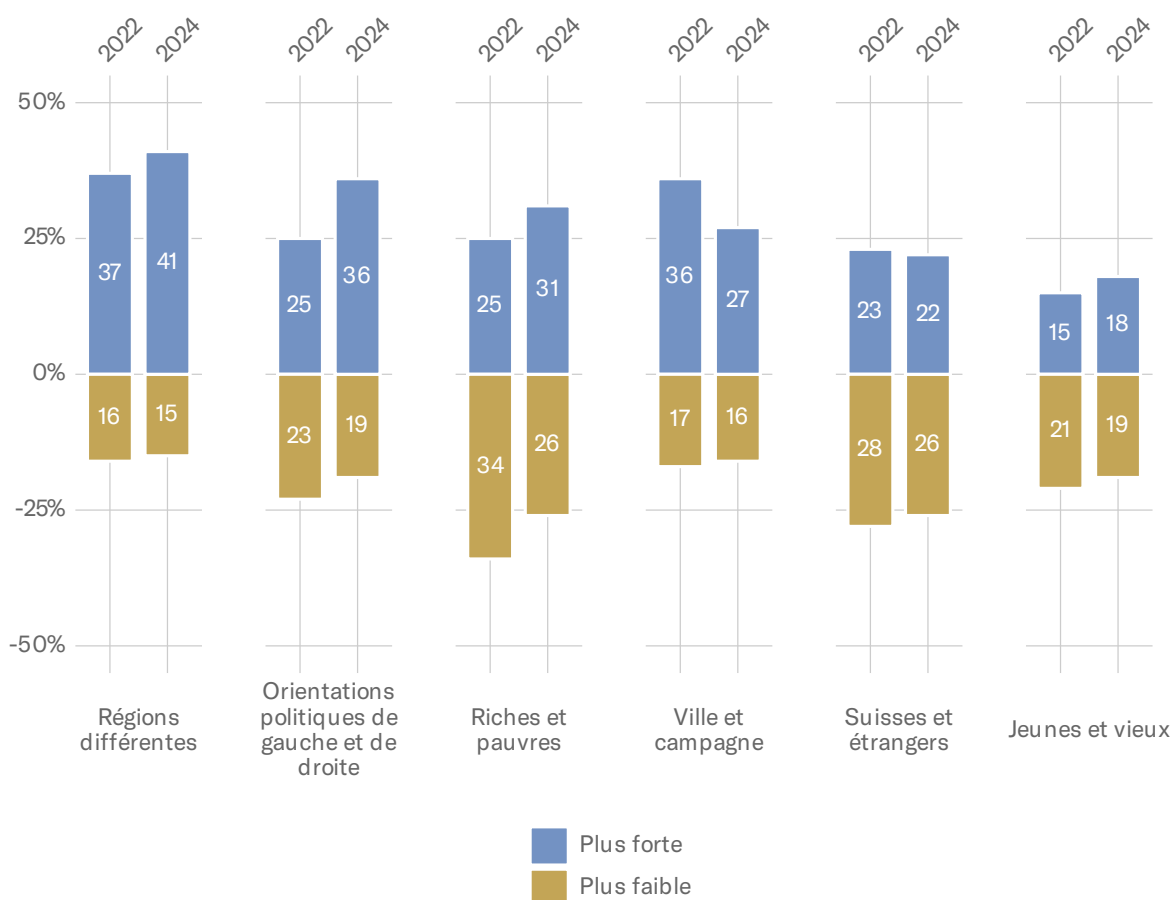


Depuis le sondage de 2022, les personnes interrogées estiment que la Suisse s'est améliorée en comparaison avec le reste de l'Europe (fig. 13). Comme nous l'avons vu précédemment, nombreux sont ceux qui estiment que les lignes de fracture ont tendance à se refermer en Suisse. L'évolution de la cohésion en Europe est jugée avec plus de pessimisme. Cela n'est pas surprenant, car ces deux dernières années, les partis extrêmes de nombreux pays de l'UE ont fortement gagné en popularité.

Baromètre des générations 2025

Cohésion en Suisse vs. en Europe – comparaison dans le temps (fig. 13)

«Si vous comparez la Suisse avec le reste de l'Europe, où la cohésion est-elle plus forte ou plus faible ?»

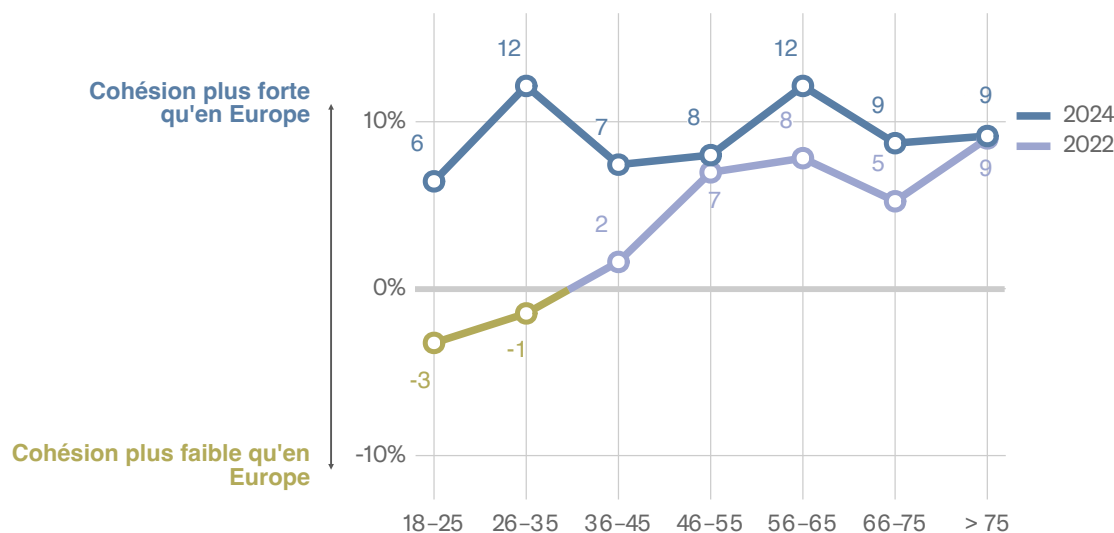


Il est intéressant de comparer la Suisse et l'Europe par groupes d'âge (fig. 14). En 2022, les jeunes adultes avaient particulièrement l'impression que la cohésion en Suisse était moins bonne qu'en Europe, tandis que les personnes plus âgées percevaient la situation en Suisse plus positivement. Dans l'enquête actuelle, ce contraste générationnel n'existe plus. Les évaluations se sont harmonisées. Les jeunes et les personnes âgées considèrent désormais que la cohésion en Suisse est plus forte que dans le reste de l'Europe.

Baromètre des générations 2025

Estimation moyenne de la cohésion (Suisse vs. Europe) – par groupes d'âge (fig. 14)

«Si vous comparez la Suisse avec le reste de l'Europe, où la cohésion est-elle plus forte ou plus faible ?»; Différence des avis entre les différents partis par groupes d'âge



3.3. RÉFORMES DANS LE DIALOGUE INTERGÉNÉRATIONNEL

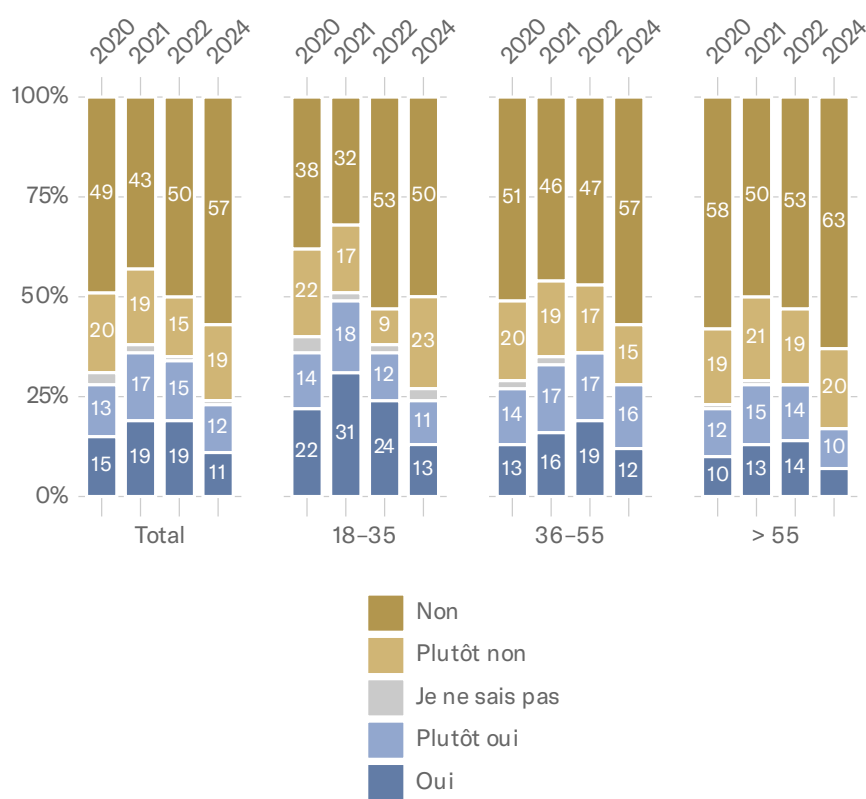
Les relations entre générations sont marquées par des tensions et des intérêts divergents, qui deviennent visibles dans les questions politiques et sociétales. Cela apparaît particulièrement clairement dans les réformes qui visent à réajuster les droits et devoirs entre les jeunes et les personnes âgées.

L'abaissement de l'âge du droit de vote vise à un déplacement du pouvoir politique entre les générations, en accordant aux jeunes un droit de participation plus large. En Suisse, le droit de vote à partir de 16 ans n'est pour l'instant appliqué que dans le canton de Glaris, alors que d'autres pays comme l'Autriche, Malte ou le Brésil permettent depuis des années aux jeunes de 16 ans de voter.

Baromètre des générations 2025

Abaissement de l'âge du droit de vote (fig. 15)

«Abaissement de l'âge du droit de vote de 18 à 16 ans»



La population suisse se montre très réticente à l'idée d'abaisser l'âge du droit de vote : 76 % des Suisses sont opposés au droit de vote pour les jeunes de 16 ans, soit le pourcentage le plus élevé jamais enregistré lors d'un sondage de cette série (fig. 15). Ce rejet se manifeste également en politique : au niveau national, une initiative parlementaire visant à abaisser l'âge du droit de vote a échoué en 2019, et même au niveau cantonal, comme récemment à Zurich et à Berne, les initiatives en ce sens n'ont pas trouvé de majorité - ni parmi les électeurs ni dans les institutions politiques.

76 % s'opposent au droit de vote des jeunes de 16 ans.

Ce qui est particulièrement frappant, c'est le recul du soutien parmi les jeunes adultes. Alors qu'en 2021, presque une personne sur deux âgée de 18 à 35 ans soutenait un abaissement de l'âge du droit de vote, aujourd'hui, ce n'est plus qu'une sur quatre. Pourquoi les jeunes s'opposent-ils précisément à une réforme qui, il y a quelques années, leur aurait accordé plus de pouvoir politique ? Une explication possible pourrait être qu'ils n'ont eux-mêmes obtenu le droit de vote qu'à 18 ans et considèrent cela comme une transition naturelle vers la vie adulte. L'idée que les générations plus jeunes puissent voter dès 16 ans pourrait, à leurs yeux, constituer une inégalité de traitement. Cette attitude montre à quel point les normes sociétales peuvent être profondément ancrées, même chez ceux qui auraient pu autrefois bénéficier d'une réforme.

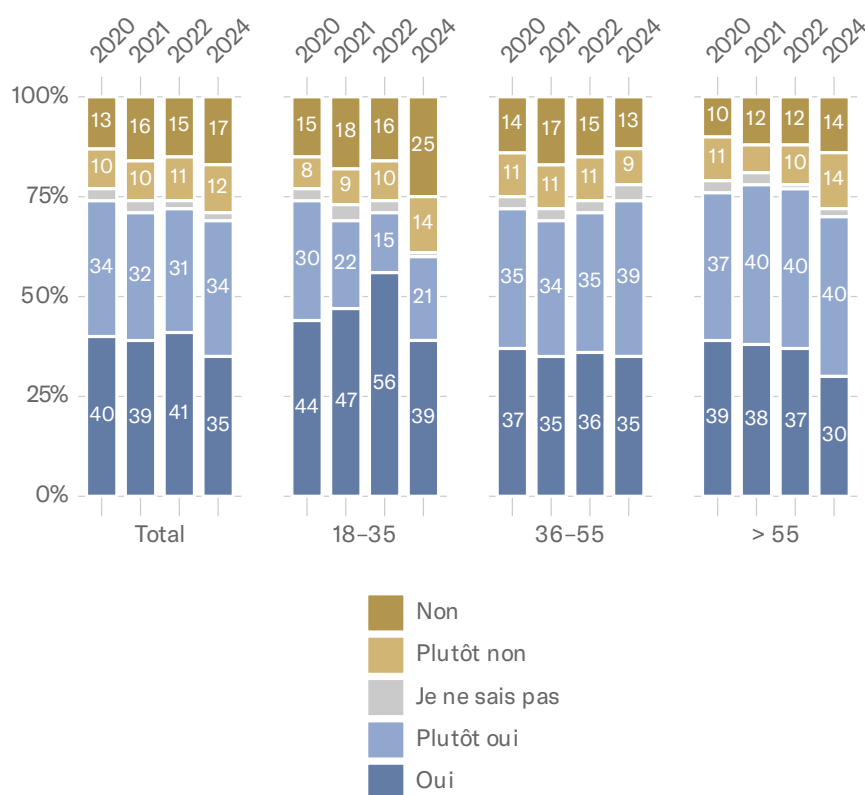
L'extension du service militaire en un service d'intérêt général obligatoire pour tous à partir de 18 ans vise à renforcer la solidarité et la cohésion entre générations. Que ce soit dans l'armée, la protection civile ou lors de missions civiles, par exemple en faveur de l'environnement, tous les jeunes devraient apporter leur contribution. Dans une société vieillissante où les jeunes portent de plus en plus le fardeau des plus âgés, la réforme offre un potentiel d'apaisement des tensions. Elle exige des responsabilités, mais crée aussi un espace pour un engagement utile et un échange entre les générations.

Cette idée de base bénéficie d'un large soutien : plus des deux tiers de la population y sont favorables. Mais c'est surtout chez les plus jeunes que le soutien s'effrite (fig. 16). 60 % des moins de 35 ans approuvent la réforme, soit une baisse de 11 % depuis 2022. Parmi les raisons possibles, les jeunes pourraient percevoir cette obligation comme une charge supplémentaire ou remettre en question si les bénéfices pour leur propre avenir justifient les restrictions.

Baromètre des générations 2025

Extension du service militaire à un service d'intérêt général (fig. 16)

«Extension du service militaire à un service d'intérêt général obligatoire pour tous les jeunes hommes et les jeunes femmes dès 18 ans.»



L'initiative Service Citoyen ("Pour une Suisse qui s'engage"), déposée en octobre 2023, a repris cette préoccupation et demande un service obligatoire pour tous les citoyens et les citoyennes suisses. Le présent sondage ne porte pas sur l'initiative concrète, mais sur la préoccupation fondamentale qui la sous-tend. Il faut s'attendre à ce qu'un écart se creuse à propos de ce sujet entre le soutien initial et les préoccupations qui apparaîtront lorsque le débat portera sur la forme et les conséquences du projet.

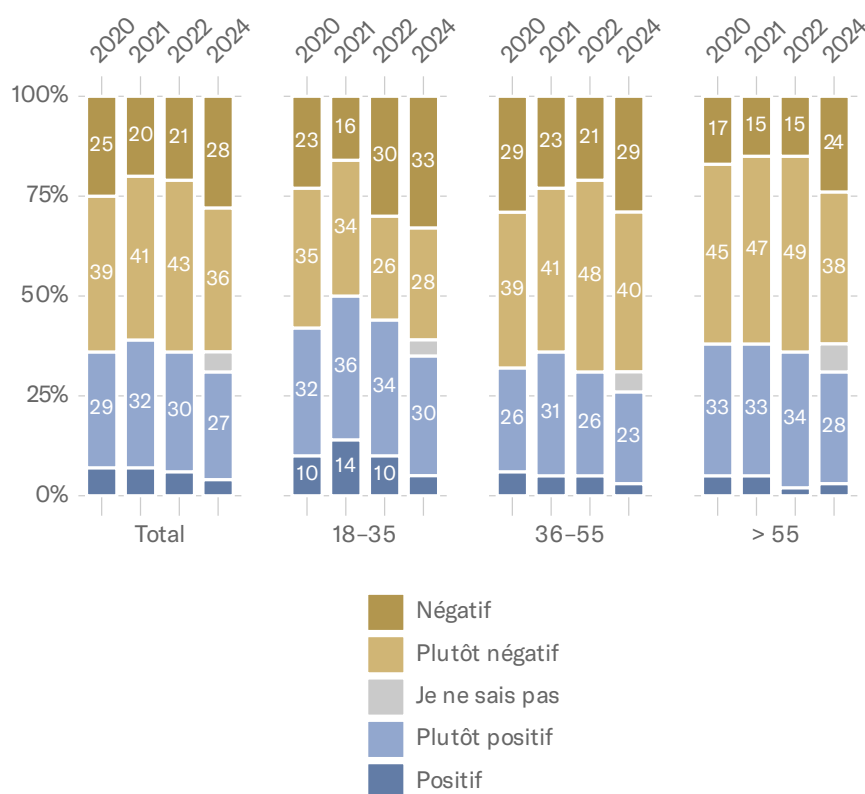
La prévoyance vieillesse reste l'un des sujets centraux du dialogue intergénérationnel. Elle reflète les tensions entre les jeunes et les plus âgés. De plus, elle pose la question de la solidarité et de l'équité entre les générations. Il existe deux propositions de réforme – la combinaison d'une réduction du temps de travail et d'une augmentation de l'âge de la retraite, ainsi que

l'introduction d'une durée de la vie active – qui suscitent des réactions contrastées.

La proposition de réduire le temps de travail, mais d'augmenter l'âge de la retraite, est largement rejetée (fig. 17). 64 % des personnes interrogées s'y opposent. Le soutien le plus élevé se trouve parmi les 18-35 ans, avec 35 %, tandis que seuls un quart des personnes en milieu de carrière professionnelle (36-55 ans) approuvent une telle réforme. Ce scepticisme souligne la difficulté d'élaborer des réformes dans une société vieillissante qui soient perçues comme équitables par tous les groupes d'âge et qui puissent ainsi recueillir une majorité.

Temps de travail vs. âge de la retraite (fig. 17)

«Réduction du temps de travail normal en échange d'un âge de la retraite plus tardif.»



L'introduction d'une durée de vie active, où la durée d'activité professionnelle compte au lieu d'un âge fixe de retraite, bénéficie d'un soutien majoritaire (fig. 18). La durée de la vie active est au cœur des discussions politiques actuelles, notamment après

Baromètre des générations 2025

l'acceptation de la 13e rente AVS. 62 % de la population est favorable à cette proposition. Le taux d'approbation a donc légèrement baissé par rapport à la dernière enquête de 2022 (67 %).

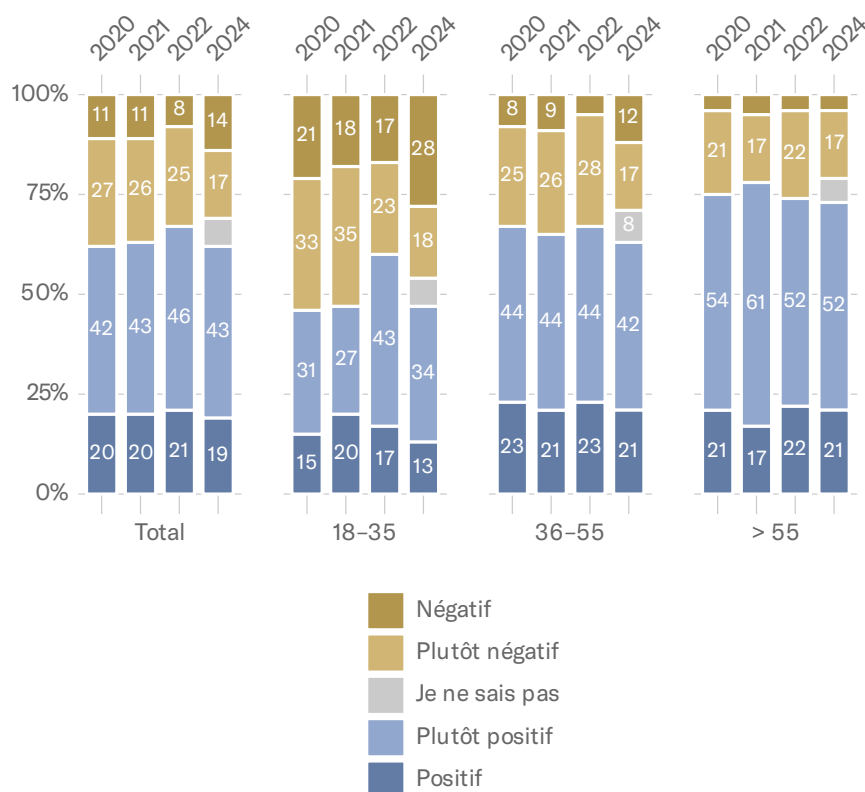
Le concept de durée de vie active doit promettre plus d'équité : ceux qui entrent plus tôt dans la vie active devraient pouvoir partir plus tôt à la retraite - une adaptation qui soulagerait les professions physiquement éprouvantes. Mais les jeunes et les personnes hautement académiquement qualifiés pourraient y voir une inégalité de traitement, car les périodes d'études pourraient ne pas être prises en compte.

En effet, les opinions varient fortement selon les générations : alors que 73 % des plus de 55 ans sont favorables à cette idée, seuls 47 % des 18-35 ans l'approuvent. Cela peut aussi s'expliquer par le fait que les plus jeunes associent l'idée de travailler jusqu'à un âge avancé à un sentiment de fragilité. La crainte des restrictions de santé et de la perte d'énergie, qui semble si vive dans les jeunes années, rend l'idée d'une vie professionnelle prolongée peu attrayante.

Baromètre des générations 2025

Introduction d'une durée de vie active (fig. 18)

«Introduction d'une durée de vie active»



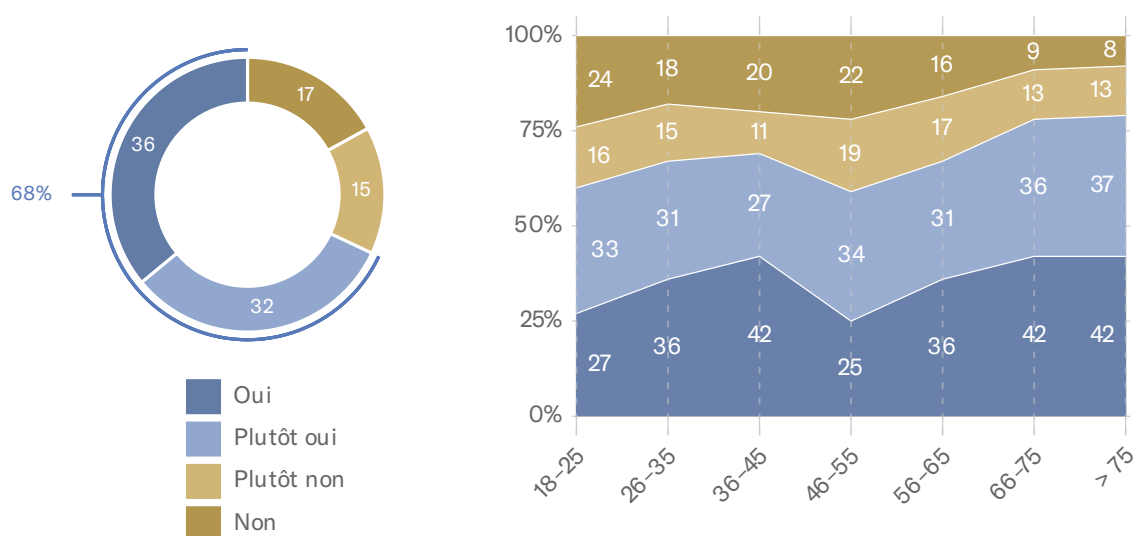
Les réseaux sociaux façonnent le quotidien de toutes les générations, mais leur utilisation reflète souvent des valeurs et des priorités différentes. Alors que les générations plus âgées sont souvent préoccupées par la protection des données, l'effet sur la concentration et les impacts sociaux, les jeunes générations considèrent les plateformes sociales comme un élément central de leur univers. Les débats sur les interdictions et les restrictions – de TikTok à l'usage des téléphones portables à l'école – montrent à quel point les technologies numériques influencent les questions générationnelles.

Une interdiction de TikTok en Suisse est soutenue par deux tiers des personnes interrogées (fig. 19). Il est remarquable que même parmi les 18 à 25 ans – le groupe qui utilise la plateforme le plus intensivement – une courte majorité de 60 % approuve cette interdiction. Les générations plus âgées (plus de 75 ans)

y sont particulièrement favorables, tandis que la tranche des 46 à 55 ans est la plus sceptique. Cette cohorte d'âge, souvent parents d'adolescents, semble considérer les avantages et les risques de la plate-forme de manière plus nuancée. Cela montre que même parmi les jeunes utilisateurs, une attitude de plus en plus critique à l'égard des réseaux sociaux émerge. Beaucoup reconnaissent les risques potentiels tels que la dépendance et les effets négatifs sur l'image de soi. Les développements internationaux, comme l'interdiction (temporaire) de TikTok en Inde ou au Népal et les débats en cours aux États-Unis, renforcent cette discussion et reflètent une incertitude mondiale quant aux effets de la plate-forme.

Le soutien à une interdiction de Tiktok (fig. 19)

«Êtes-vous favorable à une interdiction de TikTok en Suisse?»



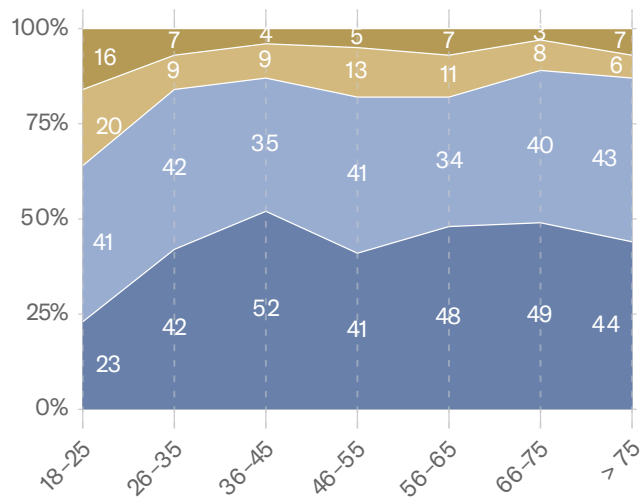
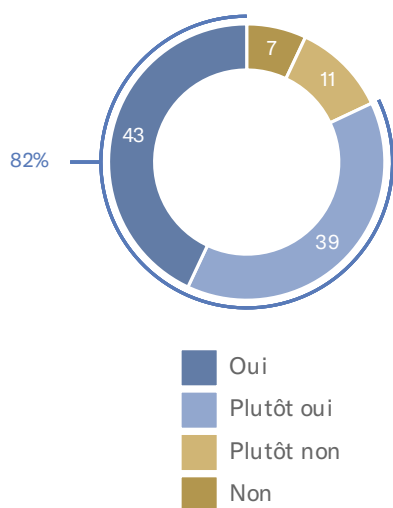
Le soutien à l'interdiction des téléphones portables dans les écoles est encore plus important : Un pourcentage remarquable de 82 % des personnes interrogées se prononcent en faveur de cette mesure (fig. 20). Même parmi les 18 à 25 ans, près de deux tiers soutiennent une telle interdiction. Cela montre une préoccupation intergénérationnelle quant aux effets négatifs des technologies numériques sur l'éducation et les interactions sociales.

Baromètre des générations 2025

L'Europe montre l'exemple : des pays comme la France et l'Italie ont introduit des interdictions des téléphones portables à l'école pour favoriser la concentration et améliorer le vivre-ensemble. Les critiques avertissent cependant que de telles mesures ne favorisent pas une utilisation consciente de la technologie, mais se contentent d'en restreindre l'accès. Toutefois, le large soutien à cette interdiction suggère qu'un meilleur équilibre entre l'existence numérique et les autres aspects de la vie est recherché.

Interdiction des téléphones portables à l'école (fig. 20)

«Êtes-vous favorable à une interdiction générale des téléphones portables à l'école ?»



Les générations au travail

Comme démontré dans le premier chapitre, le travail est rarement perçu comme une source principale de satisfaction pour les Suisses et les Suissesses. Que cela révèle-t-il sur l'importance du travail dans notre société ? Qu'est-ce qui compte au travail ? Que signifie la réussite professionnelle ? Le travail devient de plus en plus une question générationnelle, notamment en raison des changements démographiques. Le récit selon lequel les jeunes (génération Z) manqueraient de motivation professionnelle crée des tensions entre les générations. En outre, assurer la prévoyance vieillesse pour les générations futures reste un défi. C'est pourquoi nous nous penchons sur les motivations personnelles qui poussent les Suissesses et les Suisses à continuer de travailler après l'âge de la retraite.

4.1. LA SIGNIFICATION DU TRAVAIL ET DE LA RÉUSSITE

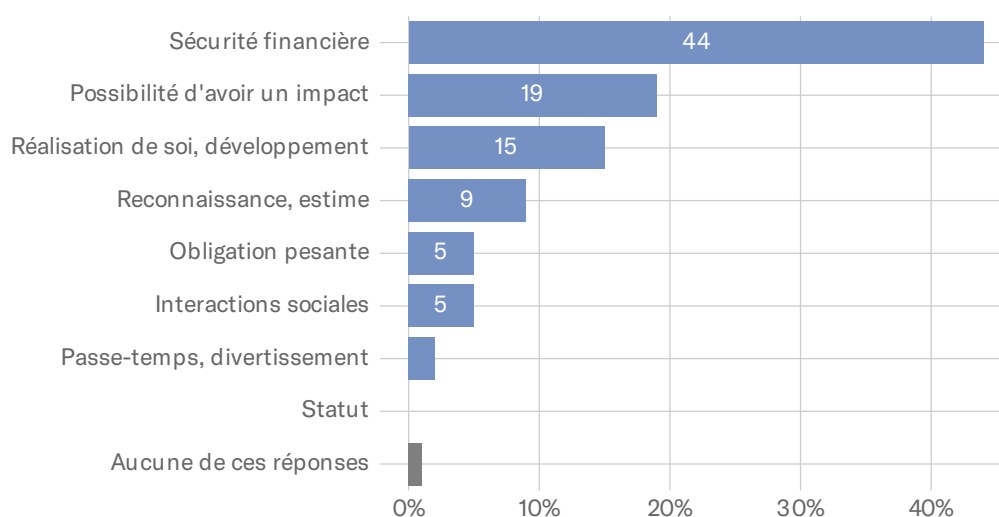
Malgré toutes les discussions sur le sens du travail et l'épanouissement personnel, pour beaucoup, le travail est avant tout une question de revenu. Pour 44 % des personnes interrogées, le travail est avant tout un moyen de sécurité financière. 19 %

travaillent principalement pour avoir un impact, 15 % y voient avant tout une forme d'accomplissement personnel. Pour 9 %, la reconnaissance est la priorité. En somme, la moitié des personnes interrogées considèrent qu'un aspect immatériel du travail comme le plus important.

Pour la moitié des personnes interrogées, le travail est avant tout une question de salaire. Pour l'autre moitié, il s'agit d'aspects immatériels.

La signification première du travail (fig. 21)

«Que représente le travail pour vous en premier lieu ?»



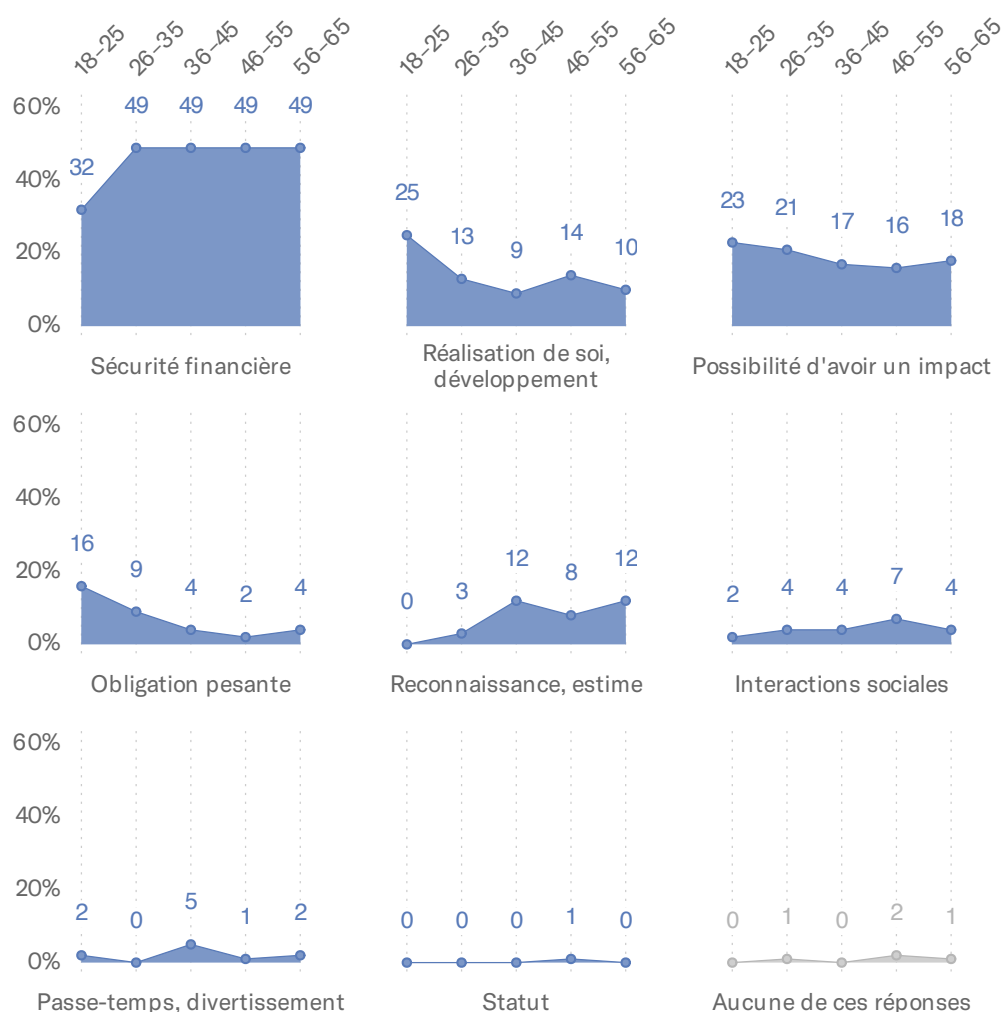
Parmi toutes les tranches d'âge à partir de 26 ans, la moitié des personnes interrogées considèrent que le travail est avant tout une question de gain financier. Seuls les 18-25 ans placent en

Baromètre des générations 2025

priorité des aspects immatériels, tels que l'accomplissement personnel et l'impact de leur travail. Par ailleurs, pour 16 % de cette tranche d'âge, le travail est avant tout une «corvée». Les 18-25 ans sont souvent en formation. Ceux qui suivent un apprentissage ou des études occupent souvent des emplois ou des petits boulots qui ne correspondent pas encore à leur formation. Ce n'est qu'après l'obtention de leur diplôme que beaucoup trouvent un emploi adapté à leur qualification.

La signification première du travail – par tranche d'âge (fig. 22)

«Que représente le travail pour vous en premier lieu?»



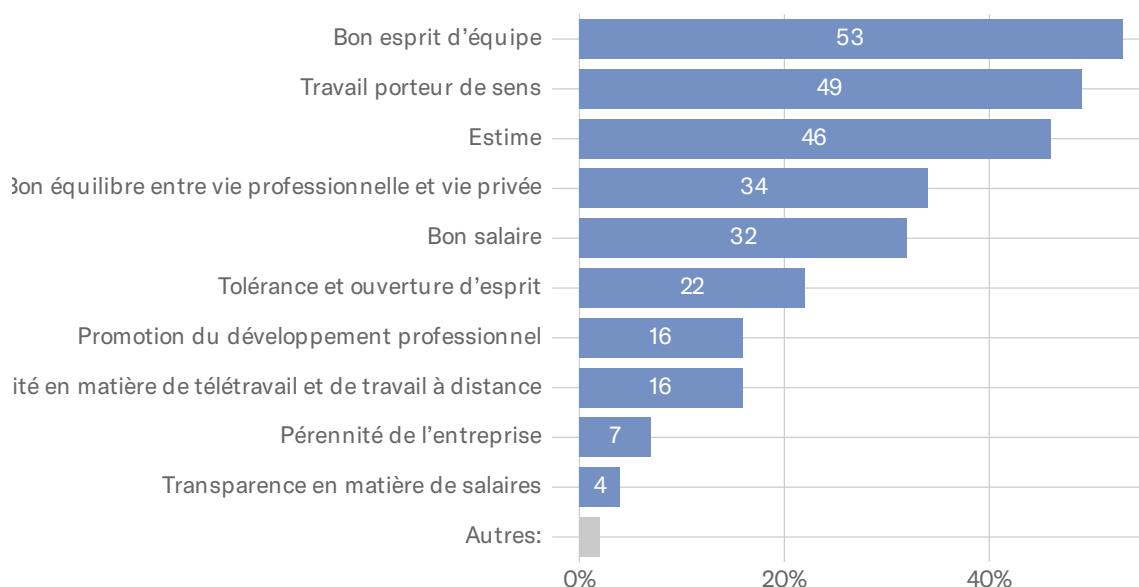
Même si une grande partie de la population travaille en premier lieu pour l'argent, un bon salaire n'est toutefois la priorité que pour un tiers de la population lorsqu'il s'agit de définir les

Baromètre des générations 2025

caractéristiques d'un bon emploi. Les personnes interrogées accordent plus d'importance à un bon esprit d'équipe (53 %), à une activité porteuse de sens (49 %) et à la reconnaissance (46 %). Les concepts clés du mouvement «New Work» sont bien moins souvent mentionnés : seule une personne sur trois place l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée au premier plan. Seule une personne sur six considère que la flexibilité pour le télétravail et le travail à distance est essentielle. La durabilité de l'entreprise ou encore la transparence salariale arrivent clairement en dernière position.

Facteurs importants liés au milieu du travail (fig. 23)

«Qu'est-ce qui est particulièrement important pour vous au travail?»



Les générations s'accordent largement sur le fait qu'un bon esprit d'équipe est l'un des facteurs les plus essentiels au travail. En revanche, le besoin de reconnaissance au travail augmente avec l'âge : alors que seuls 35 % des 26-35 ans y attachent de l'importance, cette part grimpe à 53 % chez les 56-65 ans. L'équilibre entre vie professionnelle et vie privée ainsi que la flexibilité pour le télétravail et le travail à distance sont des priorités pour près de la moitié des 26-55 ans, alors qu'elles sont nettement moins souvent mentionnées par les plus jeunes et les plus âgés. La flexibilité au travail et l'équilibre entre vie professionnelle et vie pri-

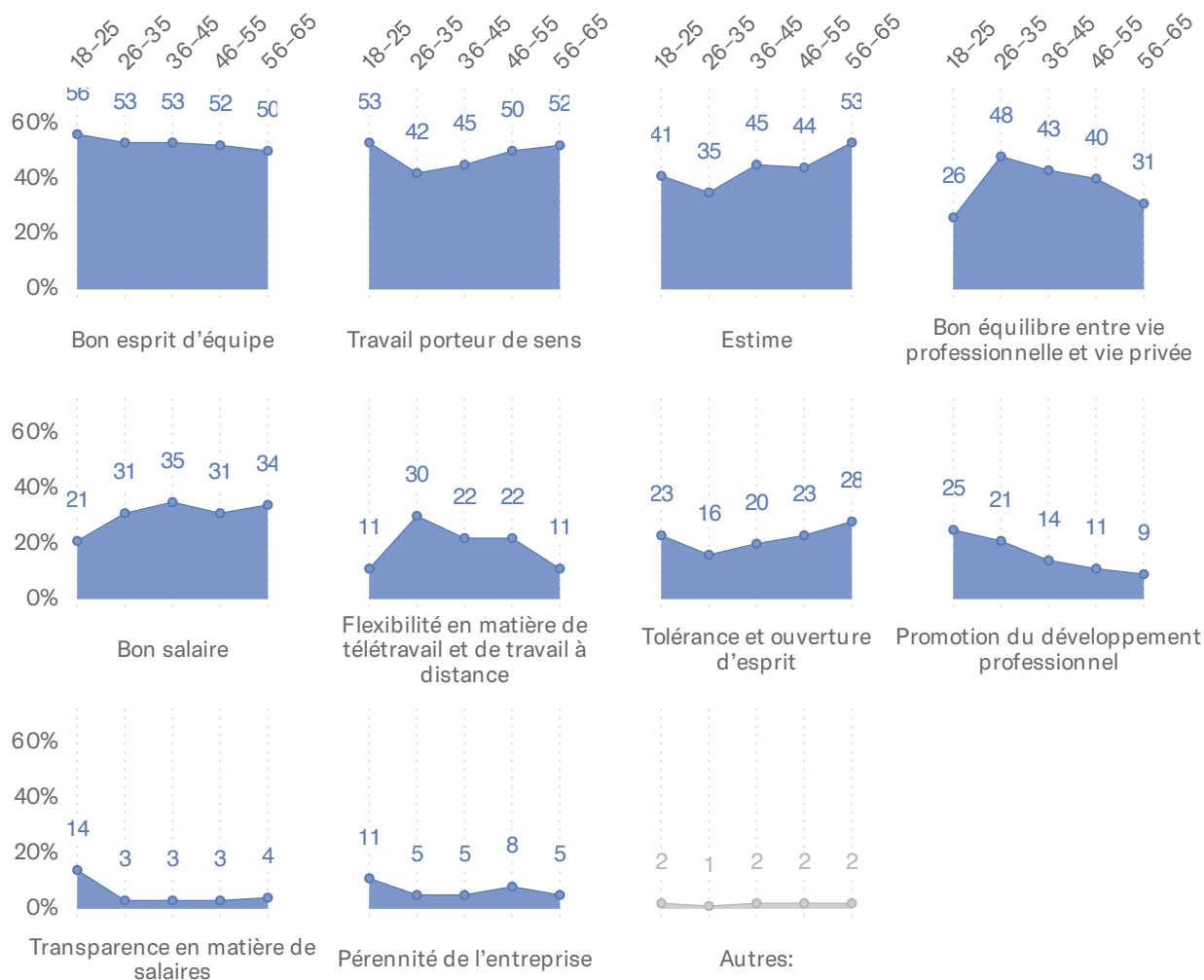
vée ne sont donc pas des revendications spécifiques aux jeunes travailleurs (génération Z), mais jouent un rôle crucial dans la tranche d'âge où la famille devient un sujet central.

L'équilibre entre vie professionnelle et vie privée devient essentiel à l'âge moyen.

Baromètre des générations 2025

Facteurs importants liés au milieu du travail (fig. 24)

«Qu'est-ce qui est particulièrement important pour vous au travail ?»

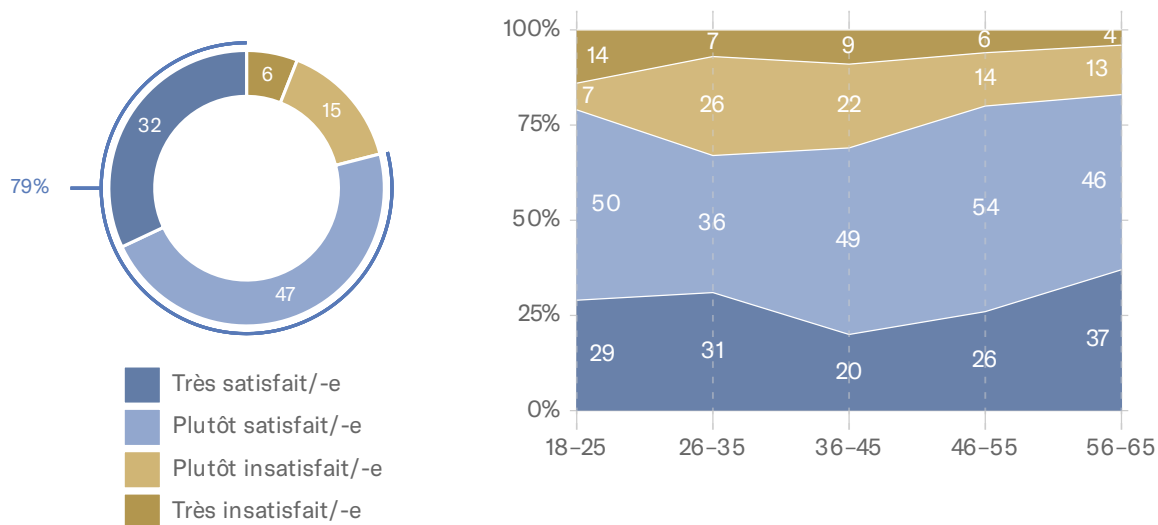


Mais qu'en est-il réellement de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée au sein de la population suisse? 79 %, soit la grande majorité des personnes interrogées, sont satisfaites de leur équilibre actuel entre vie professionnelle et vie privée (fig. 25). Les personnes les plus souvent insatisfaites de leur équilibre entre vie professionnelle et vie privée sont celles qui ont entre 26 et 45 ans, c'est-à-dire à l'âge où, pour beaucoup, les désirs de réussir professionnellement tout en construisant une vie de famille sont en concurrence. Pour un tiers des personnes interrogées d'âge moyen, le travail et la vie de famille restent difficiles à concilier.

Baromètre des générations 2025

Satisfaction concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée (fig. 25)

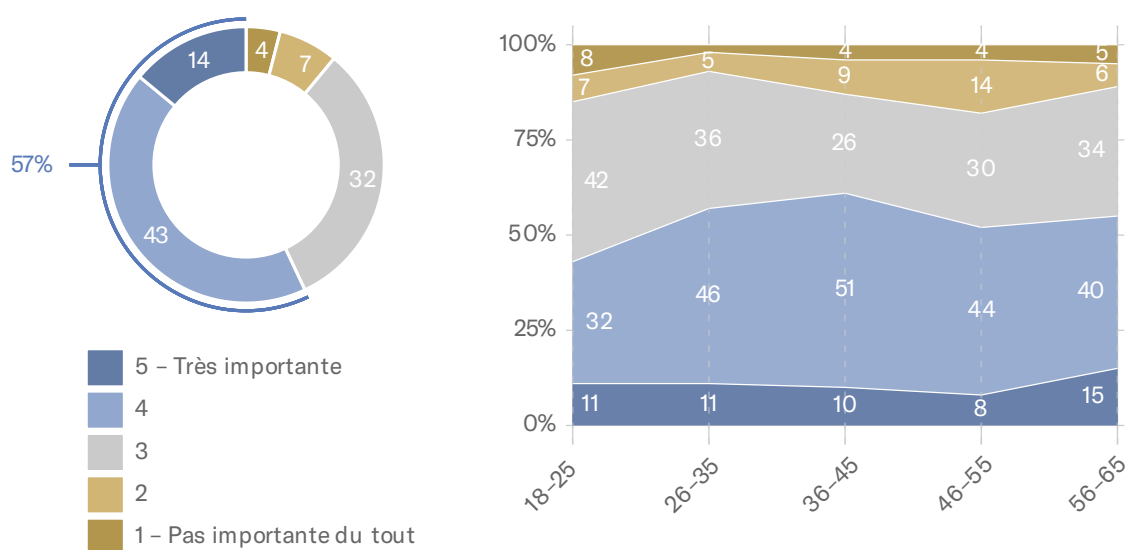
«A quel point êtes-vous satisfait(e) de votre équilibre actuel entre vie professionnelle et vie privée ?»



Ce problème de conciliation est aggravé par un fort désir de réussite professionnelle. 57 % indiquent que la réussite professionnelle est importante ou très importante pour eux (fig. 26). La proportion est la plus élevée chez les 36-45 ans avec 61 %, c'est-à-dire pour les personnes qui sont à un âge décisif pour la profession mais aussi pour la famille. Parmi les 18-25 ans, le pourcentage pour lequel la réussite professionnelle est importante est la plus faible, avec 43 %. On peut y voir l'expression d'une baisse d'ambition chez la génération Z. Cependant, il est possible que cela soit surtout lié au fait qu'à cet âge, beaucoup ne sont pas encore entrés dans la vie professionnelle et s'orientent donc encore vers d'autres objectifs.

L'importance de la réussite professionnelle (fig. 26)

«Quelle importance accordez-vous à la réussite professionnelle?»



Pour la plupart, la réussite professionnelle est importante – mais elle doit être comprise au sens large

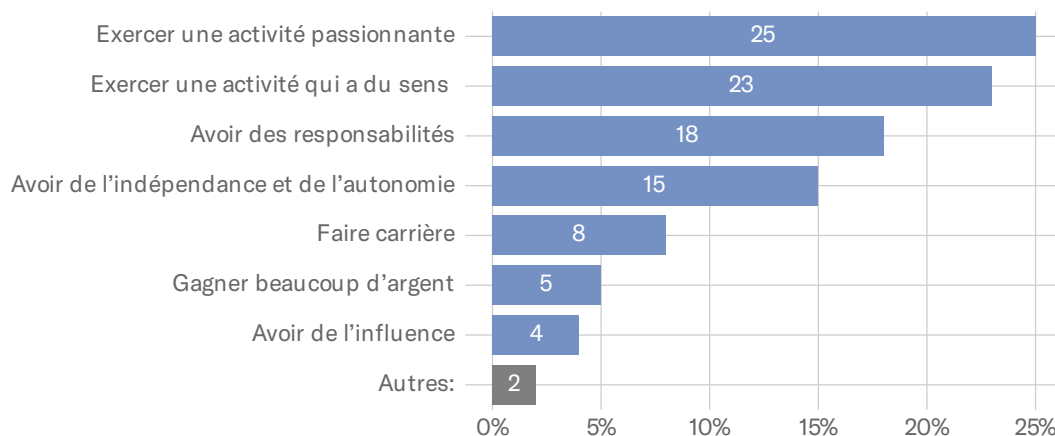
La forte proportion de la population active pour qui la réussite professionnelle est essentielle reflète une orientation marquée vers la carrière et le développement. Cependant, la plupart des gens interprètent cette notion de manière différente (fig. 27). Seule une minorité d'entre eux s'intéresse en premier lieu à la carrière classique (8 %), à l'argent (5 %) ou à l'influence (4 %). La plupart des personnes interrogées mesurent leur réussite professionnelle à la possibilité d'exercer une activité passionnante (25 %), qui donne du sens (23 %), qui implique des responsabilités (19 %) et qui laisse de la place pour travailler de manière autonome et indépendante (15 %). La conception actuelle de

Baromètre des générations 2025

la réussite professionnelle a évolué : pouvoir, statut et argent ne sont plus au premier plan, au profit du plaisir à exercer son métier.

Définition de la réussite professionnelle (fig. 27)

«Comment définissez-vous la réussite professionnelle ?»

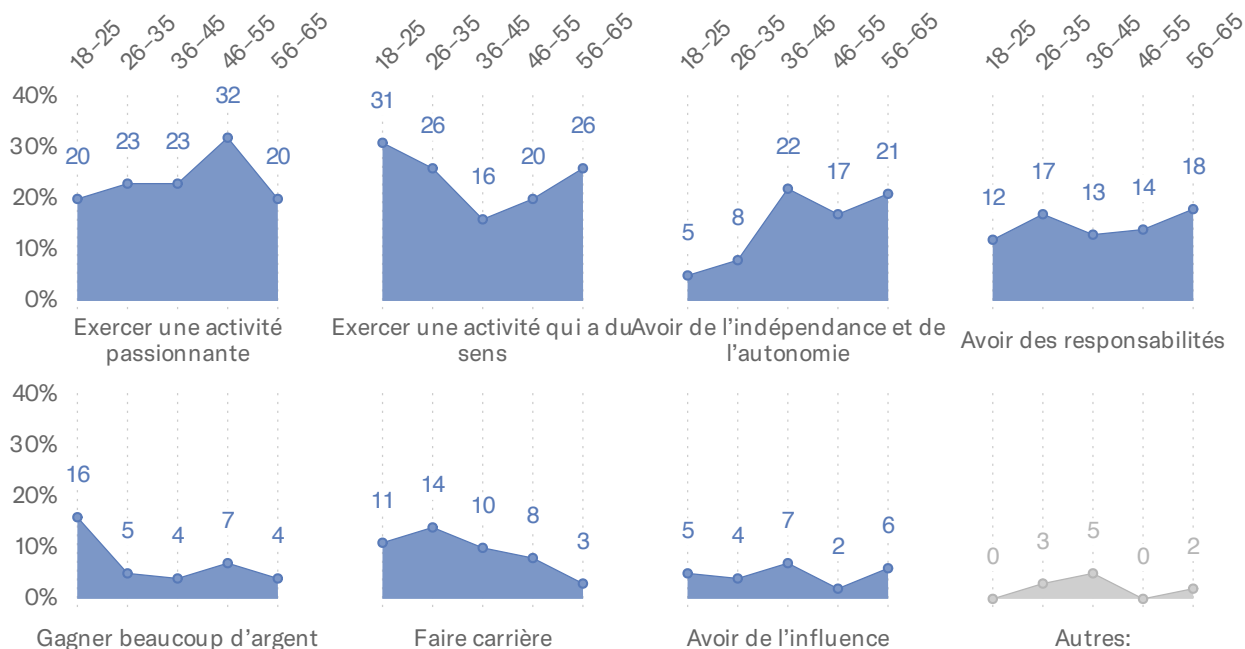


Si l'on examine la définition de la réussite professionnelle en fonction de l'âge, on constate que l'importance d'un travail porteur de sens est particulièrement marquée chez les plus jeunes et les plus âgés (fig. 28). Pour ceux qui sont en âge de fonder une famille, le sens du travail n'est pas le facteur décisif : seuls 16 % des 36-45 ans définissent leur réussite professionnelle de cette manière. En revanche, à partir de 36 ans, l'indépendance et l'autonomie deviennent des critères de plus en plus déterminants. Avec l'expérience professionnelle, le sentiment de réussite professionnelle dépend aussi du degré de liberté de décision dont on dispose.

Baromètre des générations 2025

Définition de la réussite professionnelle - par tranche d'âge (fig. 28)

«Comment définissez-vous la réussite professionnelle?»



Pour de nombreuses personnes en Suisse, le travail est avant tout synonyme de sécurité financière - une raison décisive pour exercer une activité professionnelle. Cependant, dès que cet aspect est garanti, des facteurs immatériels tels que la communauté et le sens du travail gagnent en importance. Ces valeurs marquent également la définition de la réussite professionnelle, qui est aujourd'hui moins déterminée par des symboles traditionnels comme le pouvoir, le statut ou le revenu, mais plutôt par le plaisir de l'activité elle-même et son sens.

Parallèlement, il s'avère qu'il est souvent difficile de concilier vie professionnelle et vie familiale. Ce sont surtout les personnes d'âge moyen - la phase de la vie où les ambitions professionnelles et les obligations familiales sont souvent en concurrence - qui s'expriment de manière critique sur leur équilibre entre vie professionnelle et vie privée : environ un tiers d'entre elles

en sont insatisfaites. Il est intéressant de noter que le souhait d'un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée n'est pas une revendication primaire de la jeune génération. Au contraire, ce thème devient central dans les années de vie où les responsabilités familiales prennent de l'importance. Ces résultats montrent que le travail n'est pas seulement une nécessité économique, mais aussi un élément central du sens de la vie de l'individu - un aspect qui présente des défis et des priorités différents à chaque étape de la vie.

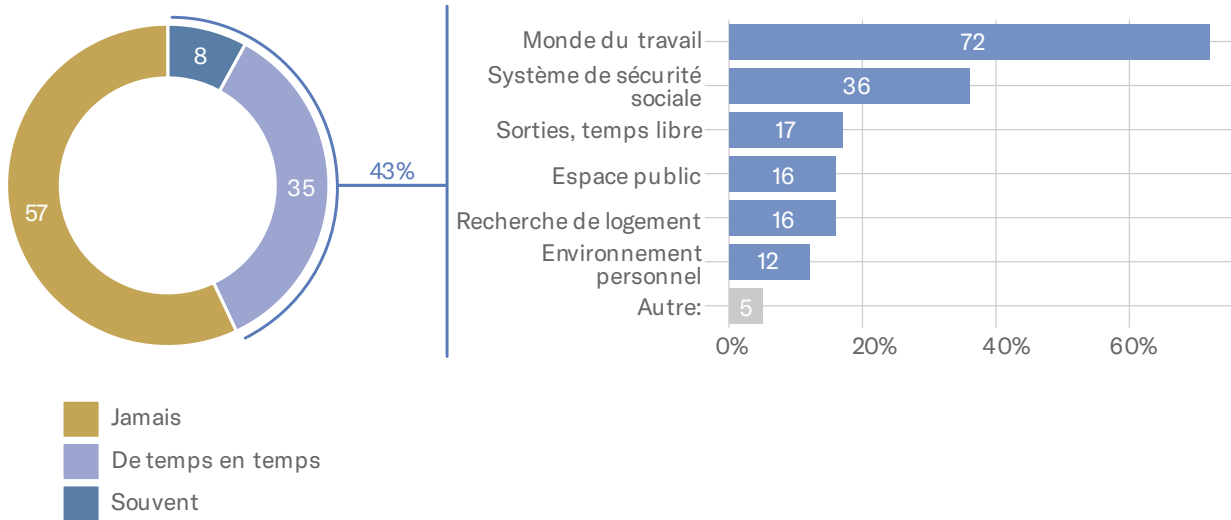
4.2. DISCRIMINATION LIÉE À L'ÂGE

Le milieu du travail est un espace où les générations se rencontrent. Des personnes à différentes étapes de leur vie collaborent et poursuivent un projet commun. La discrimination liée à l'âge, c'est-à-dire le fait de se sentir désavantagé en raison de son âge, est un sujet sensible. 43 % des Suissesses et Suisses déclarent s'être sentis discriminés en raison de leur âge au cours des cinq dernières années, occasionnellement ou fréquemment (fig. 29). Ces expériences surviennent le plus souvent sur le lieu de travail : 72 % de ceux qui ont été concernés rapportent avoir vécu cette discrimination dans le cadre professionnel. Tous les autres contextes sont mentionnés beaucoup moins fréquemment.

Baromètre des générations 2025

Expériences de discrimination liée à l'âge (fig. 29)

«Au cours des cinq dernières années, avez-vous vécu des situations où vous vous êtes senti(e) désavantagé(e) en raison de votre âge ?»; «Dans quels domaines vous êtes-vous senti(e) désavantagé(e) en raison de votre âge?»

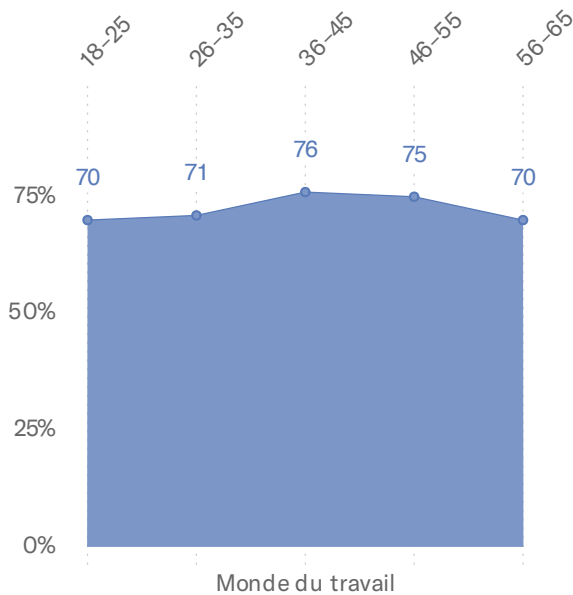


L'illustration 30 montre que les jeunes et les personnes âgées sont touchés de manière équivalente. Toutes générations confondues, 70 % des personnes ayant vécu une discrimination liée à l'âge au cours des cinq dernières années déclarent l'avoir subie dans le monde du travail.

Baromètre des générations 2025

Désavantages liés à l'âge au travail – par tranche d'âge (fig. 30)

«Dans quels domaines vous êtes-vous senti(e) désavantagé(e) en raison de votre âge ?»

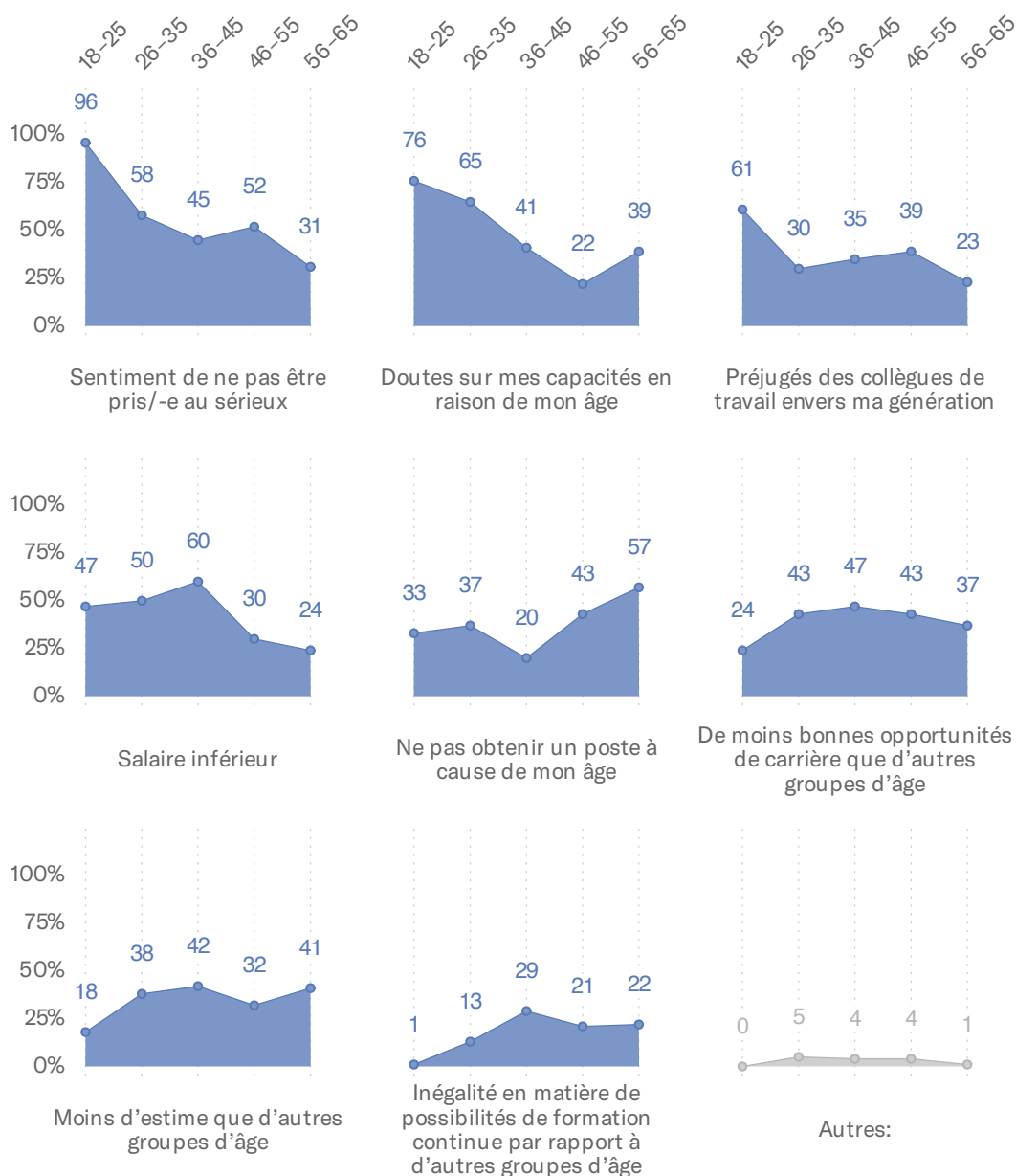


La manière dont on se sent discriminé sur le lieu de travail diffère toutefois nettement entre les jeunes et les plus âgés (fig. 31). Parmi tous les 18-25 ans ayant vécu une discrimination liée à l'âge au travail, 96 % rapportent avoir eu le sentiment de ne pas être pris au sérieux. De plus, 76 % déclarent que leurs compétences ont été mises en doute, et 61 % disent avoir été jugés à l'avance par leurs collègues. Les générations plus âgées, en revanche, font plus souvent l'expérience d'un manque de reconnaissance pour leur travail. Ceux qui ont plus de 46 ans ont également déjà été refusés pour un poste en raison de leur âge. De manière générale, les jeunes rapportent des expériences plus variées et plus fréquentes de discrimination liée à l'âge au travail que les plus âgés.

Baromètre des générations 2025

Expériences de discrimination professionnelle – par tranche d’âge (fig. 31)

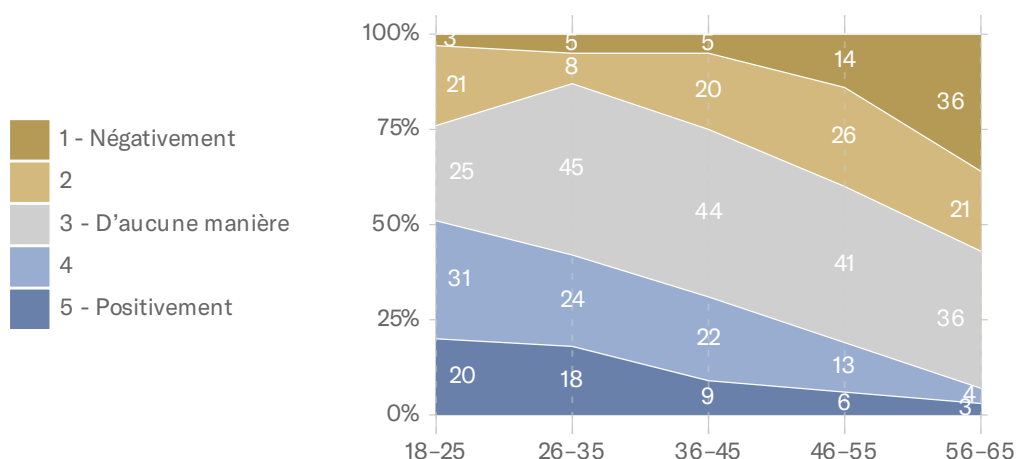
«Quelle discrimination avez-vous vécue dans le monde du travail?»



Quel impact l'âge a-t-il sur les perspectives de carrière? Les jeunes perçoivent majoritairement une influence positive de leur âge sur leurs opportunités professionnelles (51 %, fig. 32). Toutefois, une personne sur quatre âgée de 18 à 25 ans estime toutefois que le fait d'être jeune a une influence négative, peut-être aussi en raison du sentiment prononcé de ne pas être pris au sérieux au travail (fig. 31). En vieillissant, l'impression que l'âge nuit aux chances professionnelles s'accroît, atteignant 57 % chez les plus de 55 ans.

Âge et perspectives de carrière (fig. 32)

«Comment votre âge actuel influence-t-il vos perspectives de carrière?»



4.3. TRAVAILLER À UN ÂGE AVANCÉ

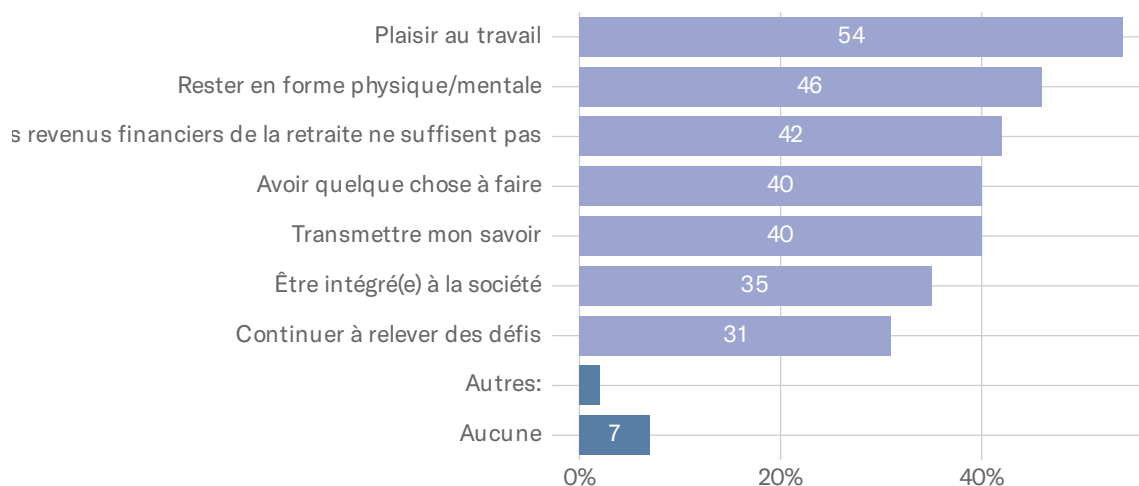
La population vieillit, de plus en plus de personnes partent à la retraite et de moins en moins de nouveaux travailleurs entrent sur le marché du travail. Cela pose de grands défis au système de retraite actuel. Face à cette situation, la question se pose de savoir comment assurer la prévoyance vieillesse à l'avenir. Une durée de vie active plus longue, ou concrètement un âge de départ à la retraite plus élevé, sont-ils des mesures pertinentes pour garantir durablement les rentes? Dans le chapitre Réformes dans le dialogue intergénérationnel la position de la population sur

Baromètre des générations 2025

d'éventuelles réformes de la prévoyance vieillesse a déjà été présentée. Outre l'augmentation de l'âge légal de la retraite, il existe également des raisons personnelles de travailler au-delà de l'âge de la retraite.

Raisons pour travailler après l'âge de la retraite (fig. 33)

«Quelles seraient ou quelles sont pour vous les raisons de continuer à travailler après l'âge de la retraite ?»

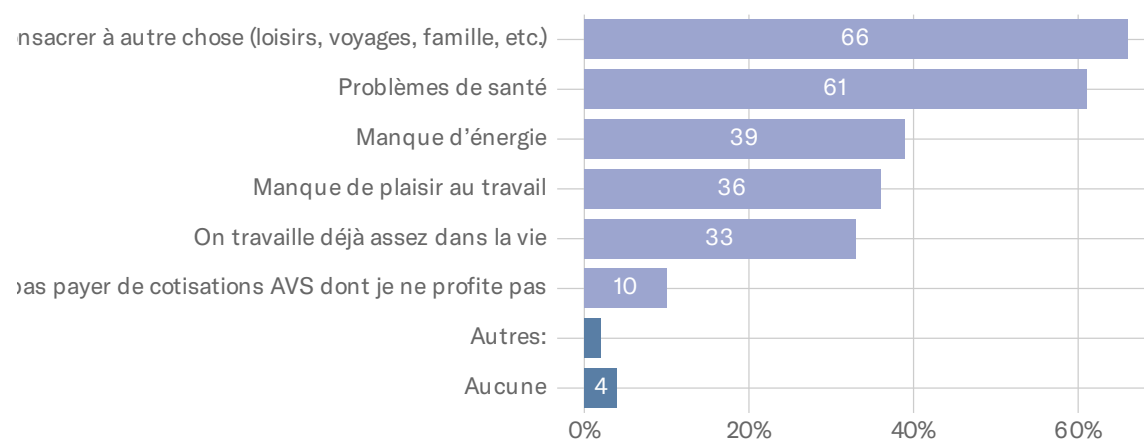


La principale raison de continuer à travailler après la retraite est avant tout le plaisir d'exercer son métier (54 %). Ceux qui aiment leur travail peuvent très bien s'imaginer repousser leur départ à la retraite et travailler plus longtemps que ce qui est actuellement prévu par la loi (fig. 33). Près de la moitié des personnes interrogées indiquent en outre qu'elles pourraient s'imaginer travailler au-delà de l'âge de la retraite afin de rester en forme physiquement et mentalement. Environ 40 % travailleraient plus longtemps que prévu si le revenu de la retraite n'était pas suffisant. Autant de personnes considèrent aussi que prolonger leur carrière leur permettrait de continuer à avoir un rôle à jouer dans la société et de transmettre leur savoir. Une personne sur trois cite en outre l'intégration dans la société comme raison de travailler au-delà de la retraite. Pour certains, quitter le monde du travail peut donc s'accompagner d'un certain sentiment de perte de valeur.

Baromètre des générations 2025

Raisons pour ne pas travailler après l'âge de la retraite (fig. 34)

«Quelles seraient ou quelles sont pour vous les raisons de ne pas travailler au-delà de l'âge de la retraite ?»

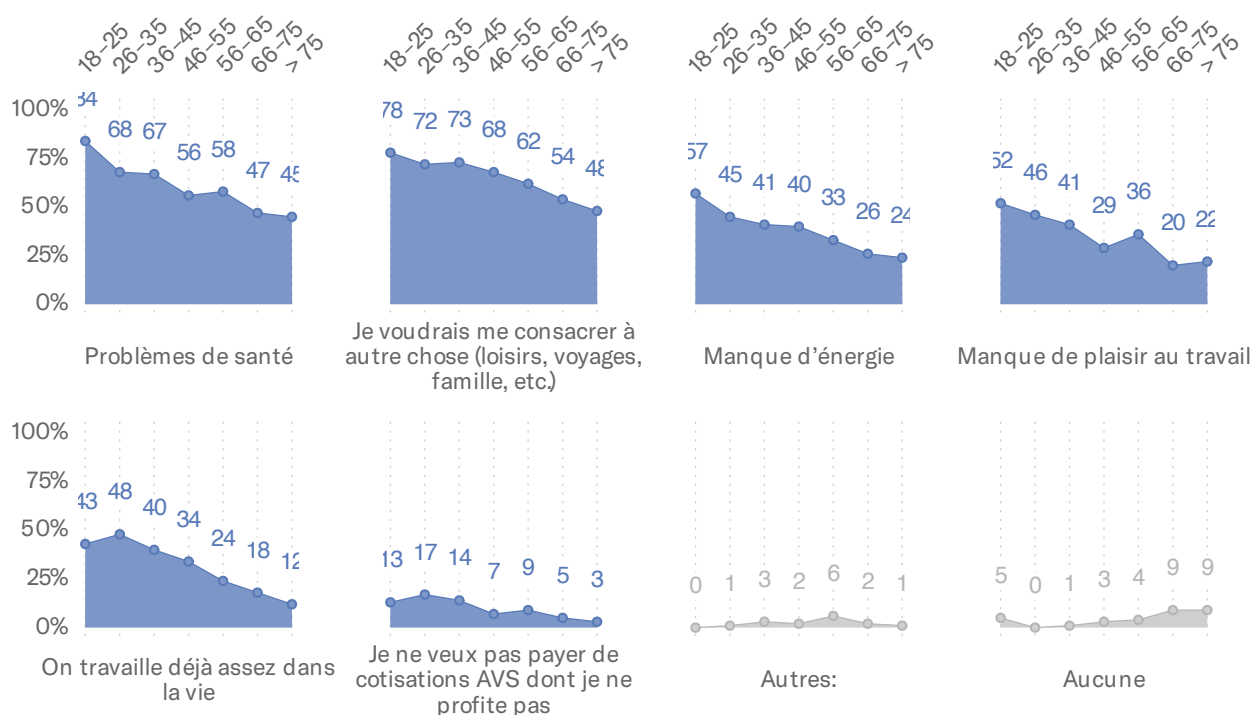


Pour beaucoup, il existe également de bonnes raisons de prendre sa retraite à l'âge légalement prévu. Une personne sur deux déclare vouloir se consacrer à d'autres choses après l'âge de la retraite, comme ses propres loisirs, un travail bénévole ou encore avoir plus de temps pour voyager ou pour la famille (fig. 34). Ils sont presque aussi nombreux à ne pas vouloir travailler plus longtemps si des problèmes de santé se mettaient en travers de leur chemin. Seulement un tiers affirme ne pas vouloir travailler davantage parce qu'on passe déjà suffisamment de temps de sa vie au travail. La raison la moins citée est de ne pas vouloir payer de cotisations AVS dont on ne bénéficiera pas soi-même.

Baromètre des générations 2025

Raisons pour ne pas travailler après l'âge de la retraite – par tranche d'âge (fig. 35)

«Quelles seraient ou sont pour vous les raisons de ne pas travailler au-delà de l'âge de la retraite ?»



Les raisons de ne pas vouloir travailler après l'âge de la retraite diffèrent nettement selon les tranches d'âge (fig. 35). Il est intéressant de noter que les jeunes d'aujourd'hui invoquent beaucoup plus de raisons contre le fait de travailler après la retraite que les plus âgés. 84 % des jeunes de 18 à 25 ans citent des problèmes de santé comme raison de prendre leur retraite à temps, tandis que chez les plus de 65 ans, ils sont moins de la moitié. De plus, 57 % des jeunes pensent qu'ils ne voudront pas travailler après l'âge de la retraite parce qu'ils manqueront d'énergie, tandis que les générations plus âgées ne voient cette raison que dans un cas sur quatre. Les jeunes semblent donc surestimer la joie de prendre sa retraite. Ceux qui sont proches de l'âge de la retraite ou qui viennent de le franchir voient beaucoup moins de problèmes à continuer de travailler.

Les jeunes sous-estiment donc à quel point le travail à un âge avancé peut être vécu positivement. Alors qu'ils redoutent un manque d'énergie ou des problèmes de santé, les générations plus âgées montrent que le plaisir de l'activité, l'intégration sociale et la forme mentale sont de forts moteurs pour continuer à travailler après la retraite. Cette mauvaise estimation complique les réformes telles que l'introduction d'une durée de vie active, qui serait pourtant nécessaire face au vieillissement de la société.

Héritage et répartition du patrimoine

L'héritage relie les générations - matériellement et immatériellement. En Suisse, les héritages ne reflètent pas seulement les valeurs sociales, les priorités financières et les liens familiaux, mais ouvrent aussi des champs de tension entre responsabilité et justice, tradition et changement. Ce chapitre met en lumière la manière dont les Suisses gèrent la transmission de leur patrimoine, le rôle que joue l'héritage des valeurs et des traditions et la manière dont les héritages façonnent la vie commune et l'égalité des chances.

5.1. TRANSFERT DE PATRIMOINE

En Suisse, hériter est souvent l'événement le plus important d'une vie sur le plan financier - un moment qui va bien au-delà du simple transfert de comptes bancaires et de biens immobiliers. C'est un acte qui lie les générations et qui peut en même temps générer des tensions entre la solidarité familiale et les questions de justice sociale. Dans une société marquée par une grande inégalité de patrimoine, les héritages deviennent de plus en plus un sujet de débat public.

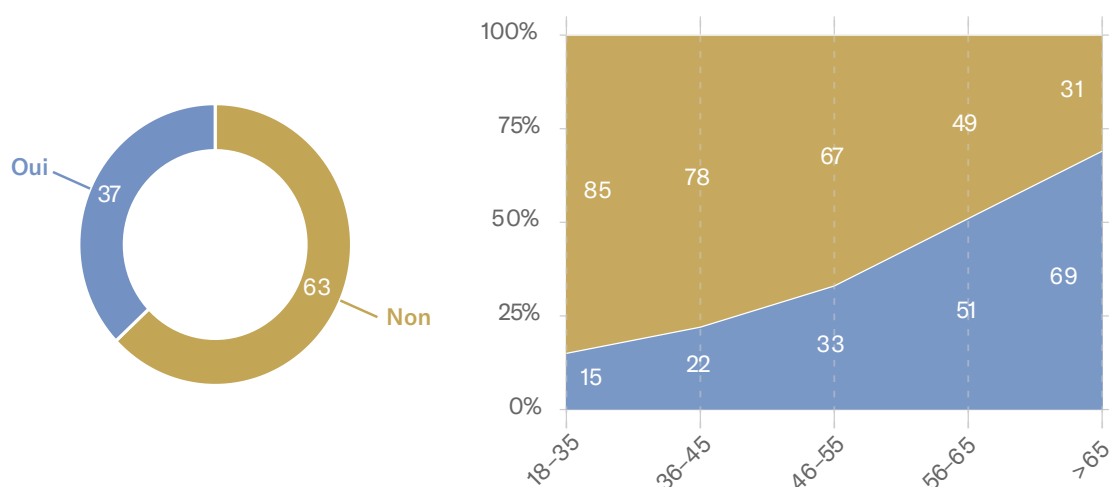
Malgré l'importance centrale de l'héritage, il s'avère que de nombreux Suisses remettent ce sujet à plus tard. Près des deux tiers n'ont pas de testament ou de pacte successoral (fig. 36).

Près des deux tiers des Suisses et des Suissesses n'ont pas de testament ou de pacte successoral.

Avec l'âge, on prend de plus en plus conscience de l'importance d'une réglementation claire du patrimoine. Alors que seuls 15 % des 18-35 ans ont rédigé un testament ou un pacte successoral, ce chiffre atteint déjà 69 % chez les plus de 65 ans. Les chiffres suggèrent que plus on approche de la fin de sa vie, plus le désir de laisser une situation ordonnée se fait sentir.

Testament ou pacte successoral – par tranche d'âge (fig. 36)

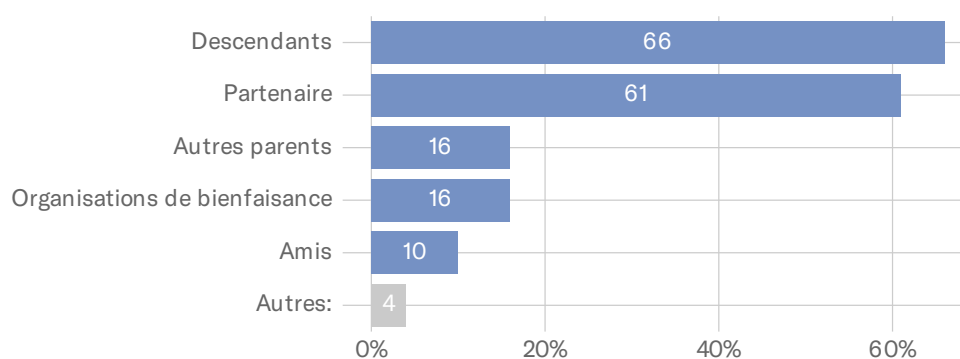
«Avez-vous rédigé un testament ou un pacte successoral?»



La question de savoir qui doit hériter de son patrimoine révèle des valeurs et des priorités centrales en Suisse. Les liens familiaux jouent un rôle primordial : deux tiers des personnes interrogées souhaitent transmettre leur patrimoine à leurs descendants (fig. 37). Les partenaires suivent de près avec 61 %. Les autres membres de la famille, les amis et les organisations caritatives sont nettement moins souvent cités, ils ne jouent qu'un rôle secondaire dans la transmission de l'héritage.

Transfert de patrimoine (fig. 37)

«À qui souhaitez-vous transmettre votre patrimoine en priorité ?»



Deux tiers des Suisses et Suissesses misent sur la continuité familiale : leur patrimoine devrait aller aux descendants.

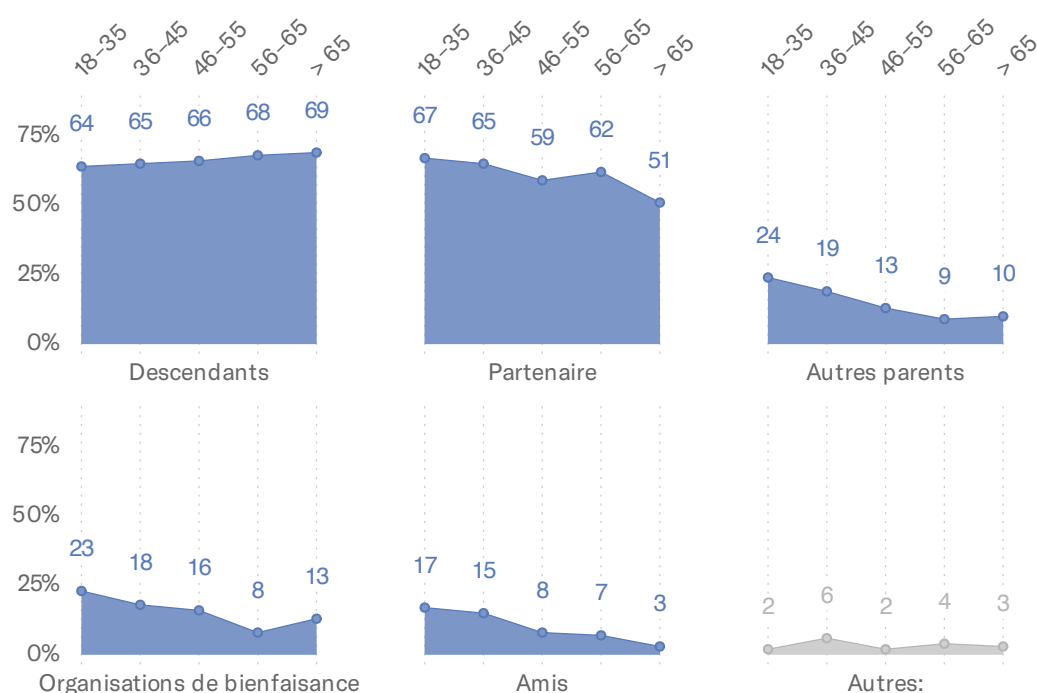
Un coup d'œil sur les groupes d'âge révèle des différences intéressantes : chez les jeunes sondés âgés de 18 à 35 ans, les partenaires (67 %) et les descendants (64 %) sont encore presque à

Baromètre des générations 2025

égalité en tant qu'héritiers préférés (fig. 38). Dans les tranches d'âge supérieures, la préférence pour les descendants augmente légèrement, tandis que l'importance du ou de la partenaire diminue légèrement. La volonté de léguer des biens à organisations caritatives est stable à travers les groupes d'âge. La valeur la plus élevée est atteinte chez les moins de 35 ans avec 23 %. Les amis ne jouent dans l'ensemble qu'un rôle mineur. La proportion de personnes souhaitant léguer leur héritage à des amis diminue en outre avec l'âge.

Transfert de patrimoine – par tranche d'âge (fig. 38)

«À qui souhaitez-vous transmettre votre patrimoine en priorité ?»



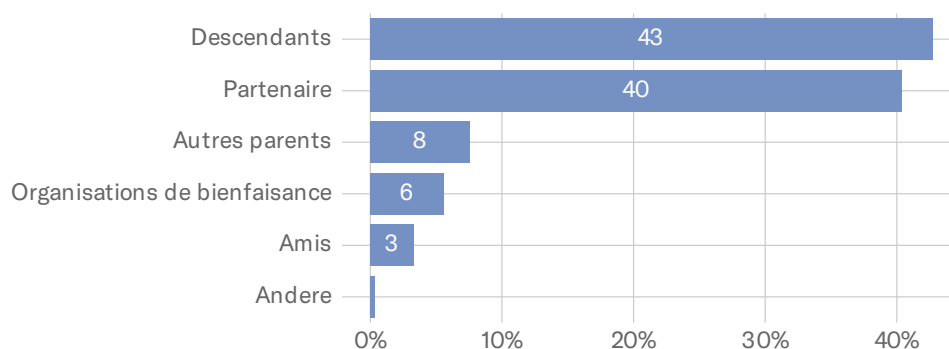
Les chiffres relatifs à la répartition prévue de la fortune reflètent les mêmes priorités : 43 % en moyenne doivent aller aux descendants, 40 % au partenaire ou à la partenaire. Une part nettement moins importante revient à d'autres membres de la famille, à des organisations caritatives ou à des amis (fig. 39).

Baromètre des générations 2025

Ces chiffres confirment que les descendants et la relation de couple sont au centre du transfert de patrimoine. En même temps, la proportion destinée aux organisations caritatives et autres bénéficiaires montre une certaine ouverture à l'engagement sociétal et à des formes alternatives de planification successorale – même si elles restent relativement petites par rapport à la priorité familiale.

Transfert de patrimoine (fig. 39)

«Comment souhaitez-vous répartir votre patrimoine entre les héritiers ?»



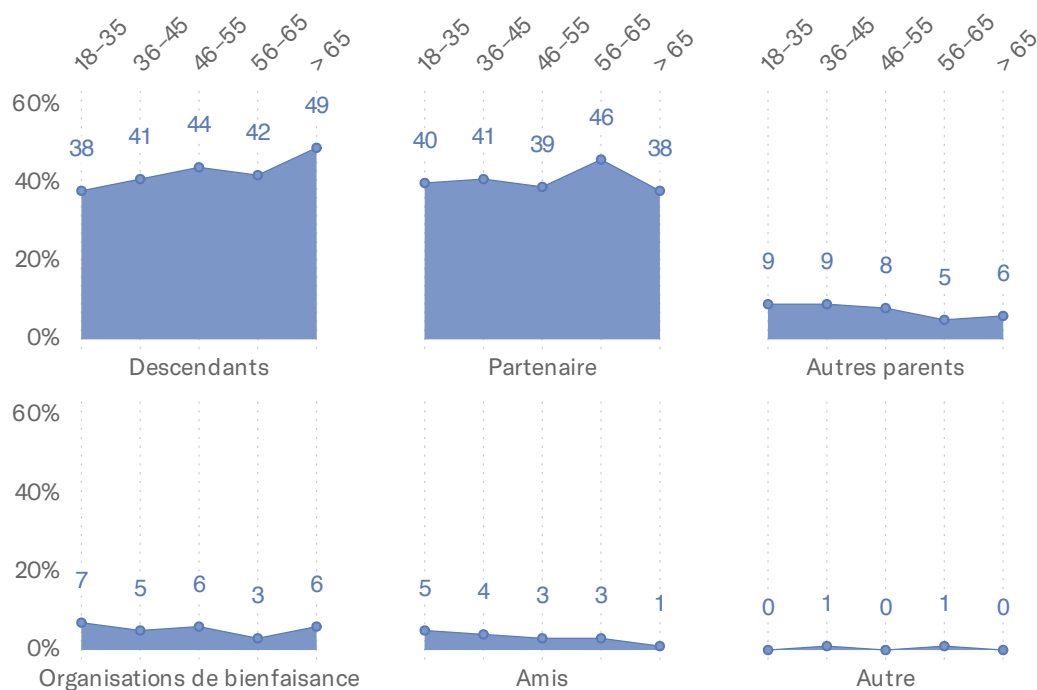
La proportion que les personnes interrogées souhaitent transmettre à leurs descendants augmente avec l'âge : chez les moins de 35 ans, cette proportion est de 38 %, tandis qu'elle atteint presque 50 % chez les plus de 65 ans (fig. 40). Cette évolution reflète le désir croissant de transmettre les biens familiaux à la génération suivante – en particulier dans les phases plus tardives de la vie, où la perspective de son propre héritage prend de l'importance.

La proportion destinée au partenaire montre, quant à elle, une plus grande constance. Elle atteint son sommet chez les 56-65 ans, ce qui pourrait être lié à une phase de vie où l'accent est mis sur la sécurité financière à la retraite.

Baromètre des générations 2025

Transfert de patrimoine – par tranche d'âge (fig. 40)

«Comment souhaitez-vous répartir votre patrimoine entre les héritiers?»



La question de savoir si le patrimoine doit être transmis de son vivant gagne en importance en Suisse. L'acquisition d'un logement ou la fondation d'une famille interviennent souvent à des moments de la vie où les moyens financiers sont nécessaires de toute urgence. Parallèlement, la majorité de la population suisse n'hérite qu'à l'âge de la retraite, ce qui diminue l'utilité des héritages³.

Dans quelle mesure la population est-elle alors ouverte à un transfert anticipé de patrimoine? Une majorité des personnes interrogées se montre sceptique vis-à-vis d'un héritage anticipé : 50 % ne prévoient pas de transférer leur patrimoine de manière anticipée. Seuls 17 % ont des projets concrets, tandis qu'un tiers des personnes interrogées se montrent incertaines (fig. 41).

³Axa Vorsorgestudie 2023

Une courte majorité ne prévoit pas de transfert anticipé des biens.

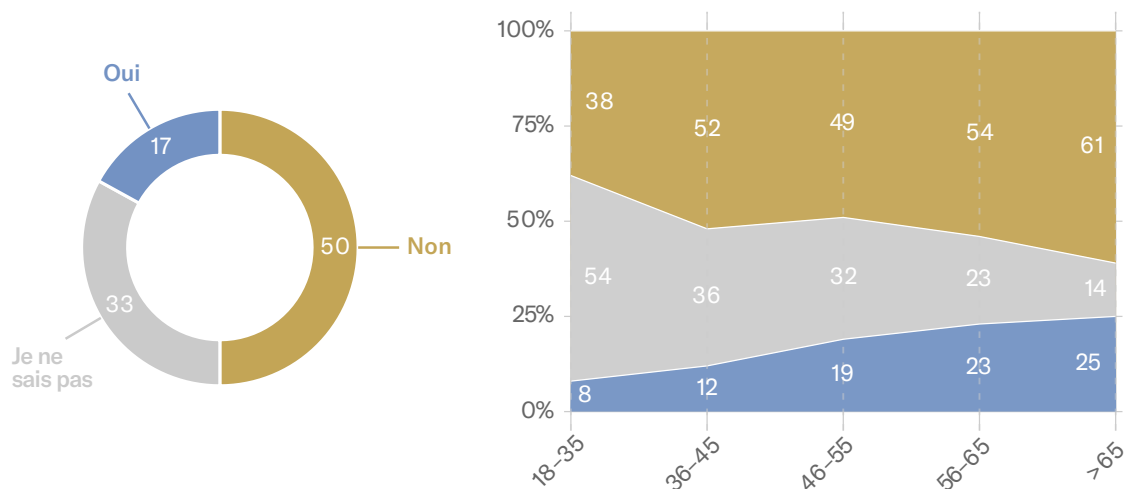
La volonté de transmettre son patrimoine de manière anticipée augmente avec l'âge. Alors que seuls 8 % des 18-35 ans prévoient de transmettre une partie de leur patrimoine de manière anticipée, cette proportion passe à 25 % chez les plus de 65 ans. En même temps, le groupe des personnes interrogées les plus âgées montre toutefois aussi la plus grande opposition à la transmission de manière anticipée, avec 61 %.

L'une des raisons pour lesquelles les générations plus âgées sont divisées sur la transmission anticipée de leur patrimoine pourrait être le contexte financier. Les personnes qui transmettent une partie de leur patrimoine de manière anticipée doivent s'assurer que les fonds restants seront suffisants pour subvenir à leurs besoins. Cette décision comporte un certain risque, car les besoins financiers futurs sont difficilement prévisibles. De nombreuses personnes âgées sont donc confrontées à une pesée des intérêts entre le souhait de transmettre de manière anticipée et le souci d'assurer leur propre sécurité économique.

Baromètre des générations 2025

Transfert anticipé des biens – par tranche d'âge (fig. 41)

«Prévoiez-vous de transmettre une partie de vos biens de manière anticipée ?»

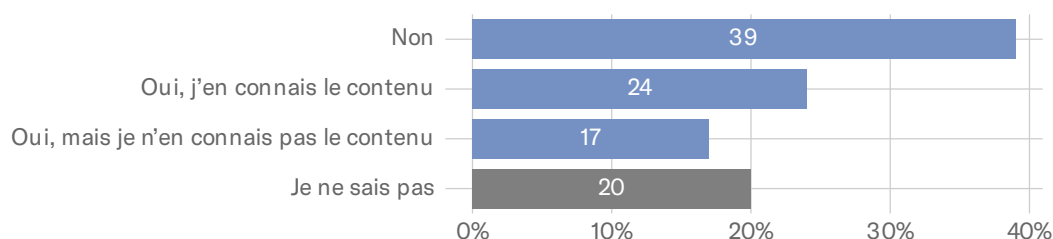


L'existence d'un testament ou d'un pacte successoral dans la génération des parents montre à quel point les plans de prévoyance familiaux sont gérés de manière différente - et révèle des lacunes dans la communication entre les générations. De nombreuses familles semblent à peine aborder le thème de l'héritage (fig. 42). Seules 24 % des personnes interrogées savent que leurs parents ont ou avaient rédigé un testament ou un pacte successoral et en connaissent le contenu. 17 % supplémentaires sont certes informés de l'existence d'un tel document, mais pas de ses détails. Cela laisse près de six personnes interrogées sur dix dans un état d'incertitude, soit parce que leurs parents n'ont pas rédigé de testament (39 %), soit parce que les enfants ne savent pas où en est la planification successorale (20 %).

Baromètre des générations 2025

Testament ou pacte successoral des parents (fig. 42)

«Vos parents ont-ils rédigé un testament ou un pacte successoral?»



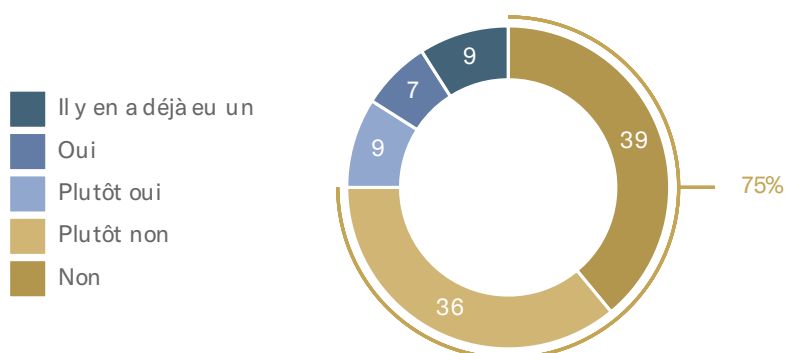
Le niveau élevé d'incertitude, qui se traduit par un manque d'informations ou de communication, pourrait entraîner des litiges ou des conséquences imprévues en cas d'urgence. Les résultats montrent toutefois que beaucoup envisagent l'avenir avec optimisme - mais un certain potentiel de conflit subsiste (fig. 43).

Trois quarts des personnes interrogées ne pensent pas qu'il y aura un conflit d'héritage dans leur famille. Cette majorité indique une confiance fondamentale dans la cohésion familiale. Parallèlement, 9 % rapportent que des conflits d'héritage ont déjà eu lieu dans leur famille. Par ailleurs, 16 % pensent qu'un tel conflit est possible (fig. 43).

Ces chiffres montrent clairement l'importance d'une communication en temps utile et d'accords transparents pour éviter les tensions. En effet, même si les conflits semblent improbables dans de nombreuses familles, le manque de clarté sur les testaments et les pactes successoraux peut renforcer les incertitudes existantes - en particulier dans les situations où des biens de valeur importante sont en jeu.

Potentiel de conflit successoral (fig. 43)

«Pensez-vous qu'il pourrait y avoir un jour un conflit successoral dans votre famille?»



La question de la valeur des héritages reçus et attendus montre des différences marquées entre les groupes d'âge et reflète les phases de vie typiques. Il apparaît clairement que la majorité des Suisses n'ont pas encore profité d'héritages significatifs dans leurs jeunes années, alors que pour les générations plus âgées, hériter joue déjà un rôle plus conséquent.

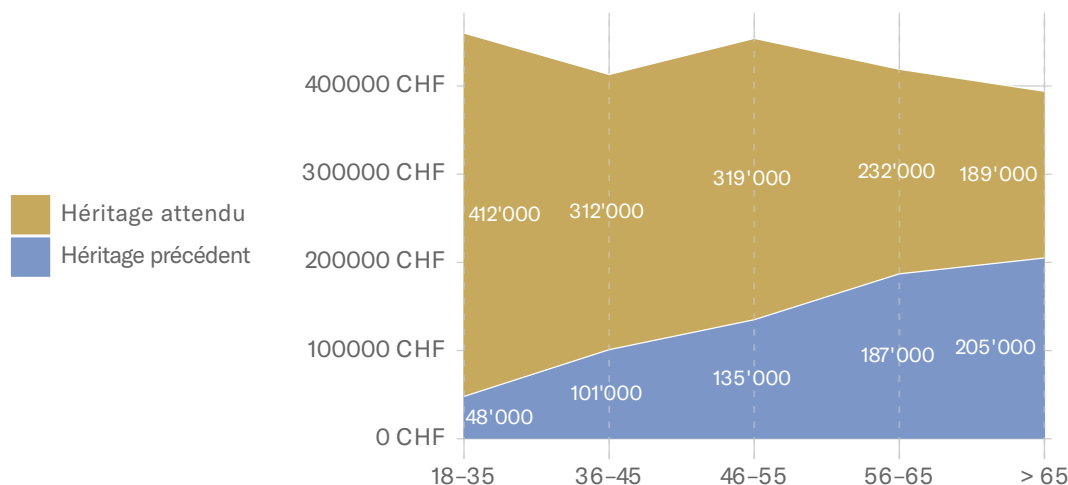
La plupart des gens ne profitent des héritages que plus tard dans leur vie.

Le graphique (fig. 44) montre clairement que la plupart des Suisses ne profitent des héritages que plus tard dans leur vie. Les plus de 65 ans ont déjà hérité en moyenne de 205'000 CHF et s'attendent à recevoir presque autant (189'000 CHF). En comparaison, les 18-35 ans n'ont hérité jusqu'à présent que de 48 000 CHF, mais s'attendent à recevoir encore 412 000 CHF. Ainsi, alors que les jeunes espèrent encore des héritages

futurs, les générations plus âgées ont déjà vécu l'expérience de l'héritage et profitent déjà des biens de leurs ancêtres.

Valeur de l'héritage (fig. 44)

«Quelle est la valeur approximative de tout ce dont vous avez hérité jusqu'à présent dans votre vie ?»; «Quelle est la valeur approximative de ce dont vous êtes susceptible d'hériter au total dans votre vie ?»



5.2. LE DROIT SUCCESSORAL EN ÉVOLUTION

Les héritages jouent un rôle de plus en plus important en Suisse, non seulement pour la sécurité financière des individus, mais aussi comme indicateur des inégalités sociales. C'est particulièrement évident dans le domaine de l'accession à la propriété : pour beaucoup, le rêve de posséder son propre logement semble de plus en plus dépendre du soutien financier d'un héritage.

Ainsi, 58 % des personnes interrogées considèrent que la possibilité d'acquérir un logement n'existe plus que pour ceux qui reçoivent un héritage important - et jugent cette situation de manière critique (fig. 45). Cette majorité reflète une inquiétude largement partagée selon laquelle la Suisse se transforme en une société d'héritiers, où le transfert de patrimoine à travers les générations mine l'égalité des chances sociales. Il est intéressant de noter qu'il existe également une minorité de 11 % qui confirme cette évolution, mais qui ne la considère pas comme probléma-

tique. En revanche, 24 % rejettent totalement l'influence des héritages sur l'acquisition de biens immobiliers.

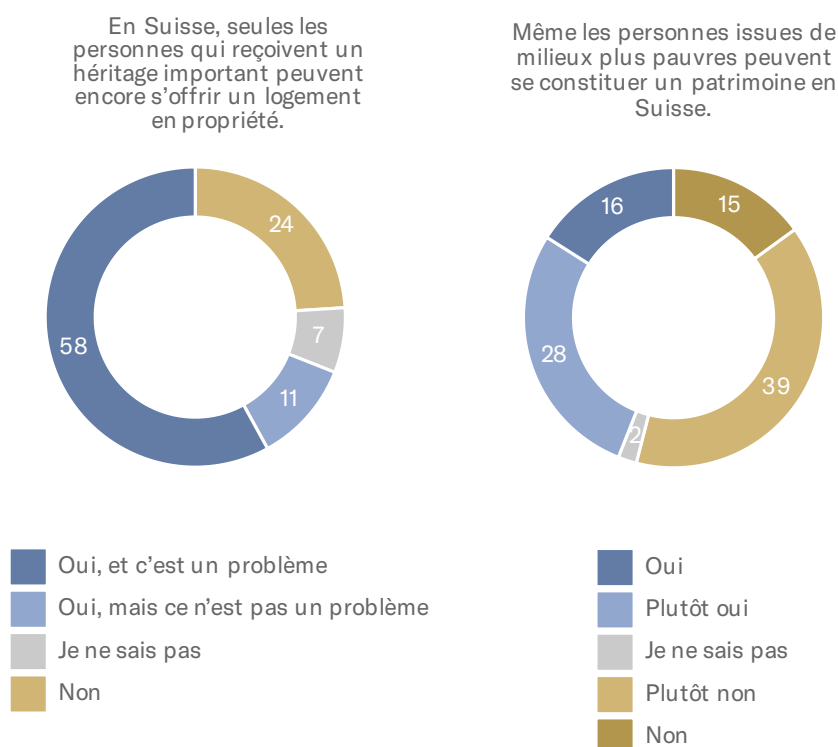
Pour beaucoup, le rêve de devenir propriétaire devient une question d'héritage – 69 % considèrent que la propriété du logement n'est accessible qu'aux héritiers.

L'incertitude quant à l'avenir de la mobilité sociale est encore plus évidente lorsqu'il s'agit de savoir si les personnes issues de milieux plus pauvres, qui doivent se débrouiller sans héritage, peuvent se constituer un patrimoine en Suisse. Une courte majorité de 54 % est sceptique face à cette possibilité et en doute soit totalement, soit partiellement (fig. 45). Ces chiffres donnent une image décevante de la perception des possibilités d'ascension sociale : le rêve d'une réussite "self-made" semble inaccessible pour beaucoup. En revanche, 44 % des personnes interrogées adhèrent, au moins partiellement, à l'idée que les personnes issues de milieux moins privilégiés sont également en mesure de s'élever économiquement.

Baromètre des générations 2025

Propriété du logement et constitution du patrimoine (fig. 45)

En Suisse, seuls ceux qui reçoivent un héritage important peuvent encore s'offrir une propriété du logement.»; «Même les personnes de condition modeste peuvent se constituer un patrimoine en Suisse.»



D'un côté, on considère donc qu'il est nécessaire d'hériter pour permettre la réalisation d'objectifs de vie largement répandus, comme l'acquisition d'un logement, mais de l'autre, on émet des réserves quant à une transmission anticipée du patrimoine. Il en résulte un dilemme : les moyens financiers sont souvent nécessaires au milieu de la vie, mais les héritages n'interviennent généralement qu'à l'âge de la retraite. Il y a donc un décalage entre le besoin de patrimoine et sa disponibilité effective.

Le débat sur les impôts sur les successions touche un nerf central de la société suisse : la tension entre la garantie de la propriété privée et la redistribution sociale. Historiquement, la Suisse a fait preuve de réticence à l'égard de l'imposition des successions. Mais le sujet revient régulièrement au centre des débats politiques et sociaux. Actuellement, il n'existe pas en Suisse d'impôt national uniforme sur les successions. Au lieu de cela, ce sont les cantons qui règlent l'imposition.

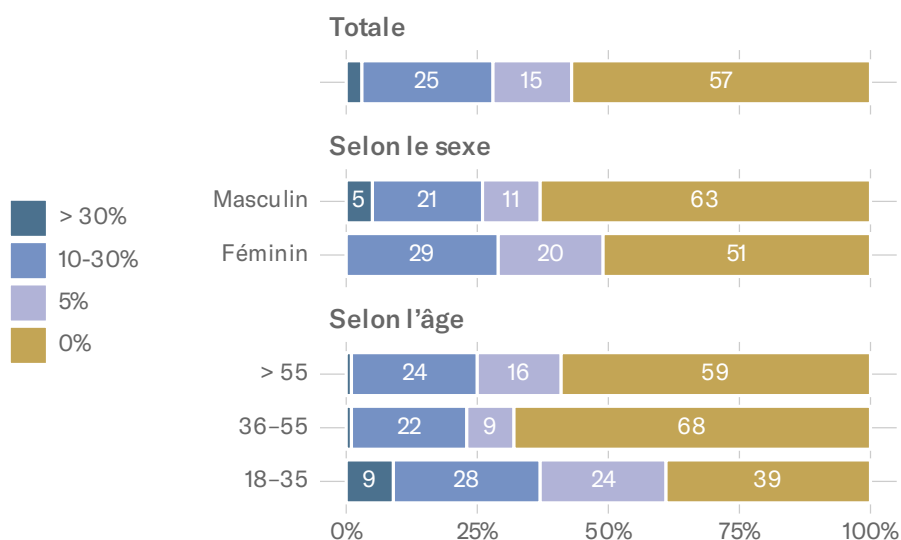
Baromètre des générations 2025

Selon le sondage, 57 % des personnes interrogées sont favorables à ce que les héritages restent entièrement entre les mains des héritiers - un vote clair en faveur de la préservation du patrimoine familial (fig. 46). On constate toutefois des différences marquées entre les sexes et les groupes d'âge.

Alors que 63 % des hommes votent plus fréquemment contre un impôt sur les héritages, les femmes sont plus réservées : près de la moitié des femmes (49 %) soutiennent un impôt sur les héritages. Il est intéressant de noter que la plus jeune génération affiche une attitude différente : 61 % des 18-35 ans soutiennent un impôt sur les héritages. De plus, ce groupe montre avec 9 % la plus grande acceptation pour un impôt supérieur à 30 %. Cette ouverture pourrait refléter une conscience accrue de la justice sociale et des défis posés par la concentration des richesses.

Estimation du taux d'impôt sur les héritages (fig. 46)

«Quel serait, selon vous, un pourcentage raisonnable que l'héritier devrait verser à la collectivité?»

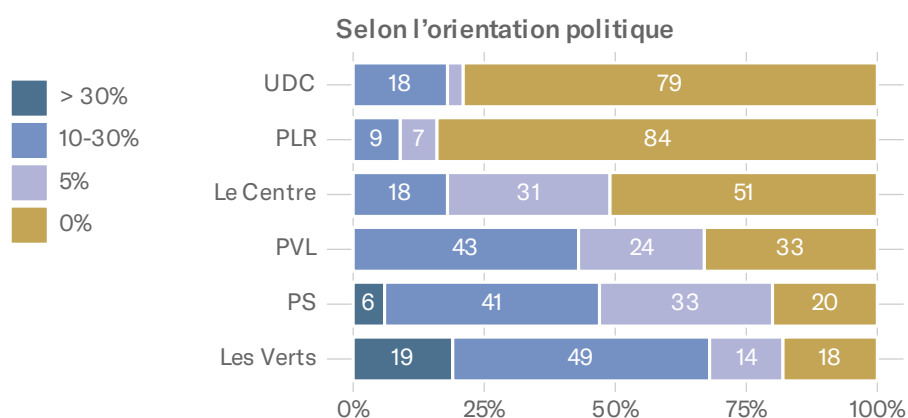


61 % des 18-35 ans soutiennent un impôt sur les successions.

Un coup d'œil sur les préférences des partis des personnes interrogées montre que l'attitude face à l'impôt sur les successions est fortement marquée par l'idéologie. Alors que les partisans du PLR (84 %) et de l'UDC (79 %) signalent un net refus d'un impôt sur les successions, les électeurs des Verts ont une attitude diamétralement opposée. Ici, seuls 18 % s'opposent à un impôt, alors que près d'une personne sur cinq (19 %) plaide pour un impôt de plus de 30 %. On trouve également des majorités en faveur d'un impôt sur les successions parmi les personnes proches du PS ou du PVL. Les partisans du centre rejettent cette taxe de justesse (51 %).

Estimation du taux d'impôt sur les héritages – par parti (fig. 47)

«Quel serait, selon vous, un pourcentage raisonnable que l'héritier devrait verser à la collectivité?»



Les résultats suggèrent que les jeunes générations et les milieux de gauche sont plus enclins à réfléchir à une imposition accrue des héritages. Pour eux, l'impôt sur les successions apparaît comme un levier pour favoriser une plus grande égalité des

chances, tandis que les voix conservatrices semblent privilégier d'autres moyens pour parvenir à une société plus juste.

La discussion d'un abattement (montant exonéré) pour un impôt national sur les successions apporte une nouvelle dimension au débat sur la répartition de la fortune. Un montant exonéré doit garantir que les petites et moyennes fortunes restent protégées, tandis que les héritages plus importants sont davantage mis à contribution pour financer les responsabilités collectives. En Suisse, où il n'existe actuellement pas d'impôt national sur les successions et où les réglementations cantonales varient fortement, un abattement pourrait être un moyen d'atténuer la large opposition à une imposition générale.

L'enquête montre que 35 % des personnes interrogées sont opposées à un impôt sur les successions, même avec un abattement (fig. 48). Ce chiffre est toutefois nettement inférieur aux 57 % qui rejettent le principe d'un impôt sur les successions sans restriction. Ainsi, un abattement pourrait atténuer l'opposition à l'impôt sur les successions. Cependant, il est important de souligner que ces résultats ne valent qu'en dehors d'une campagne de votation, où la mobilisation politique des opposants à l'impôt sur les successions entraîne souvent des résultats différents des préférences de la population en temps normal.

Un abattement pourrait atténuer la forte opposition à l'impôt sur les successions.

Les opinions sur le montant approprié d'un abattement varient cependant. Le projet d'un abattement compris entre 100'000 et 1 million de francs est soutenu par 26 % des personnes interrogées, ce qui en fait l'option la plus populaire parmi celles proposées. Un autre 20 % se prononcent pour un abattement jusqu'à

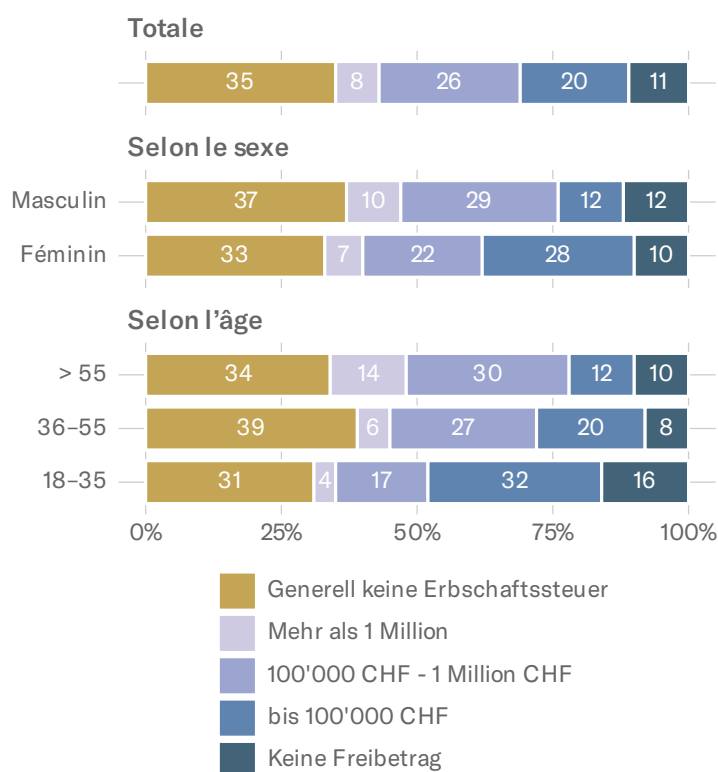
Baromètre des générations 2025

100'000 francs. Cela montre qu'une part importante de la population soutient une mise en place modérée, qui protège les petits patrimoines et met davantage la responsabilité sur les plus grands. Seuls 11 % des personnes interrogées sont en faveur de l'absence totale d'un abattement. La demande d'un allègement ciblé pour l'imposition des plus petits patrimoines est donc largement acceptée.

Les femmes sont globalement plus favorables à un impôt sur les successions avec des plafonds d'exonération plus bas que les hommes. De plus, les jeunes, qui sont généralement plus favorables à une redistribution des richesses, soutiennent dans deux tiers des cas un abattement allant jusqu'à 100'000 francs.

Abattement approprié pour l'impôt sur les successions (fig. 48)

«Quel serait, selon vous, le montant approprié d'un abattement sur un éventuel impôt national sur les successions?»



Même en fonction des préférences politiques, le schéma classique se confirme : les électeurs du PS et des Verts soutiennent plus fréquemment les impôts sur les successions et penchent pour des abattements avec des plafonds d'exonération bas, tan-

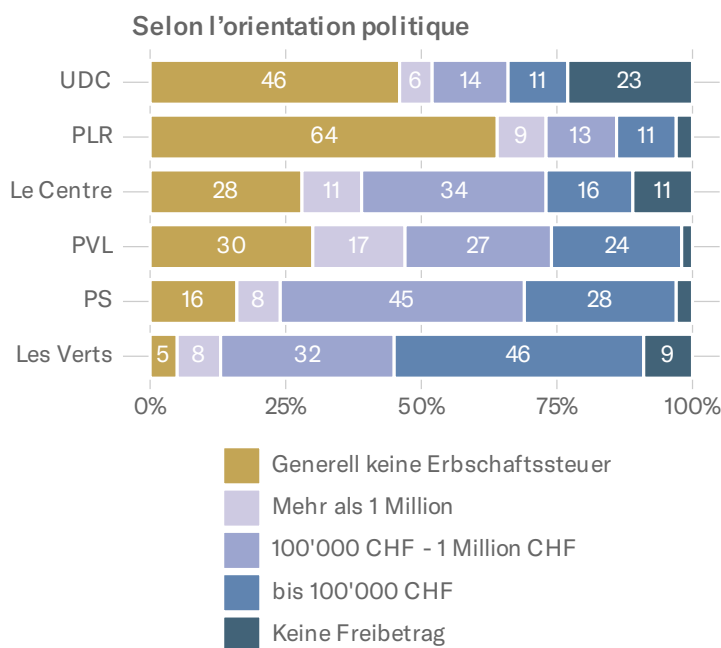
dis que les électeurs des partis bourgeois – notamment du PLR et de l’UDC – sont globalement plus sceptiques quant à l’imposition (fig. 49). Il est toutefois remarquable que même parmi les partisans de l’UDC, 23 % des personnes interrogées souhaitent un impôt sur les successions sans abattement et pourraient donc considérer l’impôt sur les successions comme un instrument qui s’applique également aux petites successions. Parallèlement, on trouve au centre et chez les Verts libéraux des voix qui préfèrent un aménagement modéré avec des abattements compris entre 100 000 et 1 million de francs.

**23 % des partisans de l’UDC
souhaitent un impôt sur les
successions sans abattement.**

Baromètre des générations 2025

Abattement approprié pour l'impôt sur les successions – par parti (fig. 49)

«Quel serait, selon vous, le montant approprié d'un abattement sur un éventuel impôt national sur les successions»



Le débat à propos d'une imposition sur les héritages en Suisse n'est pas seulement marqué par la question du montant d'un abattement, mais aussi par des réflexions sur les types de biens qui devraient être exemptés de cet impôt. Ici, une tendance claire se dégage : une majorité des personnes interrogées soutient l'exonération de l'impôt pour les logements à usage personnel (55 %) et les biens transmis à des héritiers directs (54 %) (fig. 50). Les biens utilisés pour financer l'accession à la propriété du logement recueillent également un soutien de 40 % en faveur d'une exonération fiscale. En revanche, seulement 16 % estiment qu'il ne devrait y avoir aucune exception.

Le traitement fiscal des actifs d'entreprise est un point critique pour de nombreuses personnes interrogées, car il est étroitement lié à la question de savoir comment la continuité de l'entreprise peut être garantie. L'enquête montre que 40 % des personnes interrogées plaident en faveur d'une exonération fiscale des actifs liés des entreprises. Ce soutien reflète le souhait de protéger les entreprises contre les charges financières liées

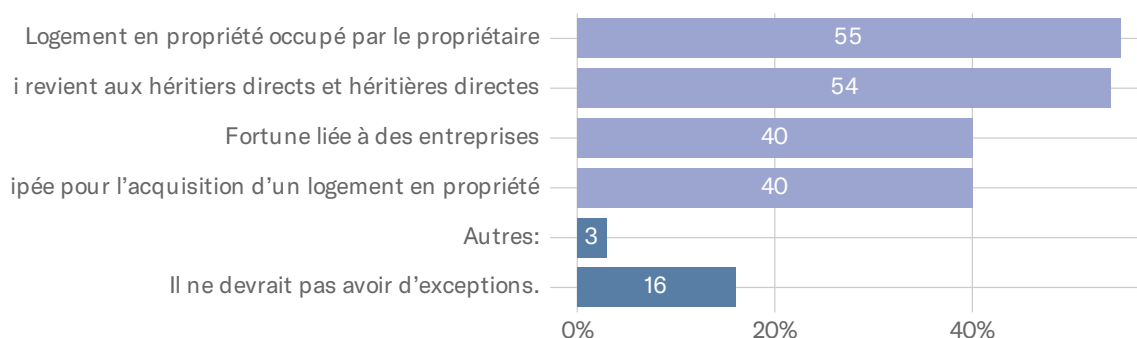
aux impôts sur les successions. Néanmoins, l'absence de majorité montre que les avis sont partagés au sein de la population sur ce sujet et que beaucoup sont sceptiques quant à des privilèges fiscaux trop étendus pour les familles d'entrepreneurs.

Le patrimoine familial devrait être préservé : 54 % veulent une exonération fiscale pour les héritiers directs.

Ces différenciations reflètent les valeurs que la population suisse met en avant dans les débats : tandis que pour beaucoup, la protection de la propriété familiale et de la continuité des entreprises est au cœur des préoccupations, les exceptions fiscales sont considérées comme un moyen de promouvoir l'accès à la propriété du logement et la stabilité économique.

Exonération fiscale pour certaines catégories de biens (fig. 50)

«Certaines catégories de biens devraient-elles être exemptées d'un éventuel impôt sur les héritages?»

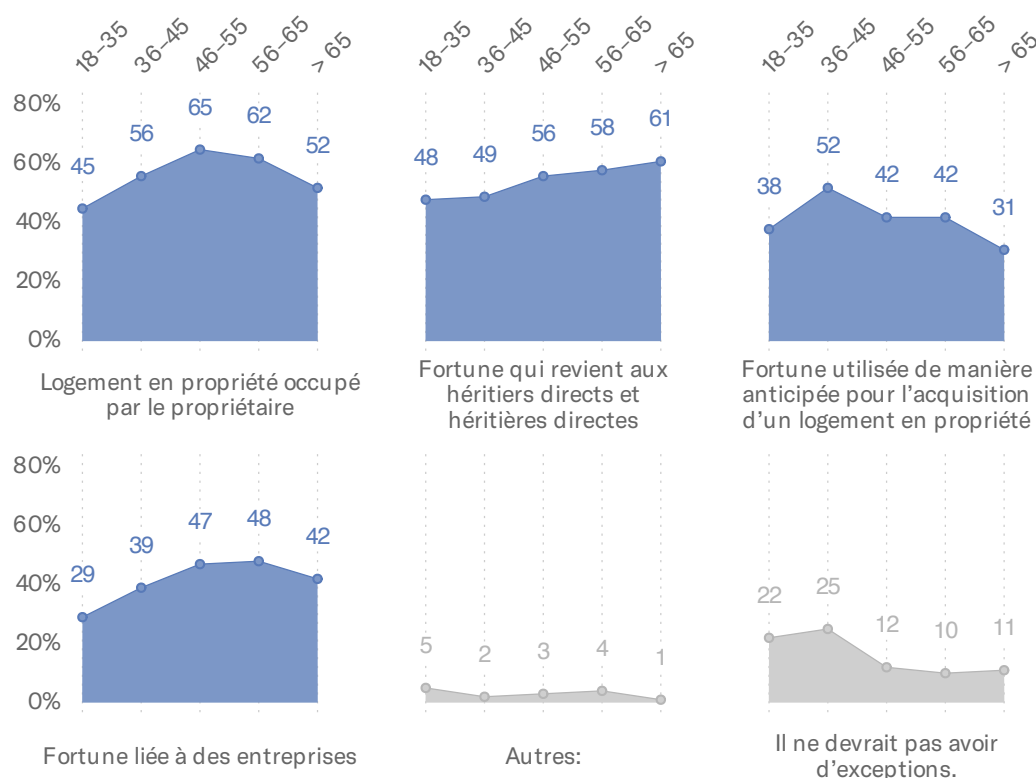


Baromètre des générations 2025

Les plus jeunes, âgés de 18 à 35 ans, mettent l'accent sur l'exonération des biens qui vont aux héritiers directs (48 %), tandis que chez les 46-55 ans, la protection du logement habité par son propriétaire est la plus importante (65 %) (fig. 51). Les personnes interrogées plus âgées (plus de 65 ans) insistent également sur une exonération en faveur des héritiers directs avec 61 %, mais montrent globalement une tolérance moindre pour les exceptions fiscales trop larges.

Exonération fiscale pour certaines catégories de biens – par tranche d'âge (fig. 51)

«Certaines catégories de biens devraient-elles être exemptées d'un éventuel impôt sur les héritages ?»



Les préférences des parties influencent également fortement l'attitude envers l'exonération fiscale. Les partisans du PS et des Verts ont tendance à plaider pour une application plus restrictive, notamment en ce qui concerne les actifs des entreprises (fig. 52). En revanche, les électeurs du Centre et du PVL favorisent des exceptions plus larges, notamment pour les logements occupés par leur propriétaire. Le PLR et l'UDC mettent

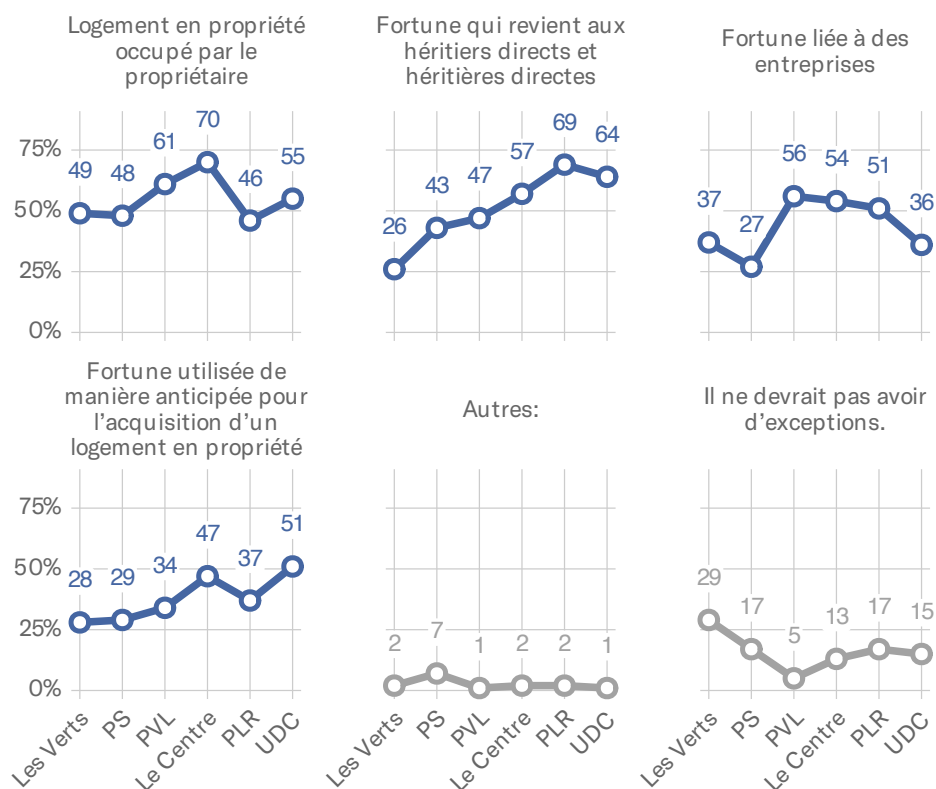
Baromètre des générations 2025

clairement l'accent sur la protection des héritages directs et de la propriété du logement.

La question de la définition des exceptions illustre la complexité du débat sur l'impôt sur les successions. Elle montre à quel point les générations et les partis politiques ont des priorités différentes, qu'il s'agisse de protéger la propriété du logement, d'alléger la charge fiscale des entreprises ou d'encourager les successions directes.

Exonération fiscale pour certaines catégories de biens – par parti (fig. 52)

«Certaines catégories de biens devraient-elles être exemptées d'un éventuel impôt sur les héritages ?»

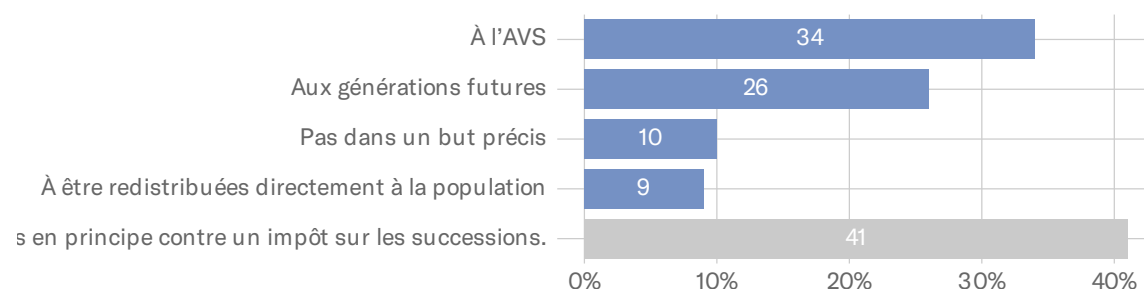


La question de savoir à quoi devraient servir les recettes d'un éventuel impôt sur les successions est un autre élément central du débat sur une réforme de l'impôt sur les successions en Suisse. L'enquête révèle des avis partagés (fig. 53). Parmi les partisans d'un impôt sur les successions, il existe une nette préférence pour les projets sociaux et orientés vers l'avenir. Ainsi, 34 % des personnes interrogées plaident pour que les recettes soient

investies dans l'AVS, tandis que 26 % préfèrent une utilisation pour la protection du climat et la promotion des générations futures. Seuls 9 % des personnes interrogées souhaitent une redistribution directe des fonds à la population et 10 % ne voient pas la nécessité d'affecter les recettes.

Utilisation des recettes de l'impôt sur les successions (fig. 53)

«À quoi devraient être destinées les recettes d'un éventuel impôt sur les successions?»



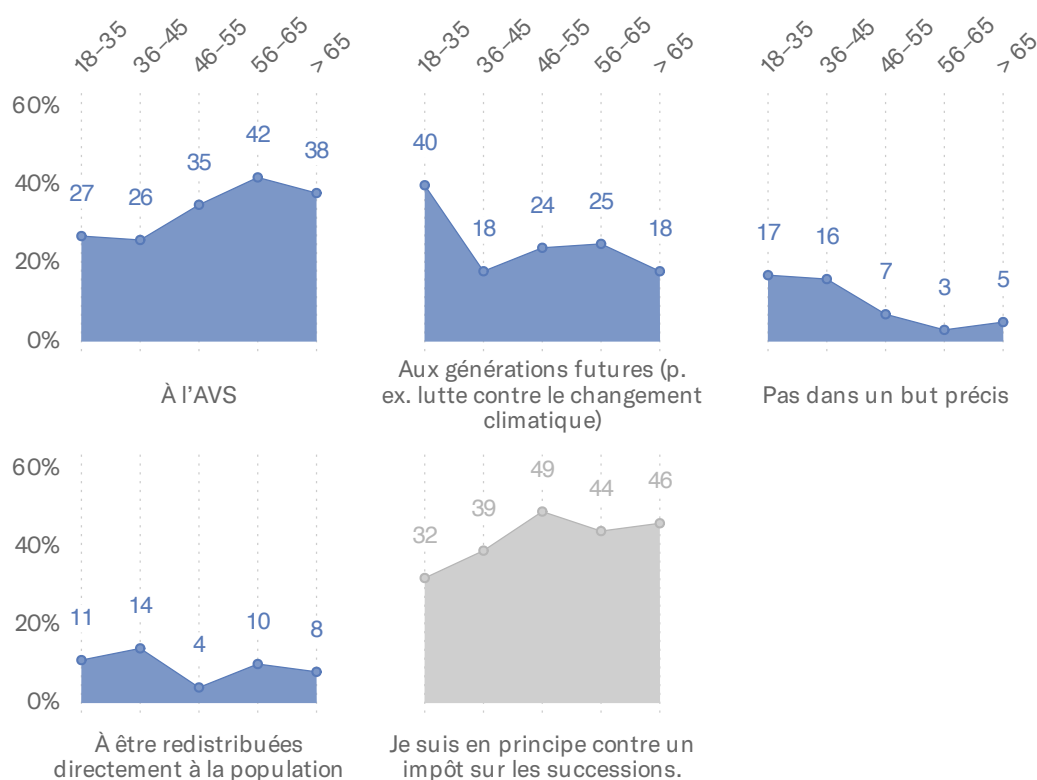
Que ce soit pour l'AVS ou pour les générations futures – les recettes de l'impôt sur les successions doivent bénéficier à la société.

Les jeunes personnes interrogées mettent le plus l'accent, avec 40 %, sur les investissements pour les générations futures, comme par exemple dans le domaine de la protection du climat (fig. 54). A l'inverse, les générations plus âgées, notamment les 56-65 ans, privilégient à 42 % le soutien à l'AVS.

Baromètre des générations 2025

Utilisation des recettes de l'impôt sur les successions – par tranche d'âge (fig. 54)

«À quoi devraient être destinées les recettes d'un éventuel impôt sur les successions?»

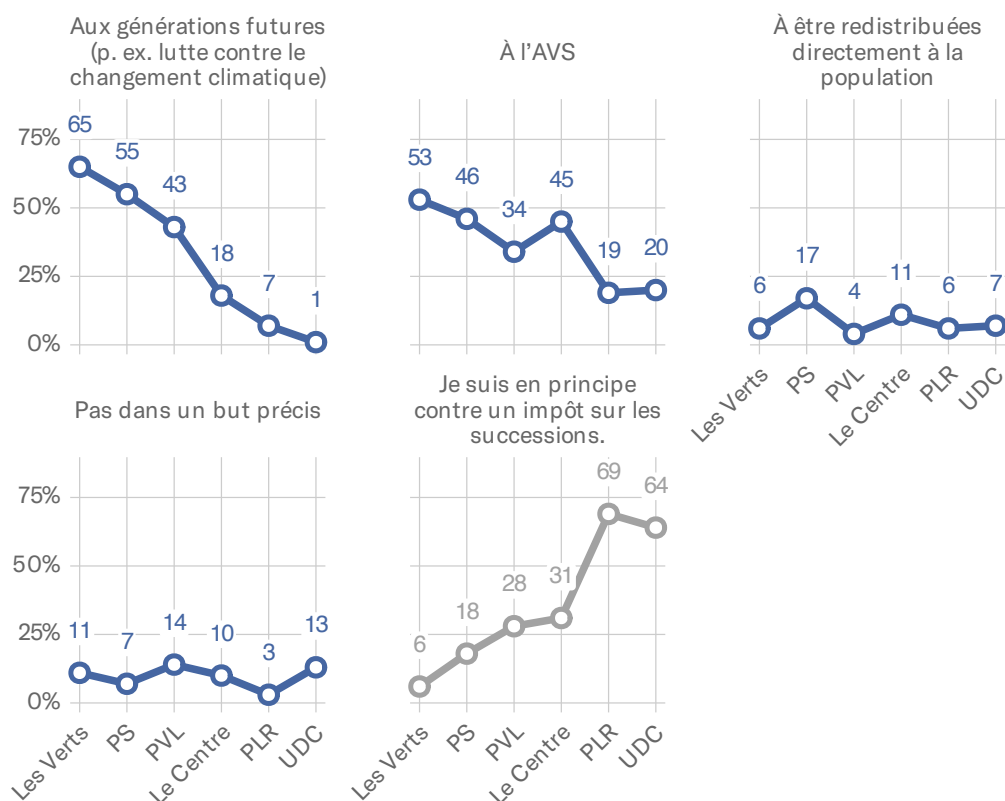


Les préférences politiques des personnes interrogées révèlent également de grandes différences dans leur vision de l'utilisation des recettes de l'impôt sur les successions (fig. 55). La position des Verts est particulièrement frappante : avec 65 %, ils constituent le plus grand groupe favorable à une utilisation des recettes pour la protection du climat et pour des investissements orientés vers l'avenir. Mais le PS privilégie également les investissements dans les générations futures ainsi que dans l'AVS. Les partisans du PVL affichent également un soutien prononcé aux projets orientés vers l'avenir, même si le soutien à l'impôt sur les successions est globalement plus faible.

Baromètre des générations 2025

Utilisation des recettes de l'impôt sur les successions – par parti (fig. 55)

«À quoi devraient être destinées les recettes d'un éventuel impôt sur les successions?»



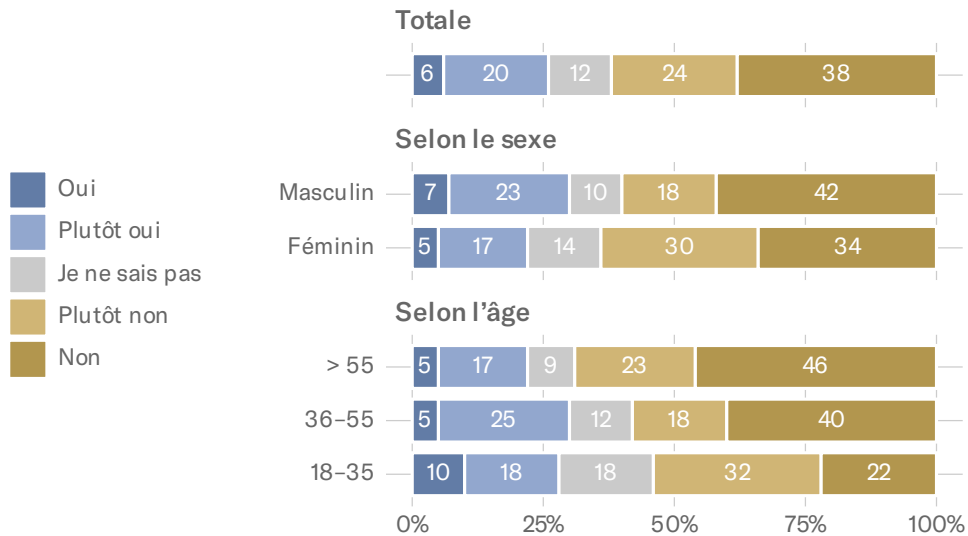
Environ deux tiers du patrimoine hérité sont transmis à des personnes de plus de 55 ans. Par ailleurs, seuls 17 % des personnes sondées déclarent vouloir transmettre leur patrimoine de manière anticipée (fig. 41). Cela soulève la question de savoir s'il faut mettre en place des mesures pour encourager la transmission anticipée du patrimoine.

Les résultats de l'enquête montrent qu'une majorité des personnes interrogées ne voient pas la nécessité de prendre des mesures pour transmettre leur patrimoine à un stade anticipé (fig. 56). Seuls 26 % estiment que de telles mesures sont nécessaires. Les hommes et les personnes âgées de 36 à 55 ans se montrent particulièrement ouverts à des mesures, mais là encore, il n'y a pas de majorité.

Baromètre des générations 2025

Besoin de mesures pour la transmission anticipée du patrimoine (fig. 56)

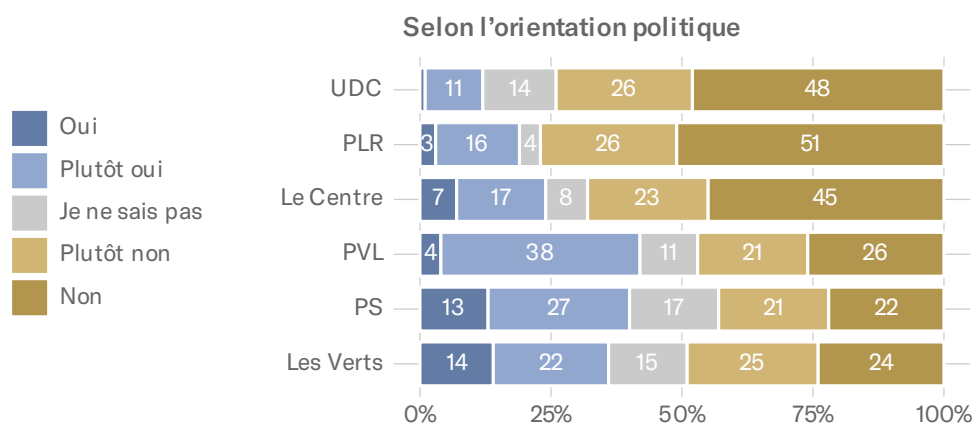
«Environ deux tiers du patrimoine hérité est transmis à des personnes de plus de 55 ans. Faut-il des mesures pour que davantage de patrimoine soit transmis de manière anticipée?»



Les électeurs du PLR et de l'UDC sont majoritairement opposés aux mesures de transmission anticipée du patrimoine – 78 % des électeurs du PLR et 74 % des électeurs de l'UDC estiment que cela n'est pas nécessaire (fig. 57). Les partisans du PVL, du PS et des Verts font certes preuve d'une plus grande ouverture, mais chez eux aussi, le scepticisme prédomine quant à l'introduction obligatoire de telles mesures.

Besoin de mesures pour la transmission anticipée du patrimoine – par parti (fig. 57)

«Environ deux tiers du patrimoine hérité est transmis à des personnes de plus de 55 ans. Faut-il des mesures pour que davantage de patrimoine soit transmis de manière anticipée?»



5.3. ASPECTS PSYCHOLOGIQUES DE L'HÉRITAGE

La transmission de biens matériels n'est qu'un aspect de l'héritage. Un autre élément, bien que moins tangible, est l'héritage psychologique : les valeurs, traditions et comportements transmis d'une génération à l'autre. Alors que l'héritage matériel est souvent clairement défini et documenté, la transmission de biens immatériels est plus subtile – et pourtant marquante.

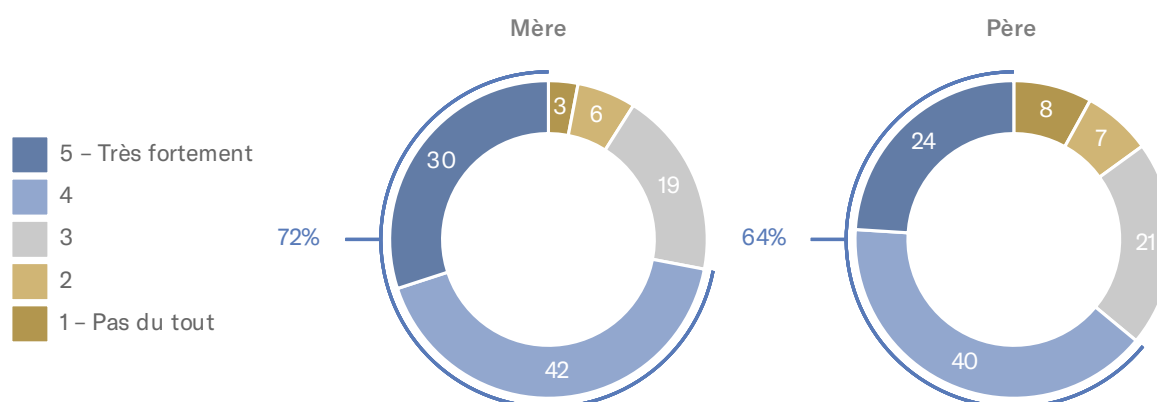
Le rôle des parents dans la transmission des valeurs est illustré dans la figure 58. Une nette majorité des personnes interrogées atteste que leurs parents jouent un rôle central dans l'imprégnation des valeurs et des comportements. La mère, en particulier, est perçue comme un facteur d'influence important : 72 % des personnes interrogées ont déclaré que leur mère avait une influence forte à très forte sur elles. Le père est également perçu comme important, mais dans une moindre mesure. Ici, 64 % des personnes interrogées attribuent à leur père une influence forte à très forte.

72 % considèrent la mère comme la principale transmettrice de valeurs – 64 % le père

Il est intéressant de noter que l'enquête révèle également des différences dans la perception des rôles parentaux : alors que seulement 3 % des personnes interrogées ont déclaré que leur mère n'avait aucune influence sur leurs valeurs, ce pourcentage est nettement plus élevé pour le père (8 %). Cette différence indique des modèles de rôles traditionnels, dans lesquels la mère était la personne de référence primaire pour la transmission des valeurs et des coutumes, tandis que le père jouait dans de nombreux cas un rôle plutôt secondaire.

L'influence des parents sur les valeurs et le comportement (fig. 58)

«Que pensez-vous : dans quelle mesure votre mère/votre père a-t-il influencé vos valeurs et votre comportement?»



Chez les femmes âgées de 18 à 35 ans, 83 % déclarent que leur mère a exercé une influence forte à très forte sur leurs valeurs (fig. 59). Chez les jeunes hommes de la même tranche d'âge, ce chiffre est en revanche de 71 %. Avec l'âge, l'influence de la mère

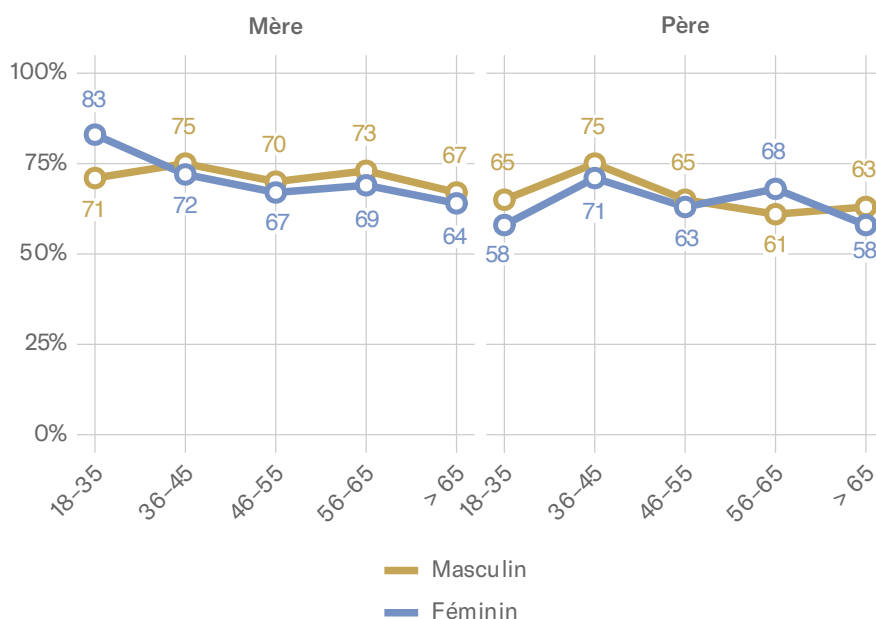
Baromètre des générations 2025

tend à s'égaliser entre les sexes, bien qu'elle reste légèrement plus marquée chez les femmes que chez les hommes. Parallèlement, l'influence perçue de la mère diminue légèrement avec l'âge : chez les femmes de plus de 65 ans, seules 64 % rapportent d'une forte ou très forte influence de la mère, contre 67 % chez les hommes.

L'influence du père suit un schéma différent. Chez les hommes, elle est généralement plus marquée que chez les femmes. Son impact est particulièrement fort chez les hommes âgés de 36 à 45 ans, où 75 % le considèrent comme fort à très fort. Une exception se trouve parmi les femmes âgées de 56 à 65 ans, où, de manière surprenante, l'influence du père sur les valeurs est légèrement plus forte que sur les hommes du même âge (68 % contre 61 %).

L'influence des parents sur les valeurs et le comportement – par tranches d'âge et par sexe (fig. 59)

«Que pensez-vous : dans quelle mesure votre mère/votre père a-t-il influencé vos valeurs et votre comportement?» ; réponses : «Très fortement», «Fortement»



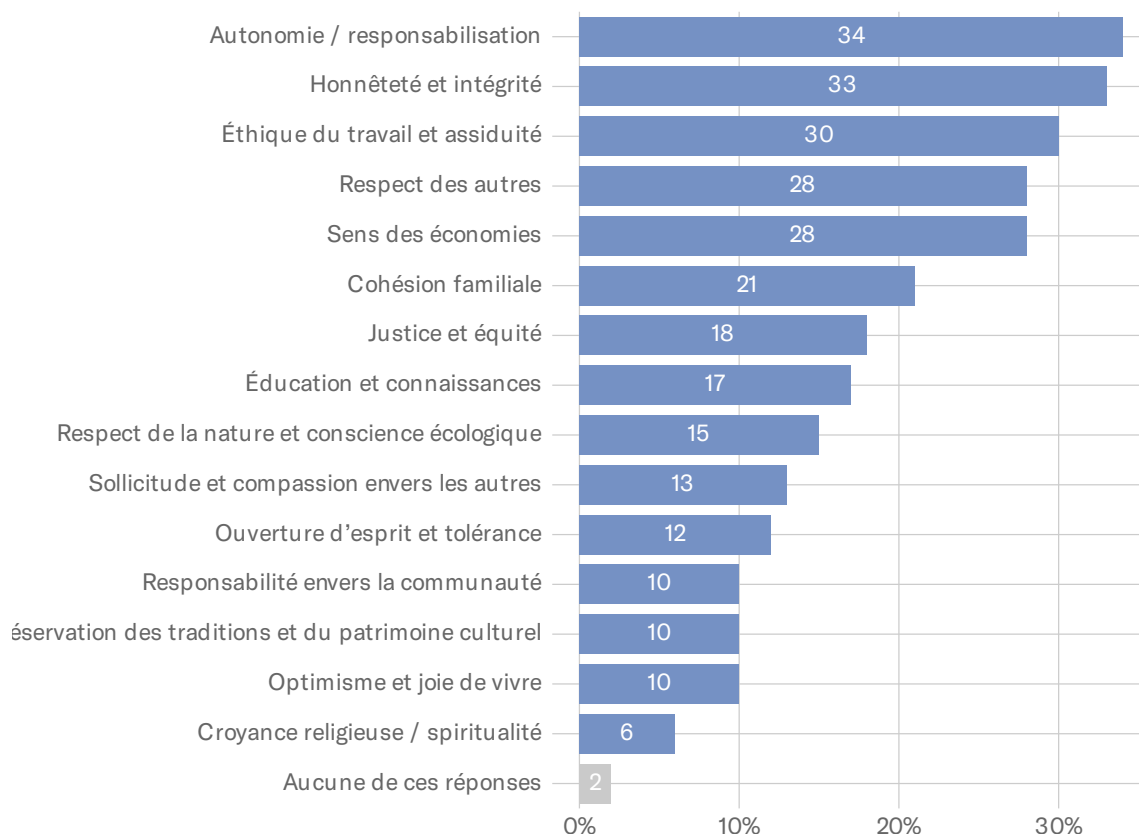
La question des valeurs et des convictions qui ont le plus marqué la vie des sondés met en évidence les principes particulièrement appréciés et transmis en Suisse (fig. 60). L'autonomie personnelle et les principes moraux sont clairement au centre des préoccupations : l'indépendance et la responsabilité individuelle

Baromètre des générations 2025

arrivent en tête avec 34 %, suivies de près par l'honnêteté et l'intégrité avec 33 %. Ces deux valeurs reflètent une société qui valorise la liberté individuelle tout en accordant une grande importance aux principes éthiques.

L'influence des valeurs familiales (fig. 60)

«Quelles sont les valeurs ou convictions de vos parents ou grands-parents qui ont le plus marqué votre vie?»



Parmi les valeurs héritées les plus marquantes, l'indépendance et l'honnêteté arrivent en tête.

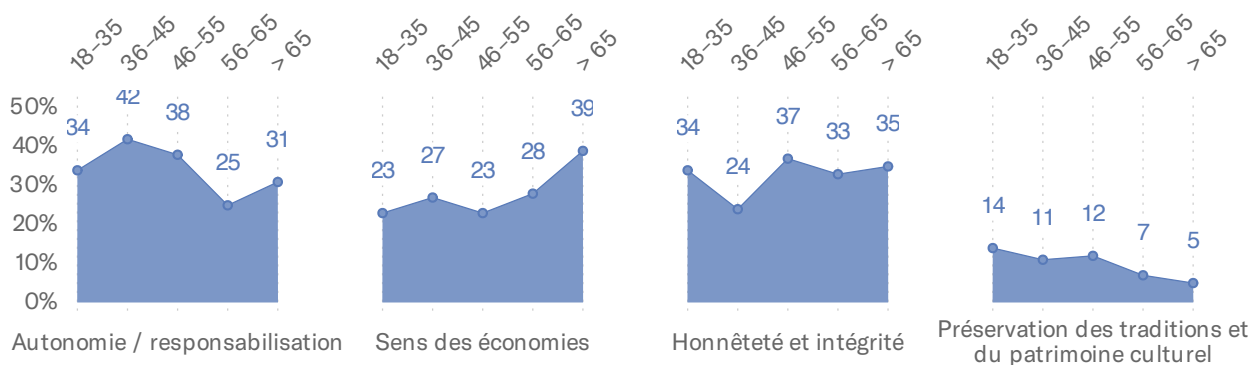
Baromètre des générations 2025

L'éthique du travail et l'assiduité (30 %) ainsi que le respect des autres (28 %) occupent également des places de choix. Les vertus traditionnelles continuent donc de jouer un rôle important. L'éducation et le savoir (17 %), la justice et l'équité (18 %) ainsi que l'ouverture et la tolérance (12 %) montrent une certaine diversité dans les valeurs, tandis que la foi religieuse a nettement moins de poids avec seulement 6 %.

L'honnêteté et l'intégrité jouissent d'une grande importance dans presque tous les groupes d'âge, mais plus particulièrement chez les 46-55 ans, où 37 % indiquent cette valeur (fig. 61). En revanche, les personnes interrogées les plus jeunes (18-35 ans) soulignent l'importance de l'autonomie et de la responsabilité personnelle (34 %). Avec l'âge, l'importance de l'épargne augmente : alors qu'elle passe inaperçue chez les plus jeunes, elle atteint son plus haut niveau chez les plus de 65 ans (39 %). A l'inverse, la volonté de préserver les traditions et le patrimoine culturel diminue avec l'âge.

L'influence des valeurs parentales – par tranche d'âge (fig. 61)

«Quelles sont les valeurs ou convictions de vos parents ou grands-parents qui ont le plus marqué votre vie?»



L'enquête fournit des perspectives fascinantes sur les sources de valeurs qui influencent le plus la vie des personnes en Suisse et sur la manière dont leur importance évolue au fil du temps. Au total, 45 % des participants ont indiqué que les valeurs de leurs ancêtres ainsi que celles acquises par leur environnement personnel ou leurs propres expériences influencent leur vie de manière égale (fig. 62). Cette combinaison équilibrée constitue ainsi

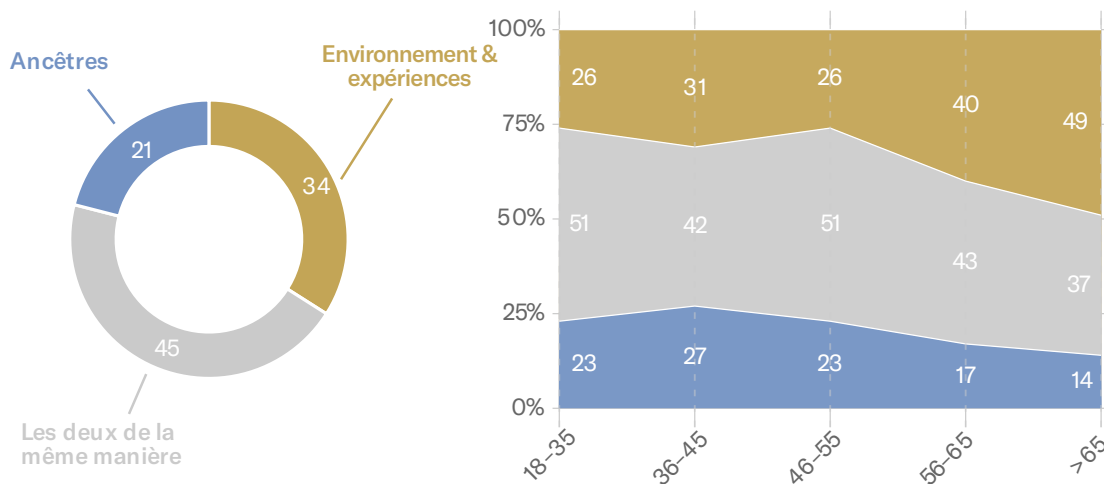
Baromètre des générations 2025

la réponse la plus fréquente. Néanmoins, 34 % ont également cité leurs expériences personnelles et leur entourage comme principal facteur d'influence, tandis que 21 % ont donné la priorité aux valeurs de leurs ancêtres.

Si l'on observe cette influence tout au long de la vie, un déplacement devient visible : les expériences personnelles et l'environnement gagnent en importance avec l'âge, tandis que l'influence des ancêtres diminue continuellement. Chez les plus jeunes sondés (18 - 35 ans), 26 % citent les expériences personnelles comme principale source de valeurs, suivies de près par les ancêtres avec 23 %. Dans le groupe des plus de 65 ans, l'influence des expériences personnelles domine nettement, atteignant 49 %. Parallèlement, la proportion des personnes interrogées qui perçoivent l'influence de leurs ancêtres comme dominante diminue à 14 %. Le groupe qui considère ces deux influences comme également fortes se réduit également dans cette tranche d'âge à 37 %.

Facteurs d'influence dans la vie (fig. 62)

«Selon vous, qu'est-ce qui a le plus d'influence sur votre vie ?»



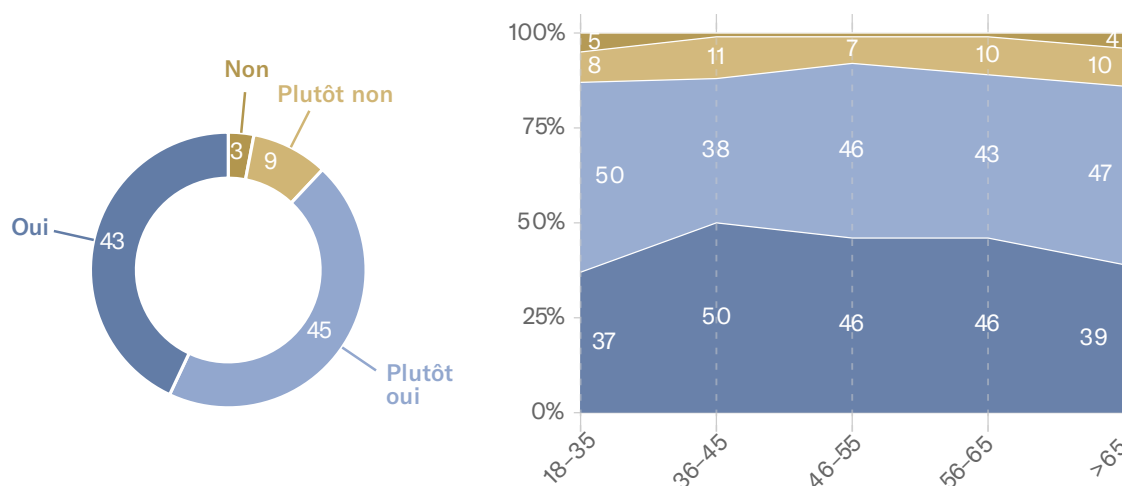
L'enquête révèle que les traditions familiales occupent une place importante pour les personnes sondées : 88 % estiment qu'elles devraient être transmises aux générations futures (fig. 63). Il n'y a que des différences modérées entre les groupes d'âge. Parmi les 18-35 ans, 37 % soutiennent totalement cette affirmation, un chiffre qui atteint son maximum à 50 % chez les 36-45 ans. Dans

Baromètre des générations 2025

les tranches d'âge plus élevées, le soutien demeure fort, bien que son intensité tende à s'atténuer légèrement. Cet engagement marqué en faveur de la transmission des traditions souligne le rôle essentiel des valeurs immatérielles dans le lien entre les générations.

L'importance de la transmission des traditions familiales (fig. 63)

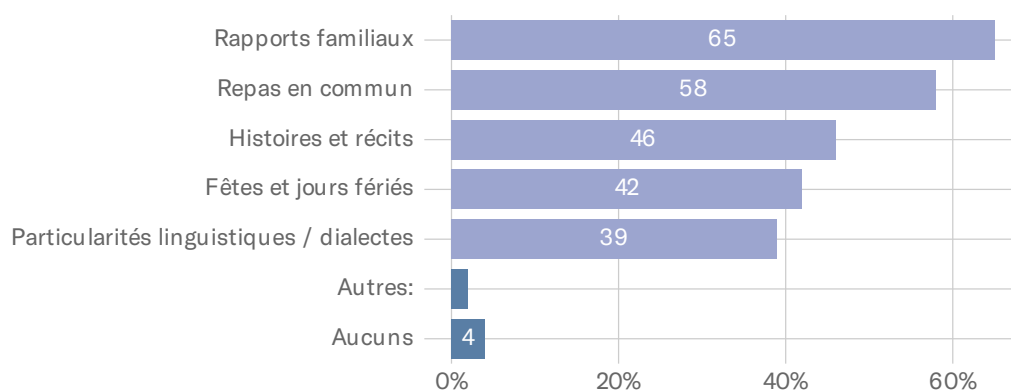
«Pensez-vous qu'il est important que les parents transmettent les traditions et rituels familiaux à la génération suivante?»



Les traditions familiales à transmettre sont illustrées dans la figure 64. Les résultats montrent que les règles de savoir-vivre familiales obtiennent le plus fort taux d'approbation (65 %), ce qui souligne leur rôle central dans la vie commune et la construction de l'identité. Les règles de vie en famille désignent des valeurs telles que le respect mutuel, la politesse, le soutien mutuel et les rituels tels que les salutations ou les adieux communs - des aspects qui marquent la vie quotidienne en commun. Les repas communs arrivent en deuxième position (58 %). Les histoires et les récits, qui constituent la mémoire culturelle des familles, sont appréciés par 46 % des personnes sondées, tandis que les fêtes et les jours fériés, avec 42 %, ainsi que les particularités linguistiques et les dialectes, avec 39 %, obtiennent des taux d'approbation plus bas, mais néanmoins significatifs.

Traditions familiales importantes (fig. 64)

«Quelles traditions ou quels rituels familiaux vous semblent importants à transmettre à la prochaine génération?»



Les mœurs familiales et les repas en commun sont les traditions familiales les plus importantes.

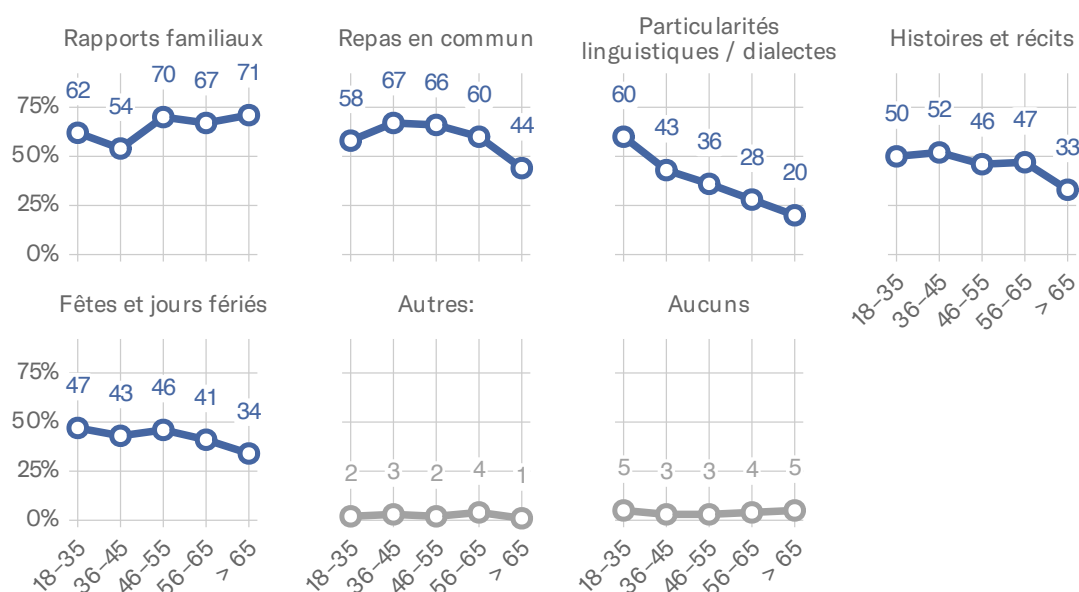
Un coup d'œil sur les groupes d'âge révèle des différences intéressantes dans la priorité accordée aux traditions (fig. 65). Les particularités linguistiques et les dialectes sont particulièrement importants pour le groupe d'âge le plus jeune (18-35 ans), avec 60 %, alors qu'ils ne jouent un rôle que pour 20 % de la génération des plus de 65 ans. Les manières de vivre en famille sont très appréciées par tous les groupes d'âge, le taux d'appréciation étant le plus élevé chez les plus de 65 ans (71 %). A l'inverse, l'importance des repas partagés suit une tendance opposée : 58 % des plus jeunes y accordent de l'importance, mais ce soutien diminue avec l'âge pour tomber à 44 % chez les plus âgés. Les fêtes et les jours fériés perdent également de leur pertinence, en particulier chez les plus âgés (34 %). Les histoires et les récits, piliers de la mémoire culturelle, sont appréciés par toutes les gé-

Baromètre des générations 2025

nération, bien que légèrement moins chez les plus de 65 ans. Dans l'ensemble, les résultats indiquent qu'avec l'âge, les mœurs familiales gagnent en importance, tandis que d'autres traditions perdent en pertinence - ce qui indique qu'avec l'âge, l'accent est mis sur la qualité des relations interpersonnelles plutôt que sur des rituels concrets.

Traditions familiales importantes – par tranche d'âge (fig. 65)

«Quelles traditions ou quels rituels familiaux vous semblent importants à transmettre à la prochaine génération?»



La question de la responsabilité dans la préservation de la réputation familiale ouvre une autre perspective fascinante sur l'héritage immatériel. Avec 57 % d'opinions favorables, la majorité des répondants exprime une forte conscience de cet enjeu, étroitement lié aux valeurs et à l'identité familiale (fig. 66).

Les différences entre les sexes sont particulièrement frappantes : 65 % des hommes ressentent cette responsabilité, contre seulement 46 % des femmes. Cet écart de 19 % suggère que les rôles traditionnels continuent de jouer un rôle déterminant dans ce domaine. Les hommes se voient traditionnellement attribuer une fonction représentative – ils sont souvent perçus comme le «visage» de la famille, que ce soit à travers la réussite professionnelle, l'engagement social ou la préservation du nom

familial. Les femmes, en revanche, semblent plutôt assumer leur responsabilité dans d'autres aspects du lien familial, comme le maintien des relations affectives ou la transmission des traditions culturelles au quotidien.

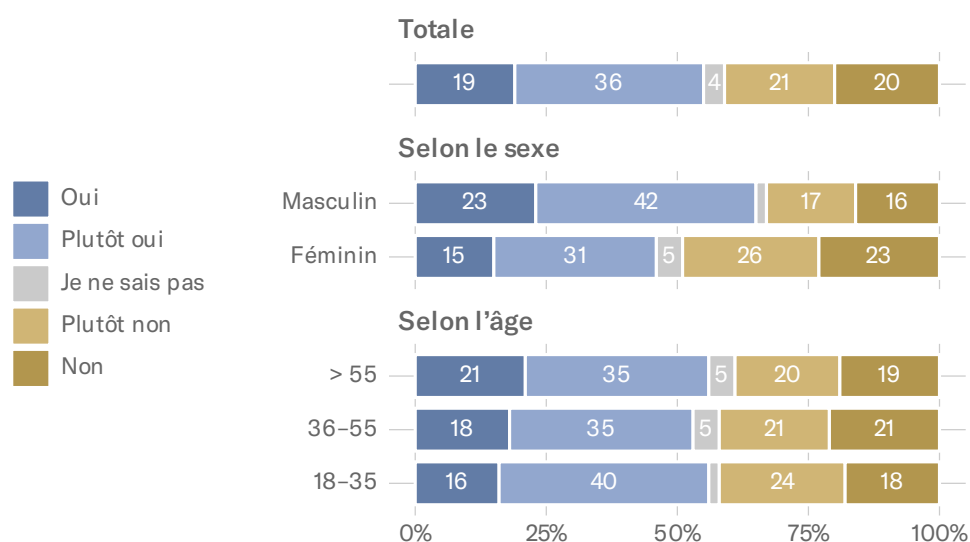
L'analyse par tranche d'âge révèle également des variations : les plus jeunes (18-35 ans) et les plus âgés (plus de 65 ans) affichent une disposition similaire (56 %) à préserver l'image de leur famille. En revanche, la génération intermédiaire (36-65 ans) se montre légèrement plus réservée, avec 53 %, bien que les différences restent globalement faibles.

**57 % des personnes sondées
se sentent responsables de
préserver la réputation de
leur famille.**

Baromètre des générations 2025

Responsabilité de préserver la réputation familiale (fig. 66)

«Vous sentez-vous responsable de préserver la réputation de votre famille?»

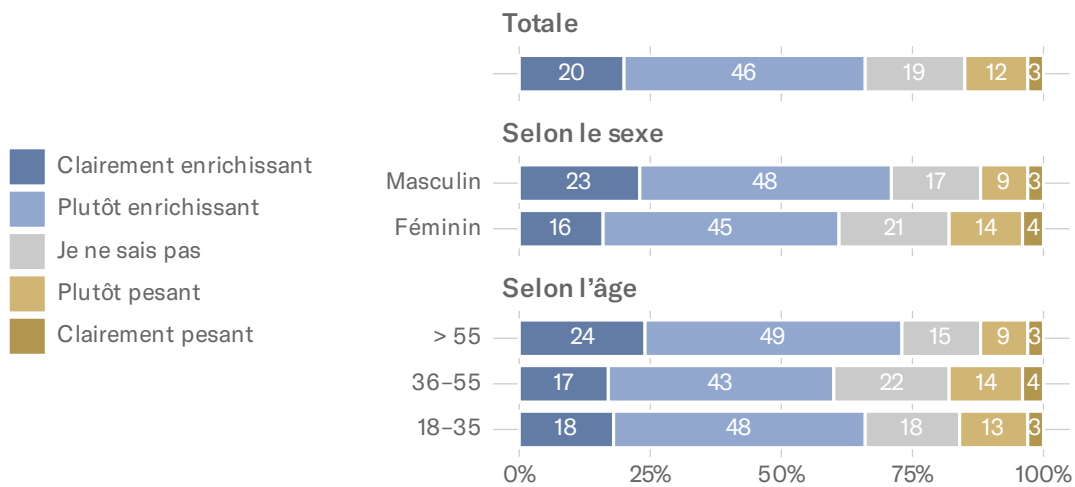


L'héritage familial, qu'il prenne la forme de traditions, de valeurs ou de réputation, est perçu comme un enrichissement par deux tiers des personnes sondées – une perception en adéquation avec la forte volonté de préserver l'image familiale (fig. 67). Les hommes perçoivent plus souvent leur héritage comme positif, ce qui reflète probablement leur orientation plus marquée vers les rôles de représentation familiale. De même, il apparaît que les générations plus âgées, qui ont souvent elles-mêmes déjà transmis des traditions et des valeurs, considèrent le plus souvent l'héritage familial comme un enrichissement.

Baromètre des générations 2025

Héritage familial : fardeau ou enrichissement (fig. 67)

«Percevez-vous votre héritage familial plutôt comme un fardeau ou un enrichissement?»



Dans l'ensemble, les résultats montrent que l'héritage immatériel représente pour de nombreuses personnes une source d'identité et de connexion. Il ne fournit pas seulement une orientation dans le présent, mais crée également un pont entre les générations, reliant de manière unique passé et futur.

Collecte de données et méthode

COLLECTE DE DONNÉES ET ÉCHANTILLONNAGE

Sotomo a mené cette étude sur mandat de la Maison des générations de Berne, une institution de la bourgeoisie de Berne. Les données ont été collectées entre le 18 septembre et le 7 octobre 2024. La population de référence de l'enquête représente la population résidente intégrée linguistiquement de la Suisse alémanique et de la Suisse romande âgée de 18 ans et plus. L'enquête a été réalisée en ligne. Les participants ont été recrutés via le panel en ligne de Sotomo. Après nettoyage et contrôle des données, les réponses de 2754 personnes ont pu être utilisées pour l'analyse.

PONDÉRATION REPRÉSENTATIVE

Étant donné que les participants à l'enquête se recrutent eux-mêmes (opt-in), la composition de l'échantillon n'est pas, à l'origine, représentative de la population de référence. Afin d'obtenir des résultats représentatifs, les biais de l'échantillon sont corrigés par des méthodes statistiques de pondération. Les critères de pondération incluent le sexe, l'âge, le niveau d'éducation et l'orientation politique. Les distributions marginales de

Baromètre des générations 2025

ces caractéristiques ont été prises en compte séparément pour les régions linguistiques de la Suisse. Cette approche garantit une forte représentativité sociodémographique de l'échantillon. Pour l'échantillon global présenté ici, l'intervalle de confiance à 95 % (pour une proportion de 50 %) est de +/-1.9 points de pourcentage.

SOTCMO